



**Article R. 122-3 du code de l'environnement**

Ministère chargé de  
l'environnement

**Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale**  
**Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative**

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

19/11/18

Dossier complet le :

19/11/18

N° d'enregistrement :

F01118P0266

## 1. Intitulé du projet

## 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

## 2.1 Personne physique

Nom

Prénom

## 2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale

RCS / SIRET

## Forme juridique

**Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1**

**3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet**

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))

#### 4. Caractéristiques générales du projet

**Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire**

#### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

## **4.2 Objectifs du projet**

Les terres de décantation sont des matières minérales qui contiennent des éléments fertilisants (azote, phosphore et magnésium) et des éléments amendants (calcium et matière organique). Elles sont utilisées par les agriculteurs en tant que substituts des engrais minéraux. Leur valorisation par épandage agricole présente donc un intérêt agronomique.

La totalité des terres de décantation est actuellement valorisée par épandage sur les départements du Val d'Oise et de l'Oise via l'arrêté inter-préfectoral du 5 avril 2011. Cet arrêté accordé pour une durée de 10 ans arrive à échéance le 5 avril 2021. Le projet porte sur le renouvellement de cette autorisation.

Suite à plusieurs désistements d'agriculteurs, une mise à jour dans le cadre de la circulaire du 18 avril 2005 au seuil de modification a été initiée avec la demande de renouvellement.

## **4.3 Décrivez sommairement le projet**

### **4.3.1 dans sa phase travaux**

Le projet de renouvellement de l'autorisation d'épandage en agriculture, des terres de décantation de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise ne présente pas de phase de travaux.

### **4.3.2 dans sa phase d'exploitation**

Le document de présentation générale en annexe volontaire 1 présente le projet et les éléments suivants :

- description du site de production des terres de décantation,
- présentation des terres de décantation (quantités produites, caractéristiques physico-chimiques, intérêt agronomique)
- présentation de la traçabilité des terres de décantation et de la gestion par lot,
- description de l'organisation de la filière (réglementation, suivi et autosurveillance des épandages),
- carte de la vue globale du parcellaire sur les départements du Val d'Oise et de l'Oise.

Les cartes en Annexe 2 obligatoire présente la localisation du parcellaire par commune. Toutes les communes sont autorisées par l'arrêté interpréfectoral obtenu le 05/04/2011.

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)

**Adresse et commune(s)  
d'implantation**

Long. <sup>°</sup> ' " Lat. <sup>°</sup> ' "

Long. <sup>o</sup> ' " Lat. <sup>o</sup> ' " 10

Long.    °    '    "    Lat.    °    '    "

#### 4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☐

**4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**

**Oui**

Non ☐

3/11

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie des parcelles agricoles du projet se situe à moins de 100 m de : - 6 ZNIEFF de type I - 2 ZNIEFF de type II Par manque de place dans le formulaire, la liste des ZNIEFF concernées ainsi que les parcelles rattachées sont présentées en annexe volontaire 3.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas en zone de montagne.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas dans une zone couverte par un arrêté de protection de Biotope.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas sur le territoire d'une commune littorale.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie des parcelles sont situées dans le Parc Naturel Régional du Vexin Français.  Par manque de place dans le formulaire, la liste des parcelles concernées sont présentées en annexe volontaire 4.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les épandages de terres de décantation ne sont pas concernés par les plans de prévention du bruit des départements du Val d'Oise et de l'Oise.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des parcelles du projet de plan d'épandage des terres de décantation sont situées à moins de 500m d'un monument historique.  Par manque de place dans le formulaire, la liste des parcelles concernées sont présentées en annexe volontaire 5.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2 zones à dominante humide sont concernées par le projet : des formations forestières humides et/ou marécageuses et des prairies humides pâturées ou fauchées.  3 parties de parcelles inaptes à l'épandage sont situées dans ces zones humides. Elles ne recevront pas de terres de décantation.



Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?  Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Une partie des communes du projet sont concernées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 PPR Inondations approuvés,</li> <li>- 3 PPR mouvements de terrains</li> </ul> <p>La liste des PPR situés sur les communes du projet est présentée en annexe volontaire 6.</p>
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet concerne uniquement des parcelles régulièrement cultivées et ne se situe donc pas sur un site pollué.</p> <p>Des analyses sont réalisées sur les sols (points de référence) pour montrer que les sols n'ont pas des teneurs plus importantes en Éléments-Traces Métalliques que les valeurs limites données par l'arrêté du 8 janvier 1998 et ainsi montrer que les sols sont conformes à la réglementation pour des épandages de terres de décantation.</p>
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La totalité des communes et des parcelles du projet sont situées dans la zone de répartition des eaux (ZRE) de la nappe de l'Albien.</p>
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>13 parcelles ou parties de parcelles sont situées en périmètre de protection rapprochée de captage d'eau potable. Ces dernières ont été déclassées en aptitude 0 et ne seront donc pas épandues avec les terres de décantation de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise.</p> <p>L'annexe volontaire 7 présente les parcelles et les surfaces concernées par un périmètre de protection rapprochée d'eau potable.</p>
Dans un site inscrit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>4 sites inscrits sont concernés par le projet d'épandage des terres de décantation.</p> <p>L'annexe volontaire 8 présente les parcelles et les surfaces concernées par les sites inscrits.</p>
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet se situe à moins de 10 km de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 sites NATURA 2000 SIC,</li> <li>- 1 site NATURA 2000 ZPS.</li> </ul> <p>La liste des sites concernés ainsi que les surfaces rattachées est présentée en annexe volontaire 9.</p>
D'un site classé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet se situe dans 2 sites classés et à moins d'1 km de 4 sites classés.</p> <p>La liste des sites concernés ainsi que les surfaces rattachées est présentée en annexe volontaire 10.</p>

## 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

### 6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune utilisation des eaux superficielles ou profondes n'est réalisée lors des livraisons, stockage et épandage de la filière de valorisation agricole des terres de décantation de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'implique pas de drainages et/ou de modifications des masses d'eau souterraines.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les épandages des terres de décantation sont réalisés sur des parcelles régulièrement exploitées. De plus, aucun épandage n'est réalisé sur des prairies qui sont le plus susceptibles de constituer des espaces de vie pour la biodiversité. L'épandage des terres de décantation ne vient pas en complément des travaux agricoles mais en remplacement de certains travaux (fertilisation minérale et amendement par exemple). Les doses en éléments fertilisants préconisées par la réglementation et les bonnes pratiques agricoles sont respectées lors des épandages. Le projet n'entraînera donc pas d'effets sur la biodiversité.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est situé dans et à proximité de sites Natura 2000. Cependant, il n'a pas d'impact sur les habitats et les espèces protégés par ces zones. Le projet, ne va ni détruire, ni dégrader un habitat d'espèce. Il ne va pas non plus, détruire une espèce ou perturber son cycle de vie. En effet, les épandages des terres de décantation correspondent à des pratiques de fertilisation des parcelles déjà régulièrement exploitées et ne modifient pas l'usage des parcelles. L'épandage intervient en remplacement de l'utilisation de matières fertilisantes et d'amendements.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'épandage de terres de décantation est une pratique agricole commune au même titre que l'épandage d'engrais, d'amendements organiques ou calcaïques (effluents d'élevage, cendres, écumes,...) et autres pratiques de fertilisation. C'est une pratique agricole courante réalisée à l'aide d'épandeurs attelés à des tracteurs. Le matériel d'épandage est adapté pour permettre une bonne répartition au sol. Il n'y a donc pas d'interventions supplémentaires sur les parcelles agricoles. A ce titre, le projet n'a pas d'incidences sur les zones à sensibilité particulière.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les épandages de terres de décantation ont lieu sur des parcelles agricoles déjà régulièrement exploitées et n'engendrent donc pas la consommation d'espaces forestiers ou maritimes. Ils permettent le remplacement de l'utilisation de matière fertilisantes et d'amendements et entraînent une économie à l'échelle de l'exploitation agricole. Ainsi, dans certains cas, les épandages peuvent engendrer le maintien d'espaces agricoles. Ils permettent également l'amélioration de la structure des sols. -> Effet positif, indirect, temporaire et à moyen terme.
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne présente pas de risques technologiques puisque : - les épandages respectent les valeurs limites réglementaires de l'arrêté du 08/01/1998, - les terres de décantation ne sont pas considérées comme un déchet dangereux, - elles sont hygiénisées. Des sites présentant des risques technologiques existent dans le Val d'Oise et dans l'Oise. En cas d'accident, les épandages seront stoppés.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les risques naturels qui sont susceptibles d'impacter le projet sont les risques d'inondation ou de mouvements de terrain. Les épandages ont lieu en période de déficit hydrique, les risques de ruissellement sont faibles. En cas d'épisode d'inondation, les épandages seront stoppés dans la zone concernée. Aucun stockage de terre de décantation en tête de parcelles ne se fait en zone inondable ou en zone à dominante humide.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les risques sanitaires liés à l'épandage des terres de décantation s'apparentent à ceux pour l'épandage des boues de station d'épuration. Les évaluations réalisées montre que les indices de risques calculés pour l'ingestion et l'inhalation des boues sont inférieur à 1 (L'indice de risque correspond au ratio entre le niveau d'exposition est la valeur toxicologique de référence la valeur seuil de 1 permet de considérer que le risque est acceptable). Les risques sanitaires sont donc considérés comme nuls. L'évaluation des risques sanitaires des terres de décantation est présentée en annexe volontaire 11.
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En amont des épandages, les terres de décantation sont transportées du hangar de stockage de l'usine jusqu'en bout de parcelle. Cependant, les épandages des terres de décantation de Méry-sur-Oise interviennent en substitution de l'apport d'engrais minéraux ou d'amendements. La livraison des terres de Méry-sur-Oise en tête de parcelles n'implique pas de trafic supplémentaire par rapport à des livraisons d'engrais minéraux.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les épandages des terres de décantation peuvent être source d'émissions sonores ponctuelles engendrées par le matériel de transport, de reprise et d'épandage des terres. Cependant, le projet n'engendre pas d'émissions sonores supplémentaires puisque les épandages viennent en substitution d'apports de fertilisants. Des mesures sont mises en place pour réduire et compenser ces émissions sonores (pas de livraison les week-ends et jours fériés).

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Du fait de leur caractère minéral, les épandages de terres de décantation engendre peu odeurs lors de la livraison, du dépôt en tête de parcelle, de la reprise et des épandages. Les terres de décantation sont stabilisées de par leur nature et leur processus de fabrication (chaulage des terres). Le risque de nuisances olfactives est donc très limité et intervient sur une courte durée. Des mesures sont mises en place pour réduire et compenser ces nuisances olfactives (enfouissement des terres).
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Des vibrations sont engendrées par le passage et le fonctionnement des véhicules qui gravitent autour des épandages. Ces vibrations concernent uniquement les conducteurs de ces véhicules. Les populations locales ne sont pas impactées par ces vibrations.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'engendre pas d'émissions lumineuses puisque les transports et les épandages de terres de décantation sont réalisés dans la journée.
	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Du fait de leur siccité et de leur structure, les terres sont composées de particules susceptibles d'entrer en suspension dans l'air sous forme de petites "boulettes". Aussi, lors de la livraison, la reprise et l'épandage des terres, des particules sont susceptibles de se dégager, mais uniquement aux alentours immédiat de l'épandeur. -> Effet négatif, direct, temporaire et à court terme. Ce dégagement est ponctuel puisqu'il ne se produit qu'au moment du passage des véhicules, du travail de reprise et lors des épandages. Les terres sont enfouies dans les 48h après les épandages à - de 100m des habitations.
Emissions	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les dépôt de terres en tête de parcelles sont susceptibles d'engendrer des lixiviats qui sont principalement liés au ruissellement des eaux de pluies sur les tas. Grâce à l'action de la chaux, une croûte se forme sur les tas ce qui leur confère un aspect solide et imperméable : les eaux de pluie ruissellent sur les tas et ne s'infilte pas dans les tas. L'entreposage de terres de Méry-sur-Oise en tête de parcelle n'est donc pas à l'origine d'un départ d'éléments susceptibles d'altérer les sols et les eaux.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet d'épandage des terres de Méry-sur-Oise n'engendre pas de déchets non dangereux, inertes ou dangereux. Il permet de valoriser les terres de décantation (déchets non dangereux) produites par l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise.

<b>Patrimoine / Cadre de vie / Population</b>	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'activité d'épandage agricole est pratiquée sur la couche arable de parcelles agricoles, et est similaire à l'épandage d'engrais ou d'amendements minéraux ou organiques. A ce titre, elle n'induit pas d'interventions supplémentaires, par rapport à celles déjà existantes, vis-à-vis du patrimoine.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'engendre pas de modifications des activités humaines puisque les épandages sont réalisés en substitution des apports d'autres éléments fertilisants ou amendants et dans le respect de la réglementation encadrant les pratiques agricoles (apports en éléments fertilisants). Les épandages sont réalisés sur des parcelles régulièrement travaillées et n'engendre donc pas de changement d'usage des sols. Le tableau en annexe volontaire 12 fait la synthèse des incidences notables du projet.

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

D'autres périmètres d'épandages sont présents à proximité du projet. Il s'agit :

- d'épandages d'effluents agricoles,
- d'épandages d'effluents urbains et industriels produits dans le Val d'Oise et l'Oise (boues de stations d'épuration, digestats de méthaniseurs, composts...)
- d'épandages d'effluents urbains et industriels produits à l'extérieur du Val d'Oise et de l'Oise.

La production d'effluents agricoles sur les élevages est quant à elle assez importante sur ces départements mais ces chiffres sont en recul aujourd'hui (diminution de 27% du nombre d'élevages depuis 2000, RGA 2010). Ces effluents sont en général valorisés sur ou à proximité de l'exploitation productrice.

Il n'y a pas de superposition de plans d'épandage sur une même parcelle.

Dans le cas où un agriculteur souhaiterait changer une parcelle de plan d'épandage, les flux de matière sèche, en Éléments-Traces Métalliques (ETM) et Composés-Traces Organiques (CTO) historiques sur 10 ans sont repris et pris en compte dans le nouveau plan d'épandage. Il n'y a donc pas d'effets cumulés avec les autres plans d'épandage du département.

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

Le présent projet concerne uniquement les départements du Val d'Oise et de l'Oise.

Le projet n'est donc pas susceptible de présenter des effets de nature transfrontalière.

**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

Les mesures envisagées sont les suivantes :

- Le respect de la réglementation en vigueur : Arrêté du 8 janvier 1998, la réglementation nitrates (PAN et PAR), SDAGE...

-> L'annexe volontaire 1 présente le respect des exigences réglementaire par le projet.

- Le Suivi et l'Autosurveillance des épandages

-> l'annexe volontaire 1 présente les procédures de contrôle et d'encadrement de la filière de valorisation agricole des terres de décantation.

-Des mesures mises en place pour réduire les impacts notables liés au projet.

-Des moyens de prévention et de protection "Hygiène et Sécurité" (annexe volontaire 11),

Le tableau de synthèse en annexe volontaire 12, présente les mesures compensatoires pour l'ensemble des incidences notables.

**7. Auto-évaluation (facultatif)**

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Les enjeux environnementaux ont été identifiés dans ce formulaire grâce aux tableaux présentés en annexes. Il a également été montré dans ce formulaire que les épandages étant réalisés sur des parcelles régulièrement exploitées, ces derniers n'ont pas d'effets sur le milieu naturel.

Le projet respecte strictement la réglementation (arrêté du 8 janvier 1998, la réglementation nitrates...). Il fait l'objet d'un suivi administratif annuel de la part de la DDT. Il s'agit d'une filière encadrée. L'apport des terres de décantation de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise est réalisé dans le cadre d'une fertilisation raisonnée.

**8. Annexes**

**8.1 Annexes obligatoires**

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>



## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

### Objet

Par manque de place dans cet encadré, la liste des annexes "volontaires" jointes au formulaire d'évaluation est présentée avant les annexes. Elles ont été citées dans les parties auxquelles elles correspondent dans ce formulaire d'évaluation.

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

☒

Fait à

Néry - sur - oise

le,

9 novembre 2018

Signature

Xavier NETTEIL



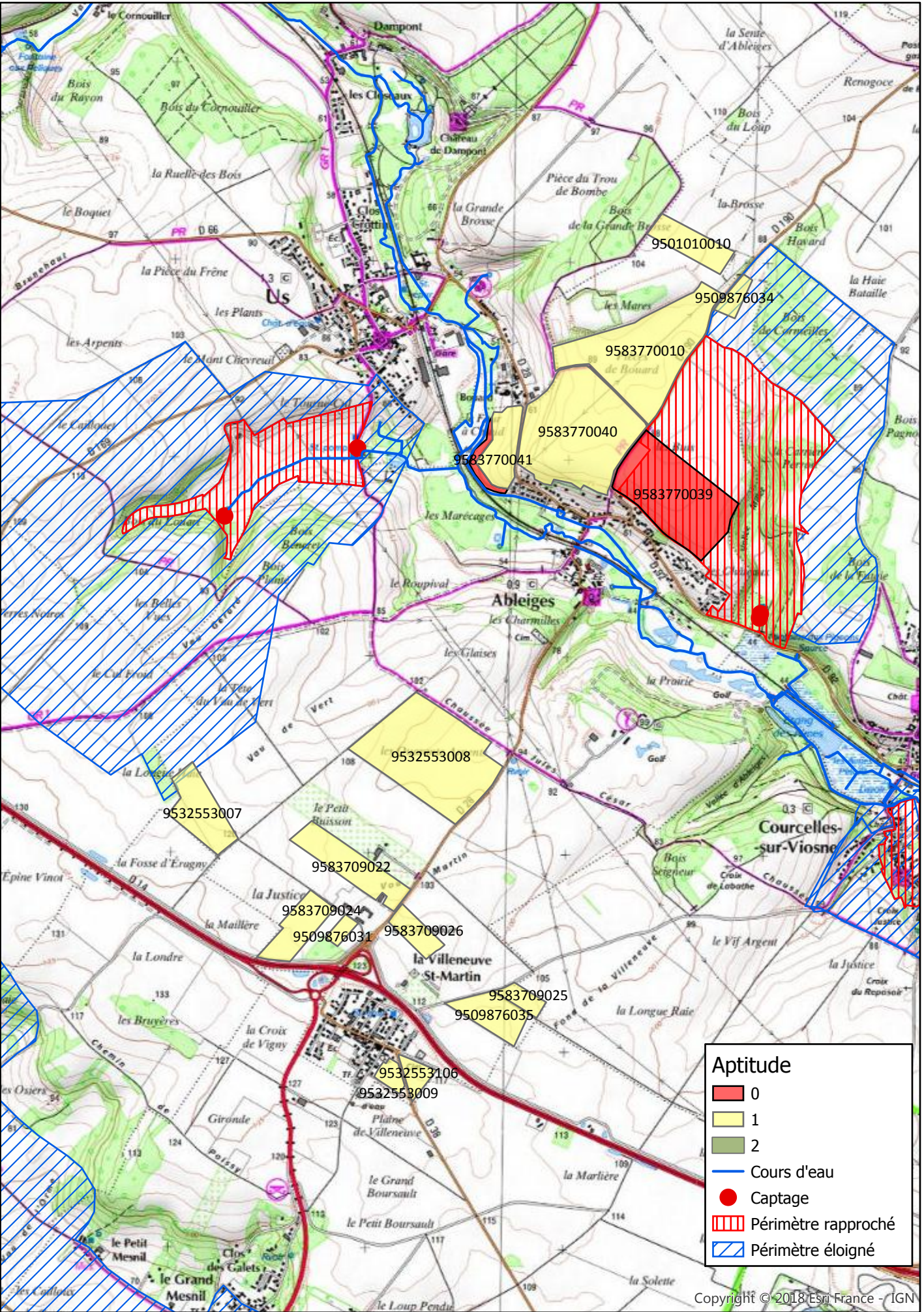
## **ANNEXE OBLIGATOIRE 2**

Plans de situation au 1/ 25 000<sup>ème</sup> : Cartes de  
localisation des parcelles par commune



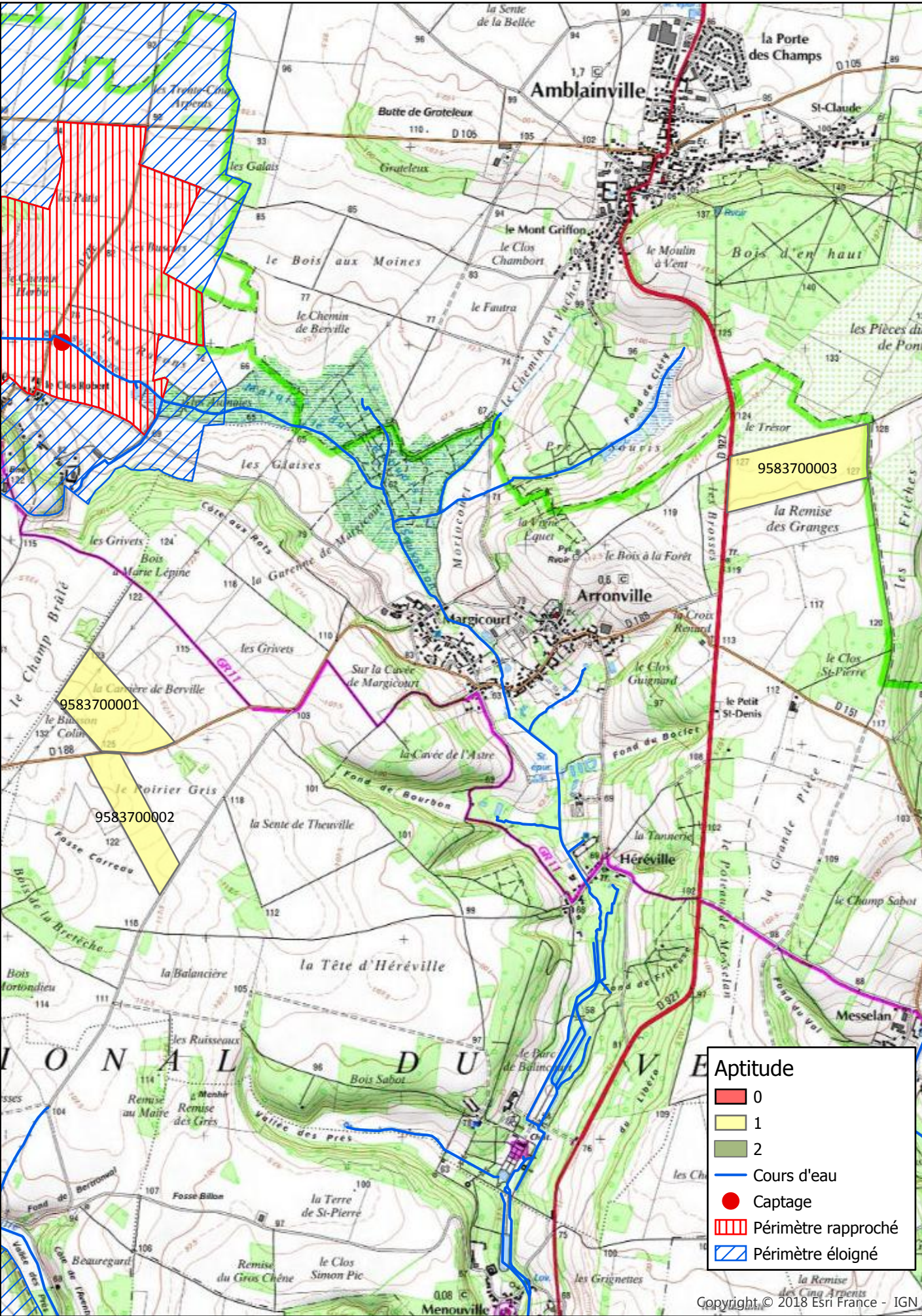
Commune	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
ABLEIGES	154,65	22,51	132,14
ARRONVILLE	47,16		47,16
AUVERS-SUR-OISE	5,97		5,97
AVERNES	9,04	0,26	8,78
BOISSY-L'AILLERIE	3,75		3,75
BRÉANÇON	28,62		28,62
CHARS	10,5		10,5
CLÉRY-EN-VEXIN	128,76		128,76
COMMENY	9,54		9,54
CORMEILLES-EN-VEXIN	135,03	0,39	134,64
COURCELLES-SUR-VIOSNE	38,14		38,14
COURDIMANCHE	92,21		92,21
ÉCOUEN	62,32		62,32
ENNERY	63,48	2,47	61,01
ÉPIAIS-RHUS	76,68		76,68
FRÉMÉCOURT	182,58	0,26	182,32
FROUVILLE	123,28	1,37	121,91
GÉNICOURT	53,55		53,55
GRISY-LES-PLÂTRES	43,72	14,09	29,63
GUIRY-EN-VEXIN	9,71		9,71
HADANCOURT-LE-HAUT-CLOCHER (60)	42,39		42,39
HARAVILLIERS	36,5		36,5
HÉDOUVILLE	4,25		4,25
HÉROUVILLE	62		62
LABBEVILLE	184,9		184,9
LE BELLAY-EN-VEXIN	33,65		33,65
LIVILLIERS	130,01	20,96	109,05
MENOUVILLE	16,73		16,73
MONTGEROULT	13,86		13,86
MONTJAVOULT (60)	21,94		21,94
NESLES-LA-VALLÉE	12,08		12,08
NUCOURT	84,58		84,58
PARNES (60)	6,09		6,09
SAGY	201,06		201,06
SERAINCOURT	16,31		16,31
SERANS (60)	153,49	0,4	153,09
THÉMÉRICOURT	264,42	4,5	259,92
VALLANGOUJARD	92,32		92,32
VILLIERS-LE-BEL	13,43		13,43
<b>TOTAL</b>	<b>2668,7</b>	<b>67,21</b>	<b>2601,49</b>



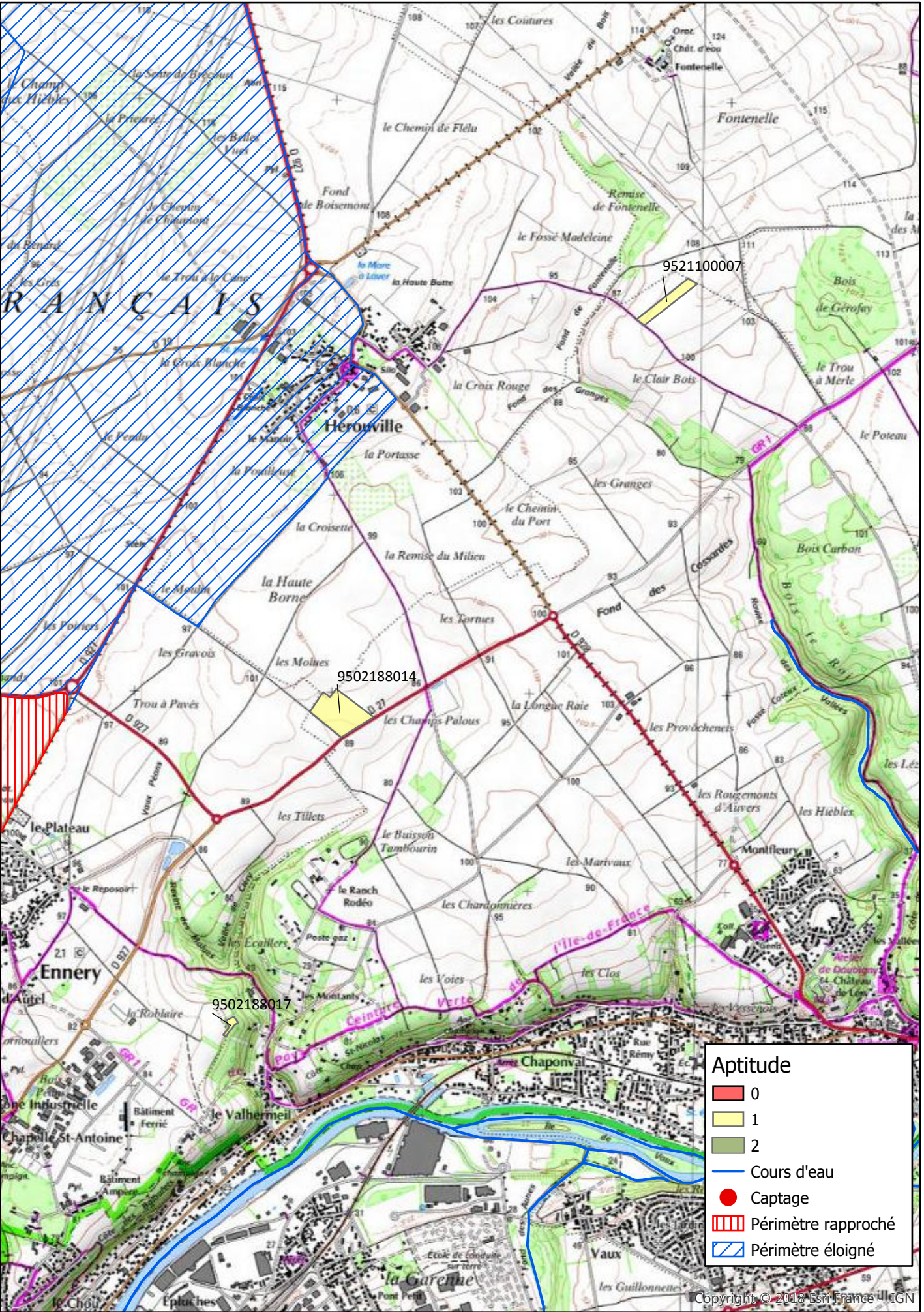


Cergy/LK/EP017/octobre 2018



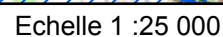




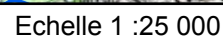


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

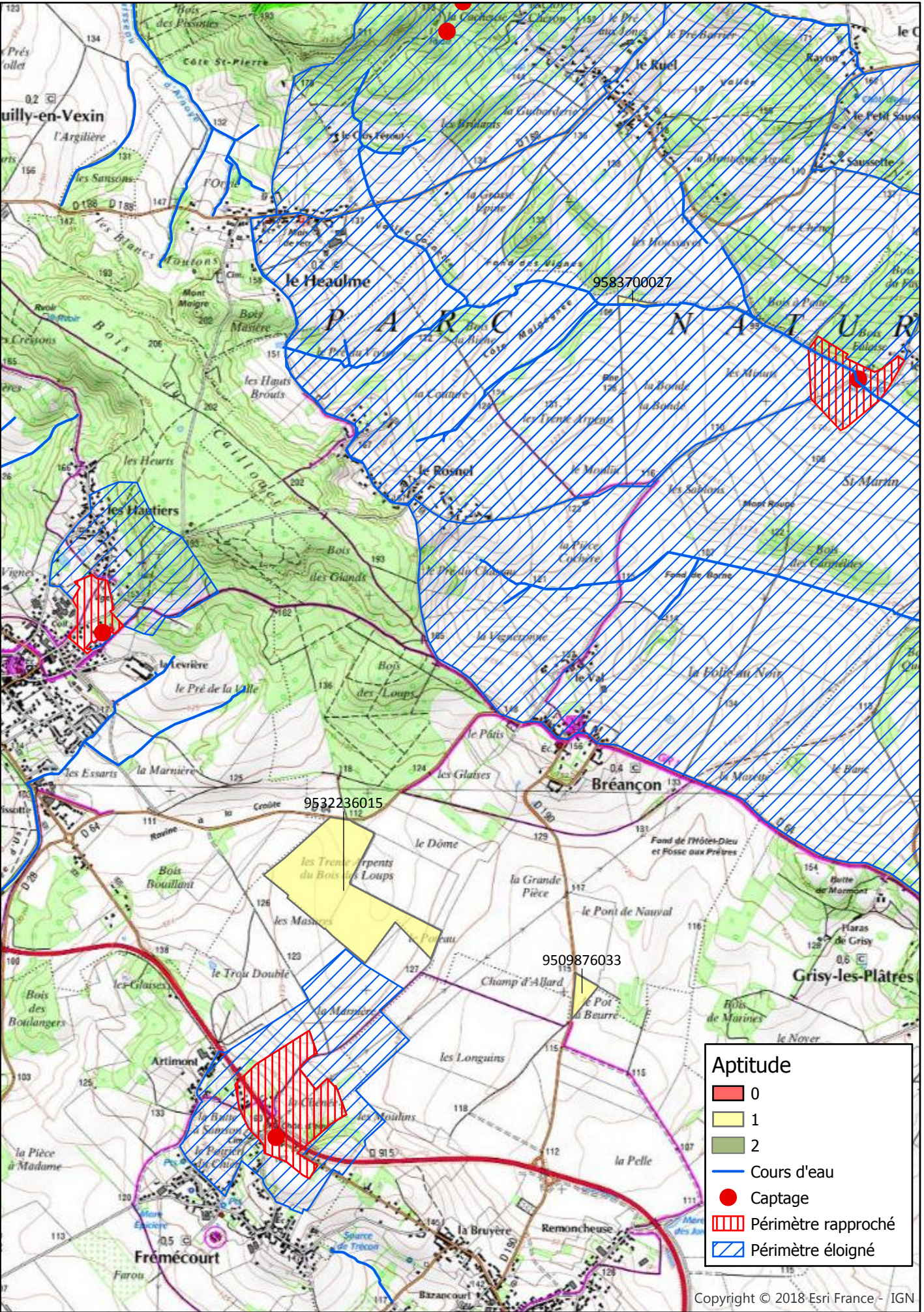






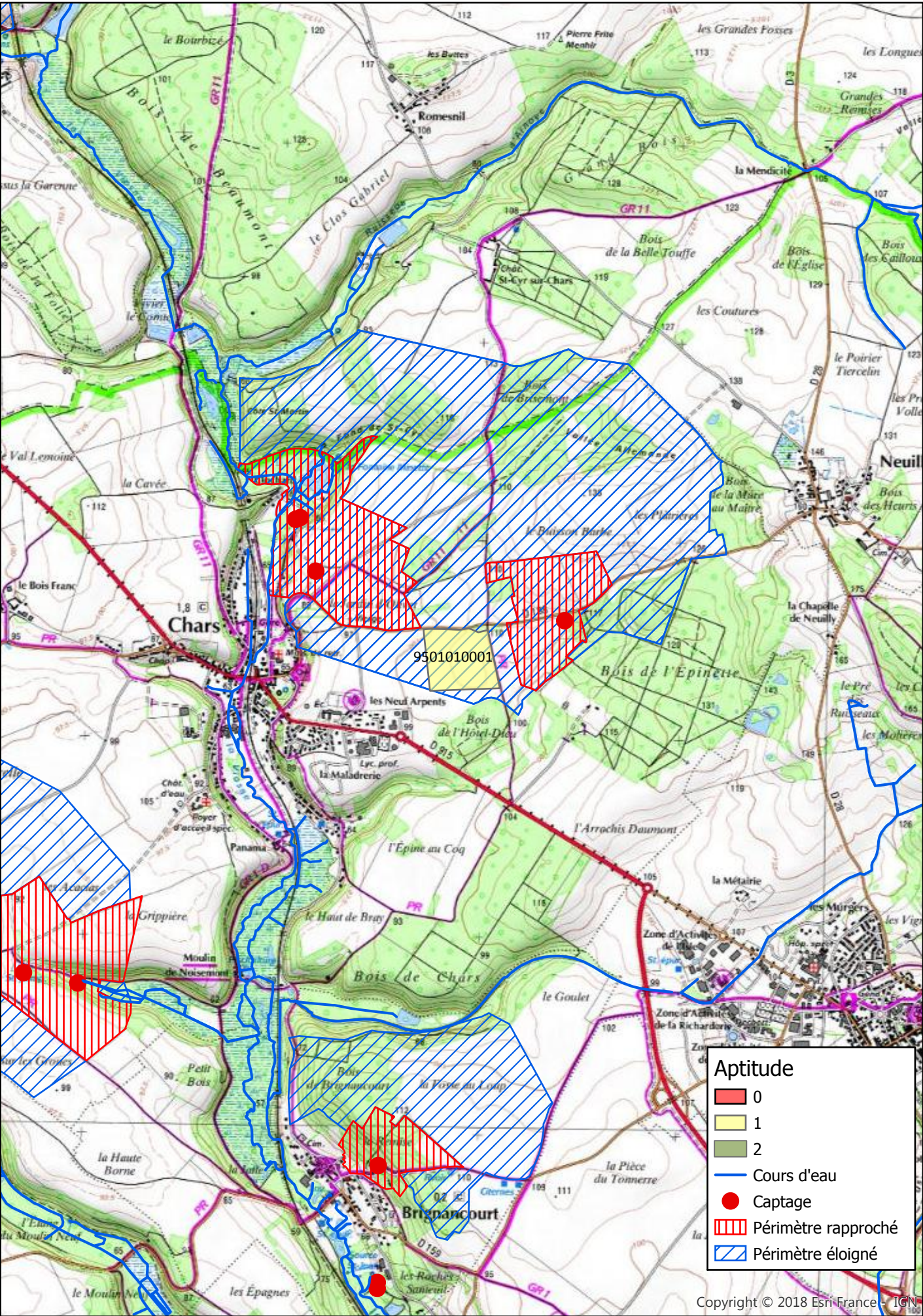




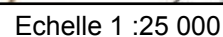


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

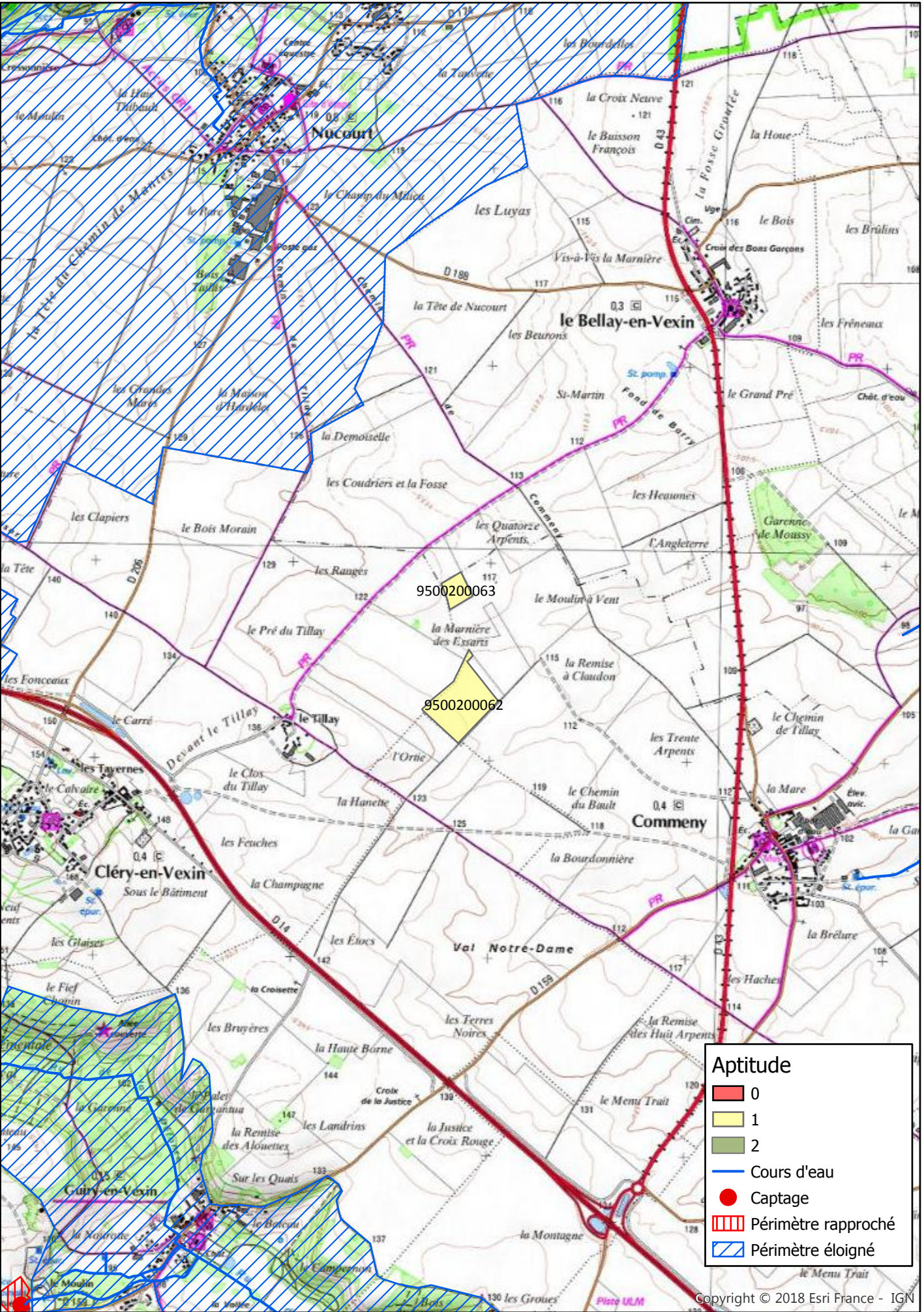




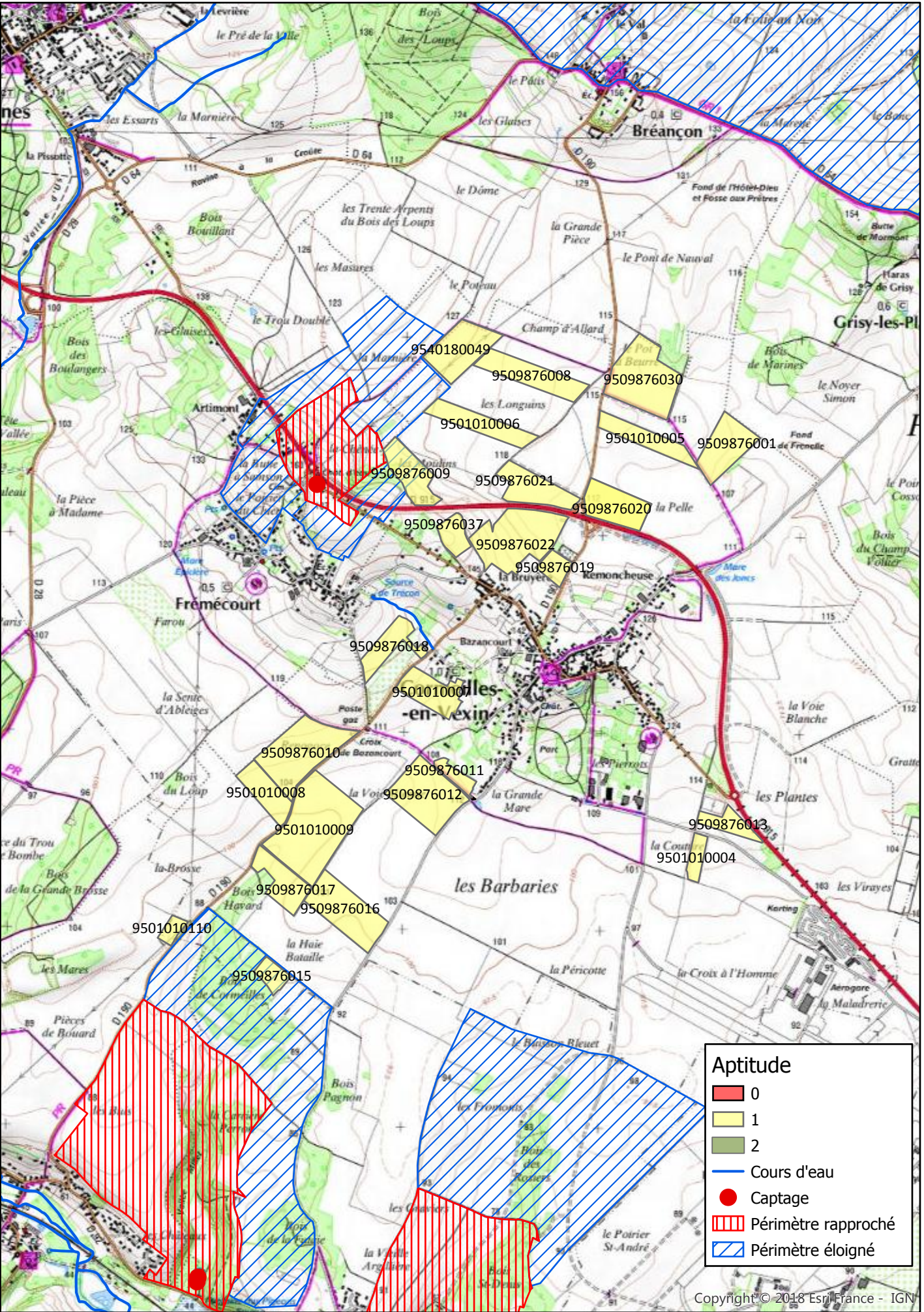






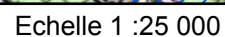




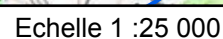


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

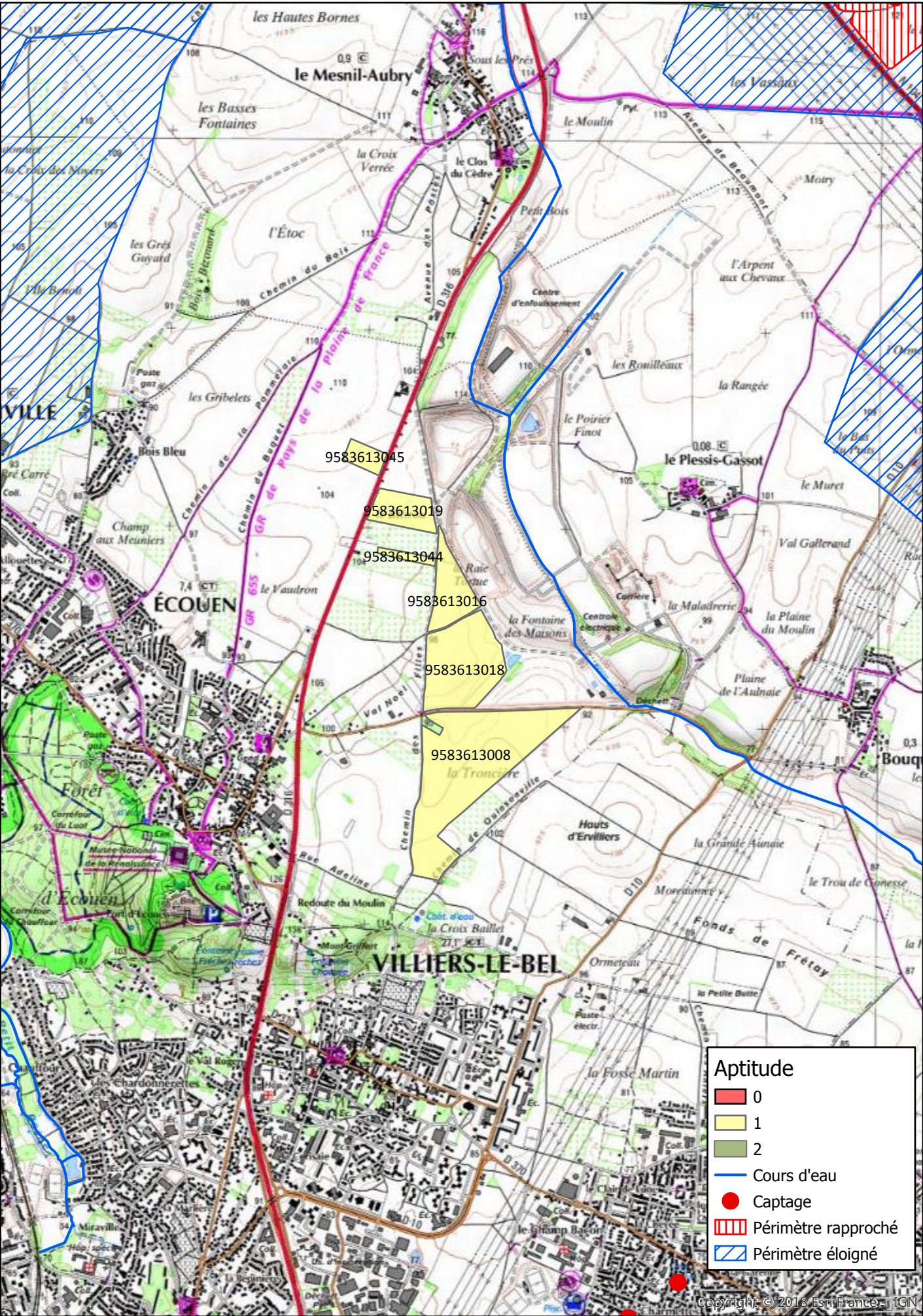




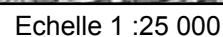




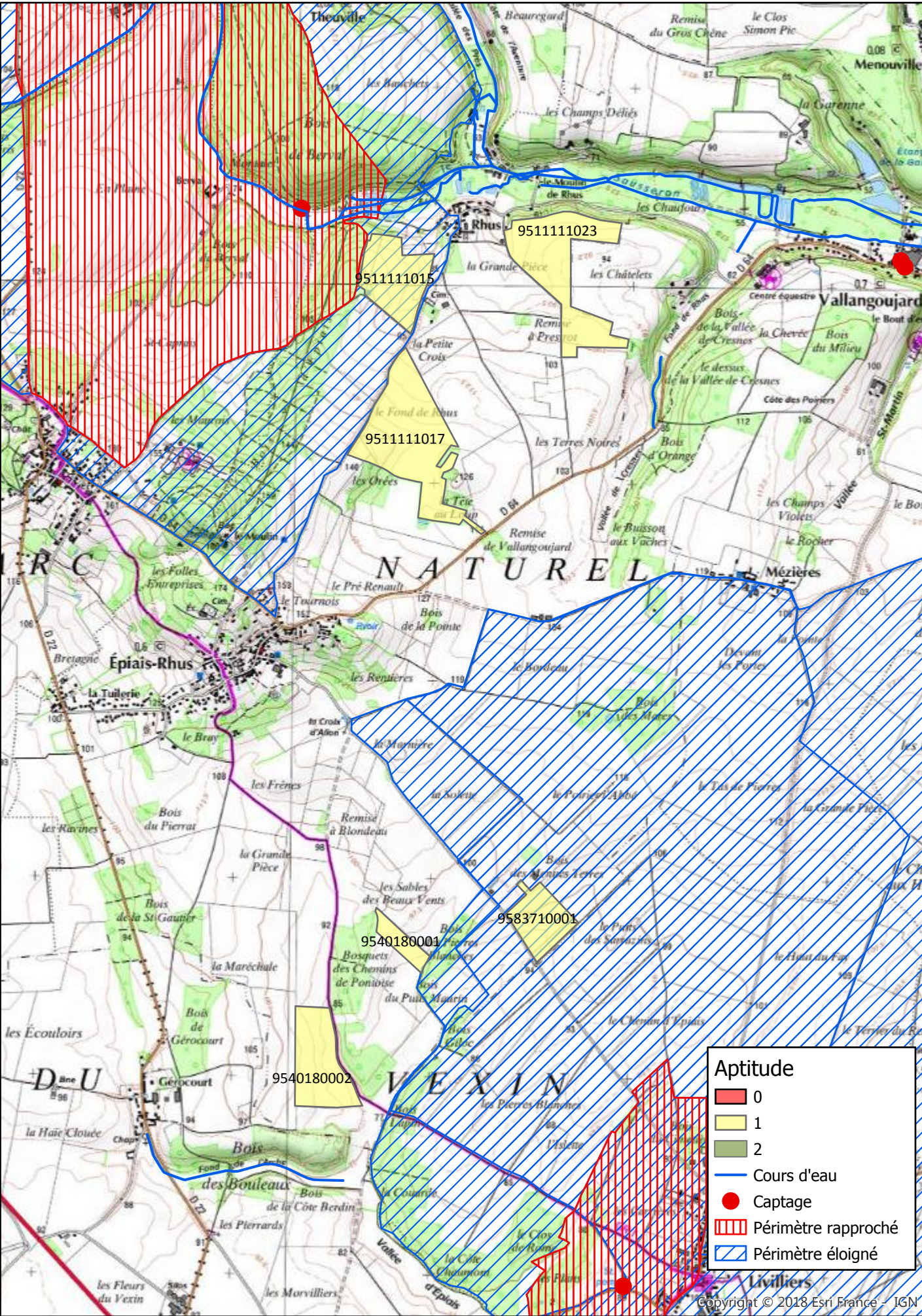




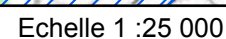




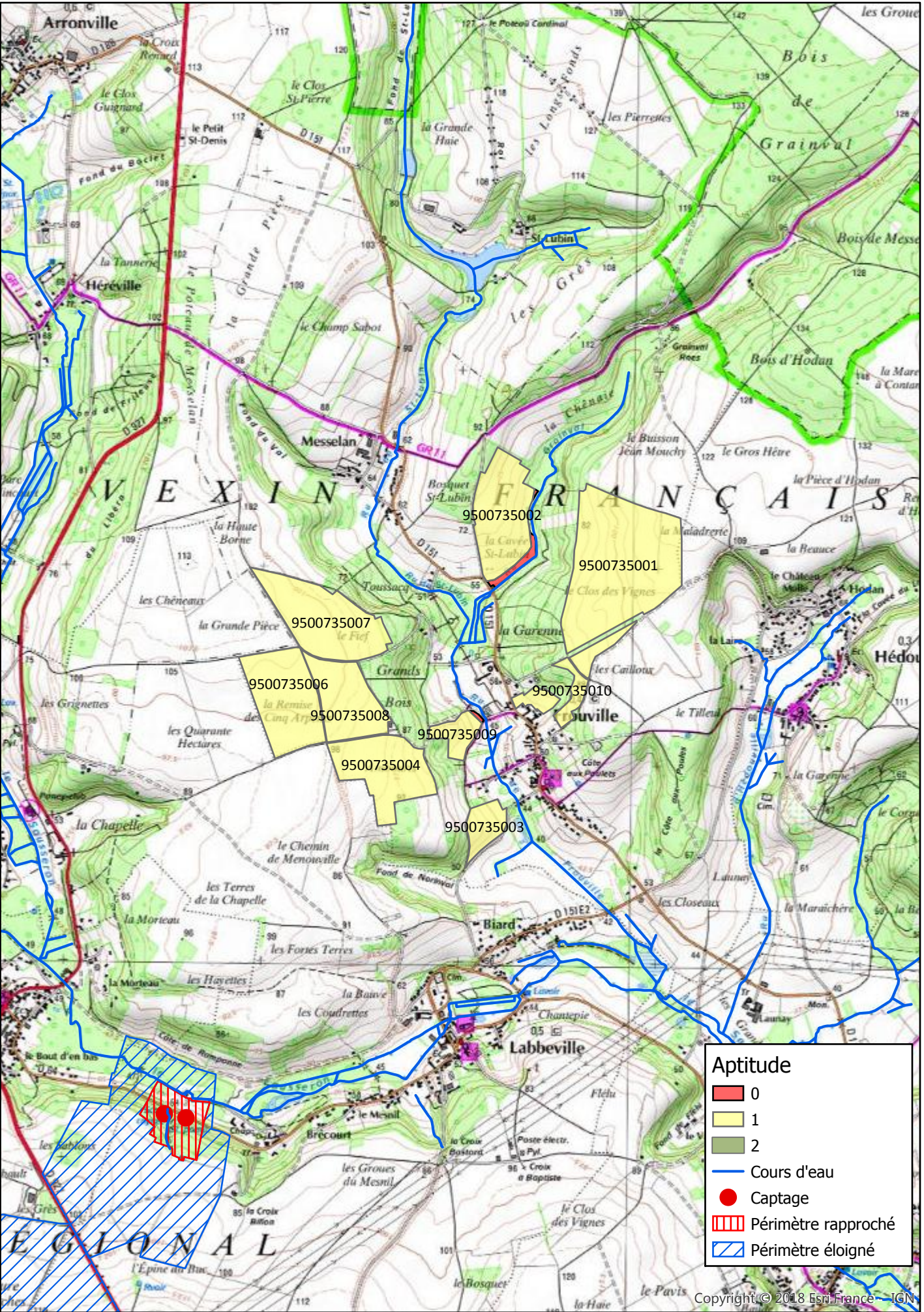




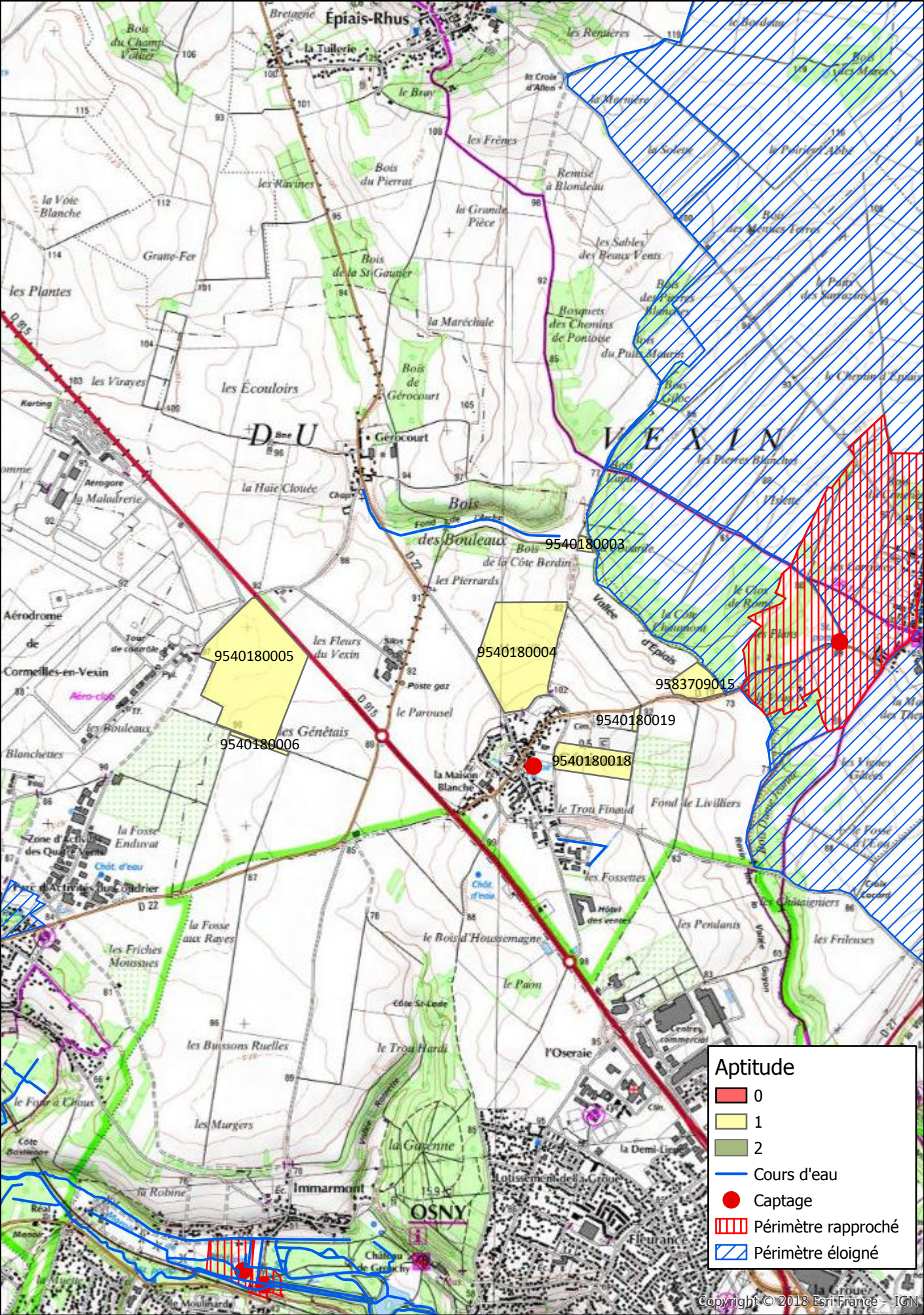






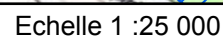




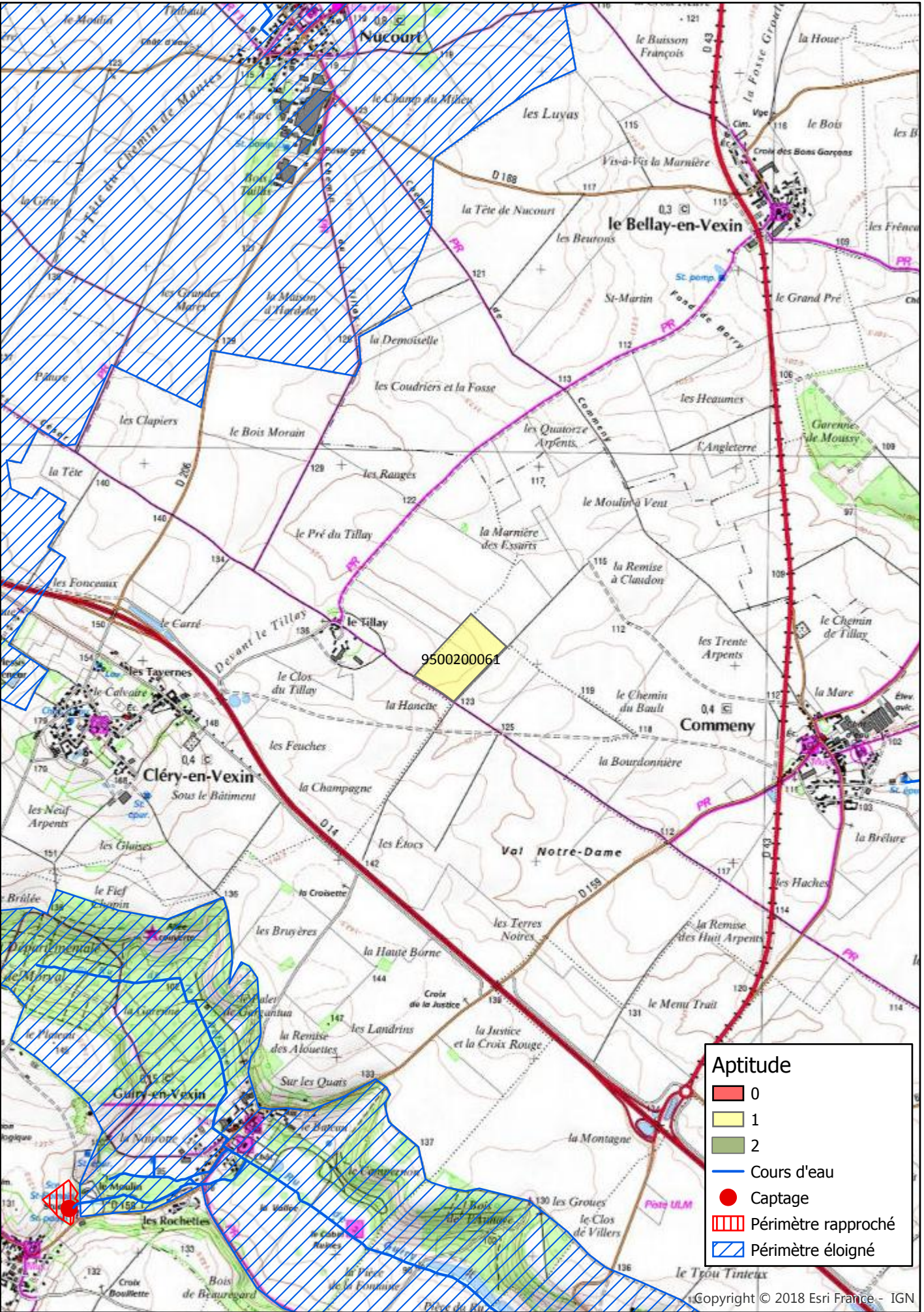


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

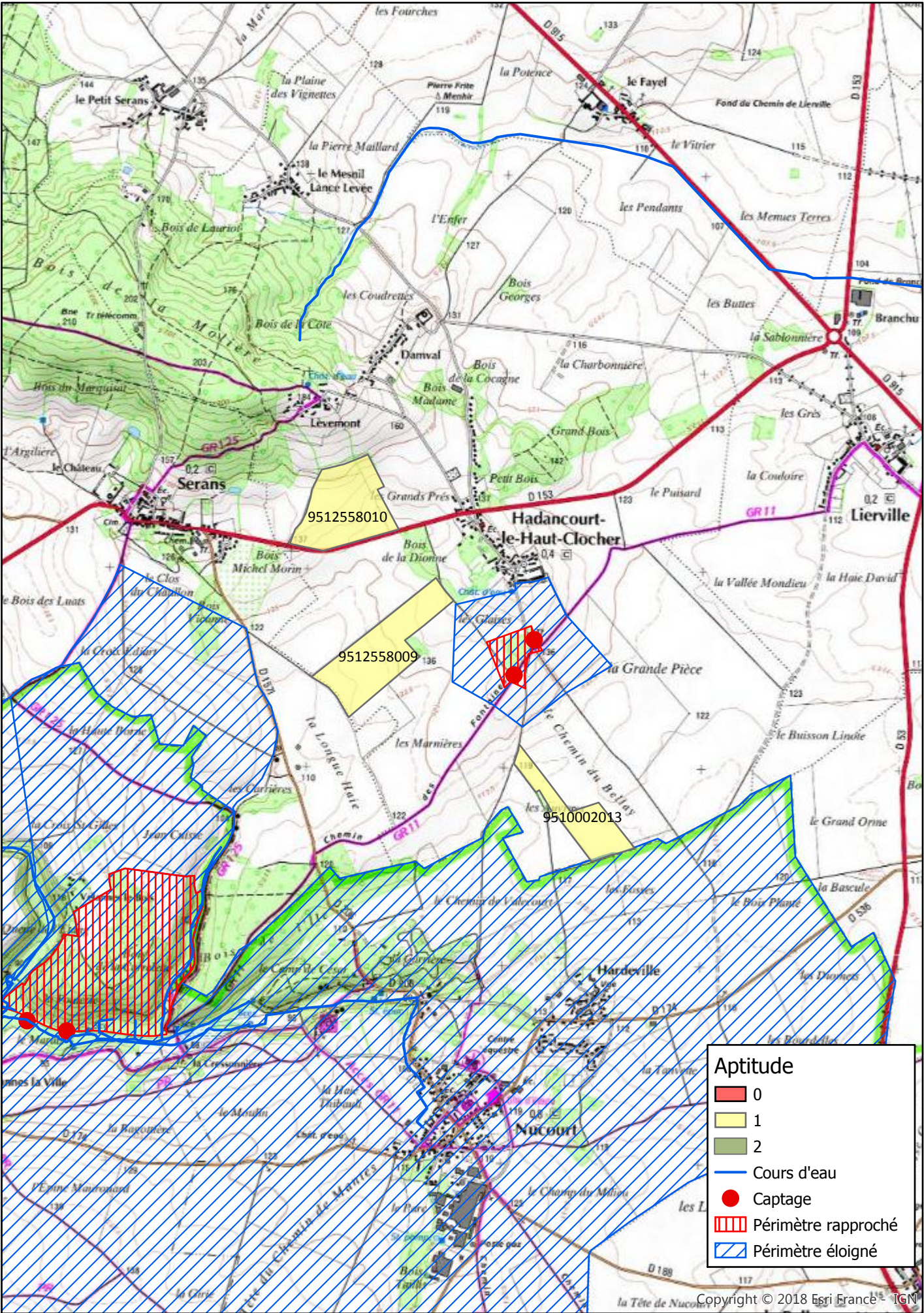




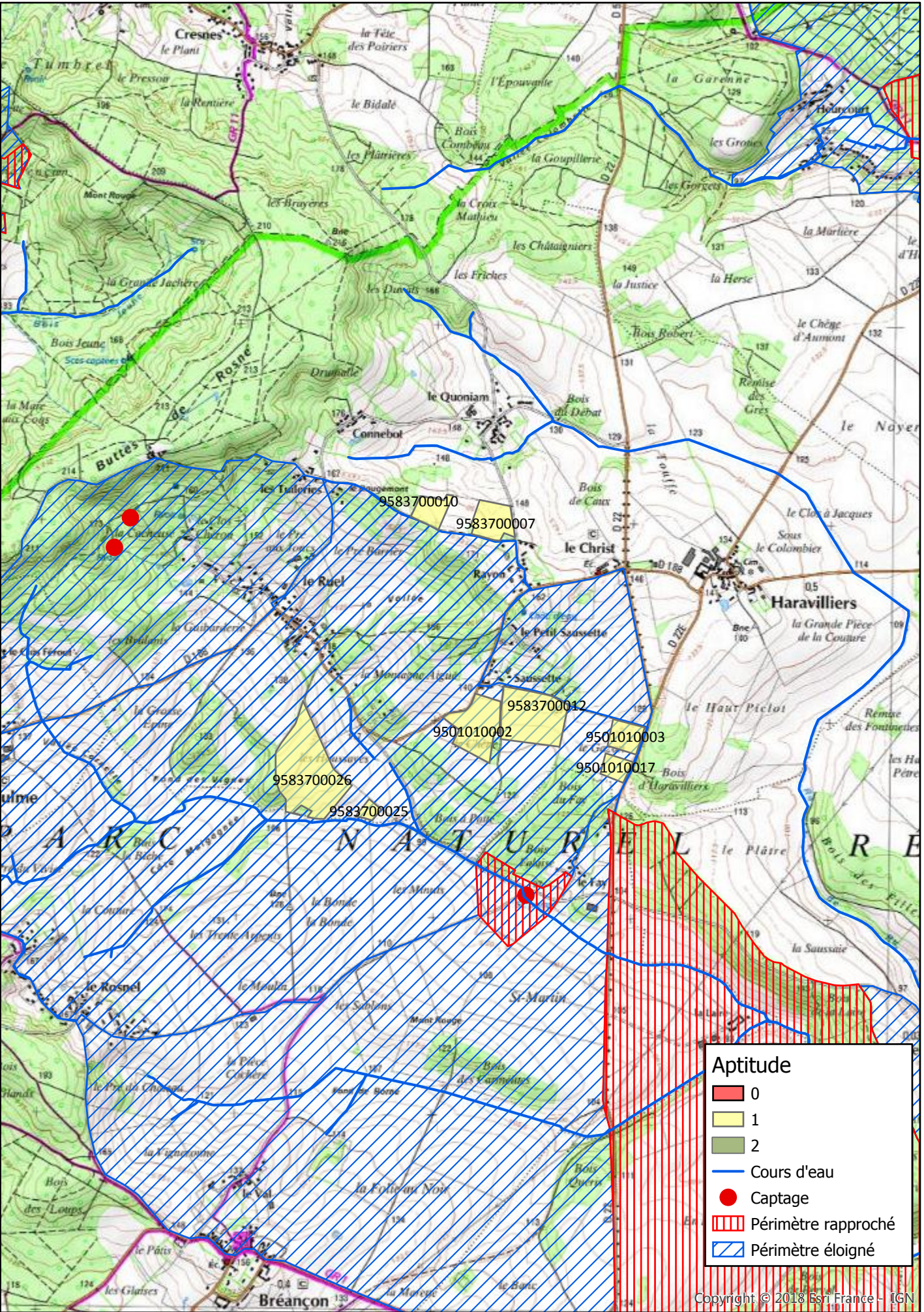






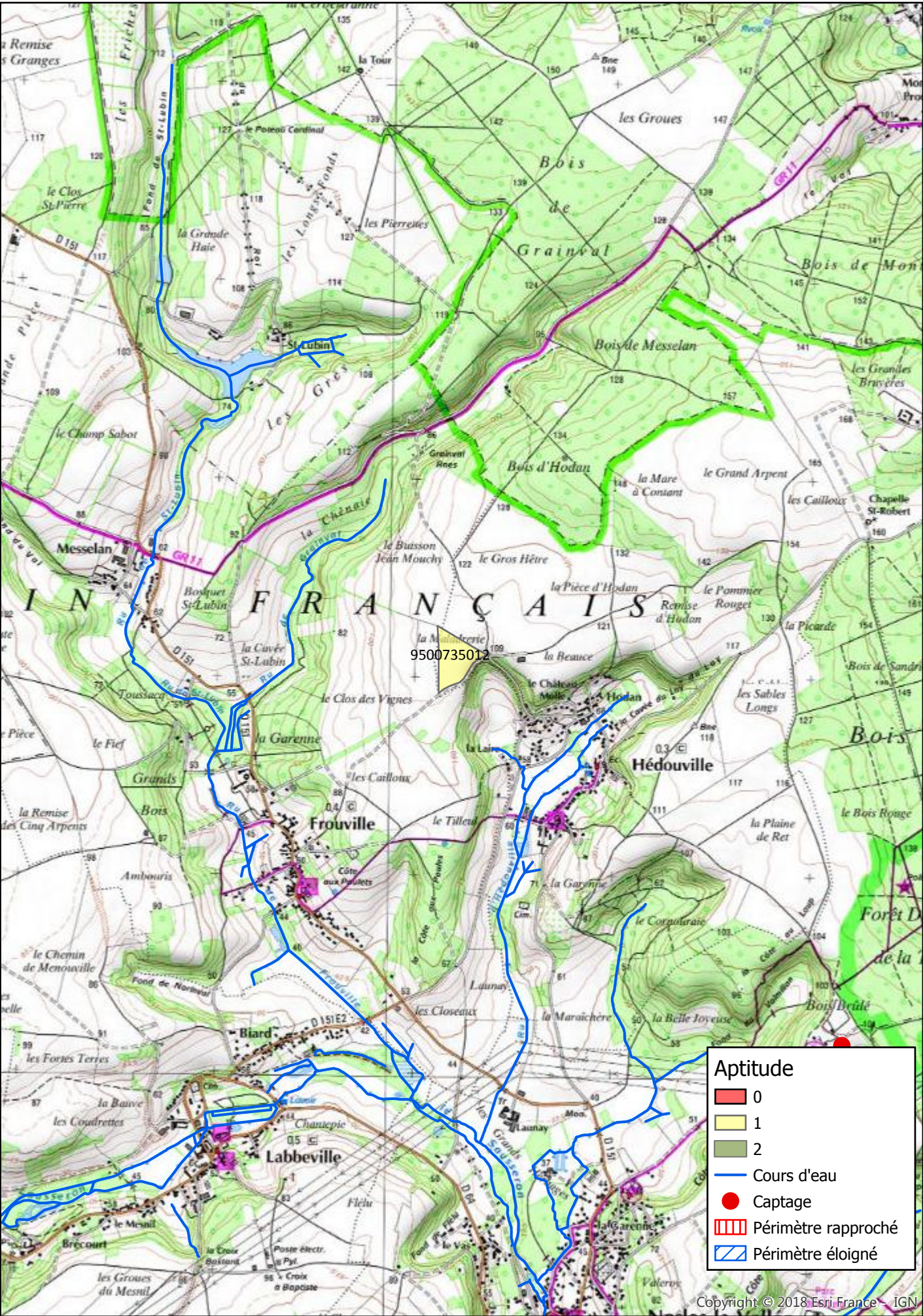




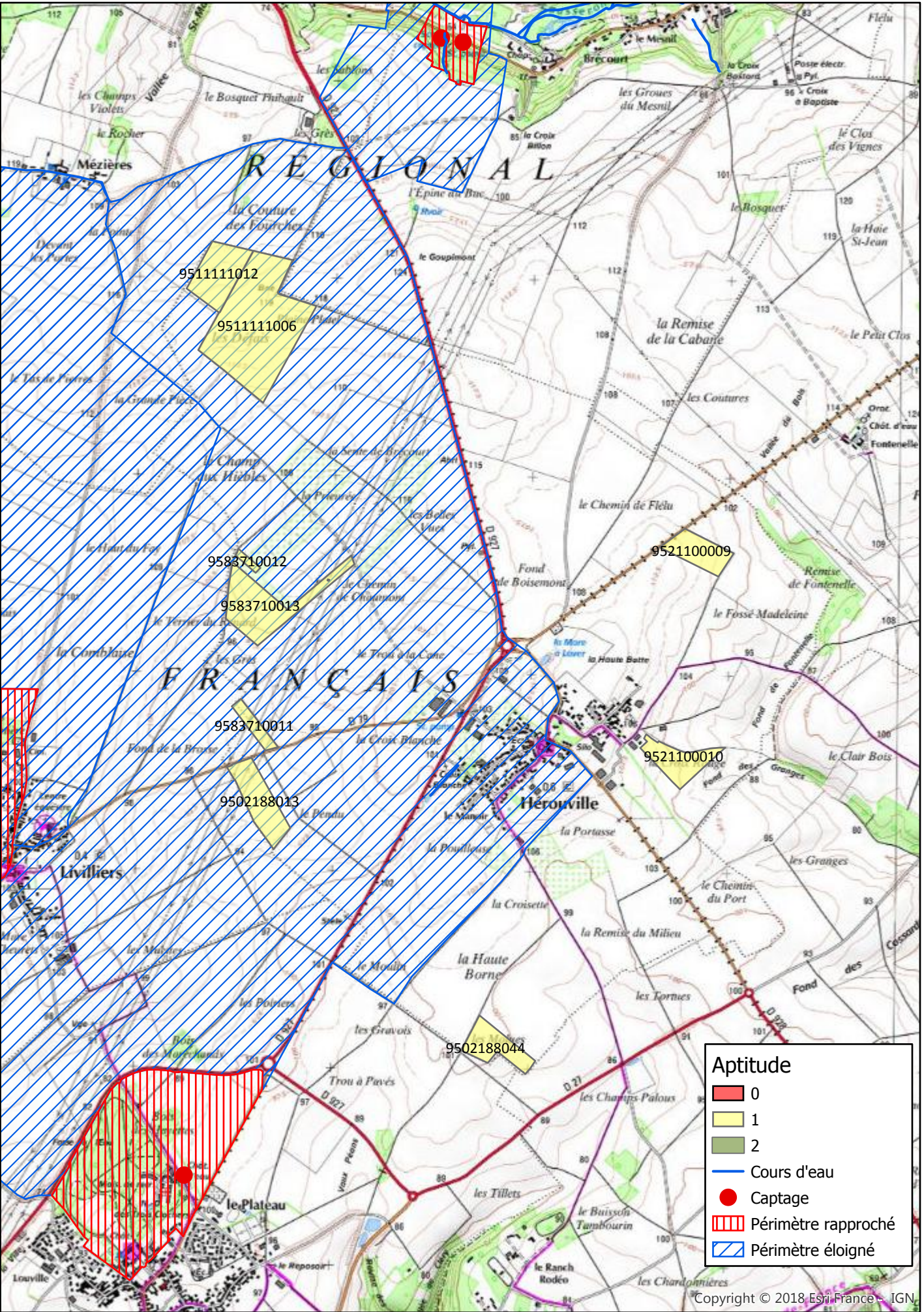


Cergy/LK/EP017/octobre 2018



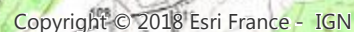




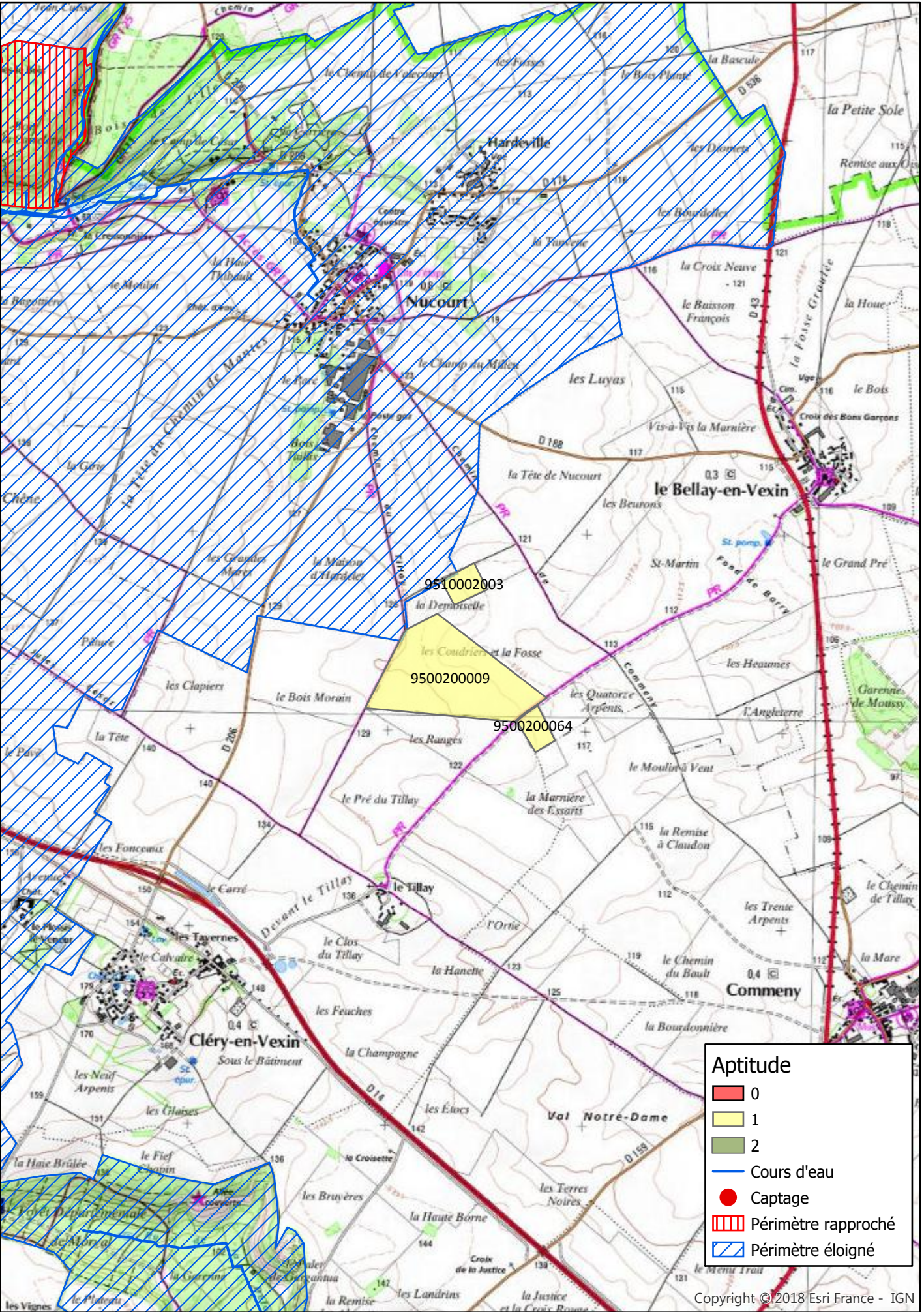


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

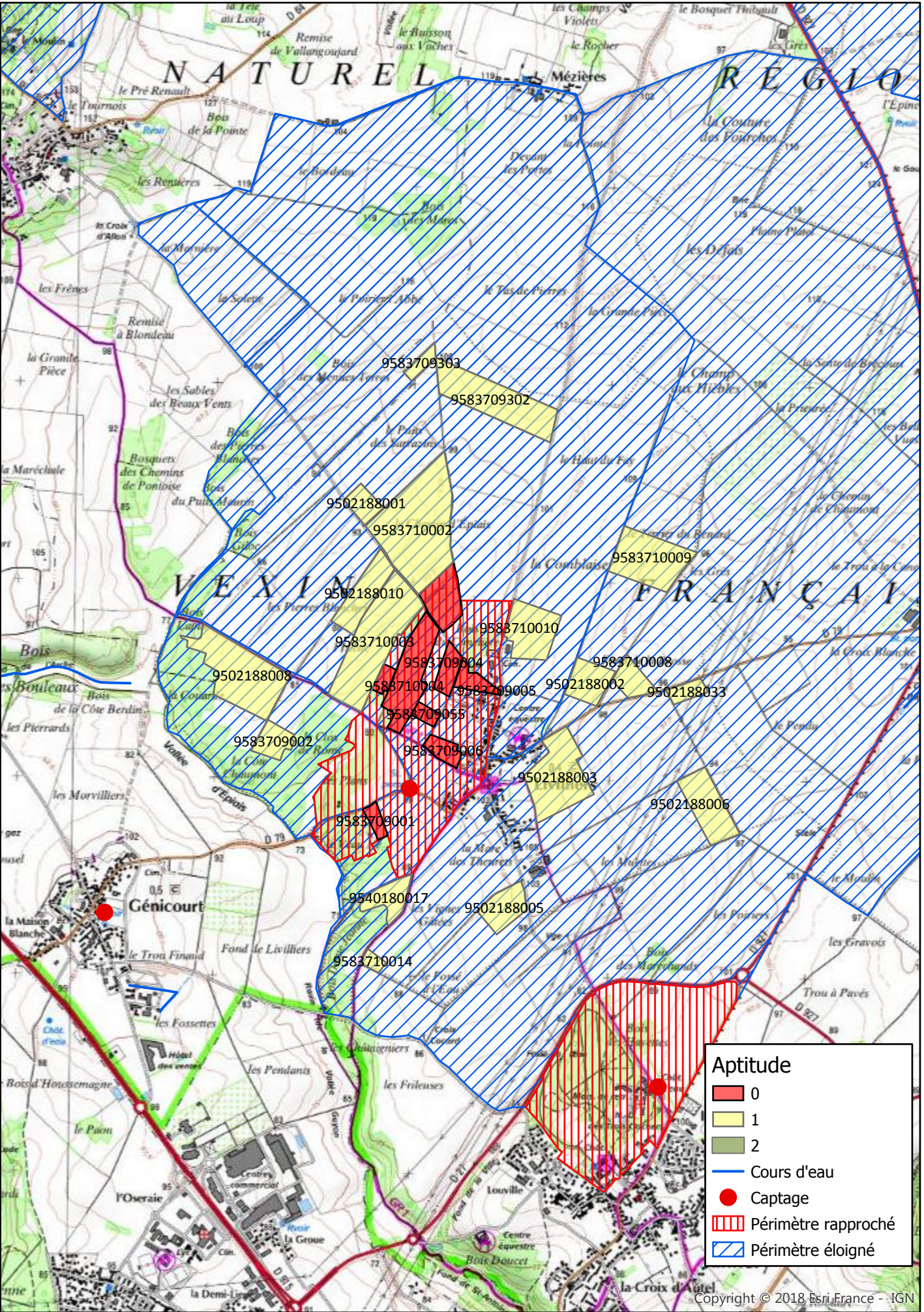




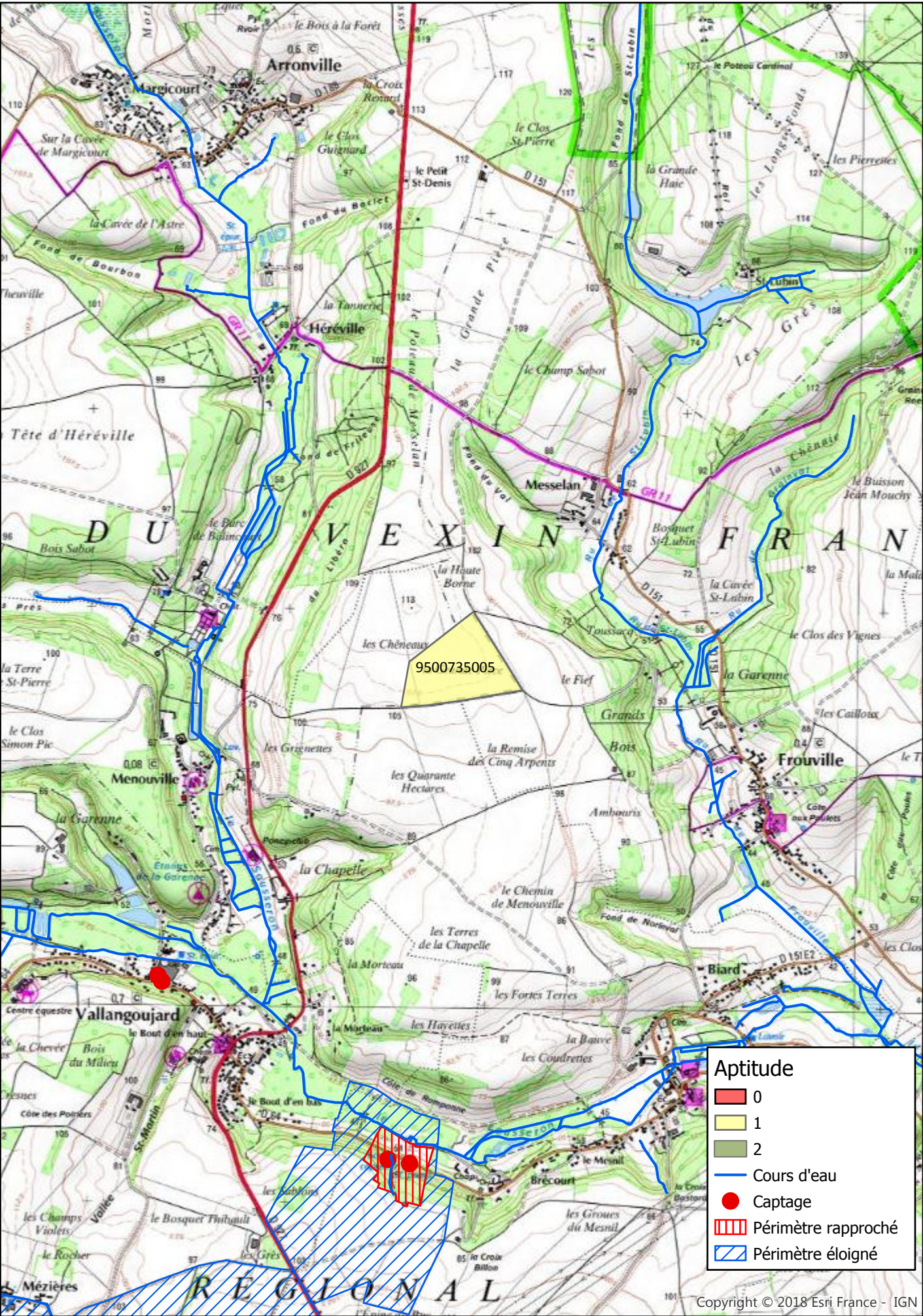






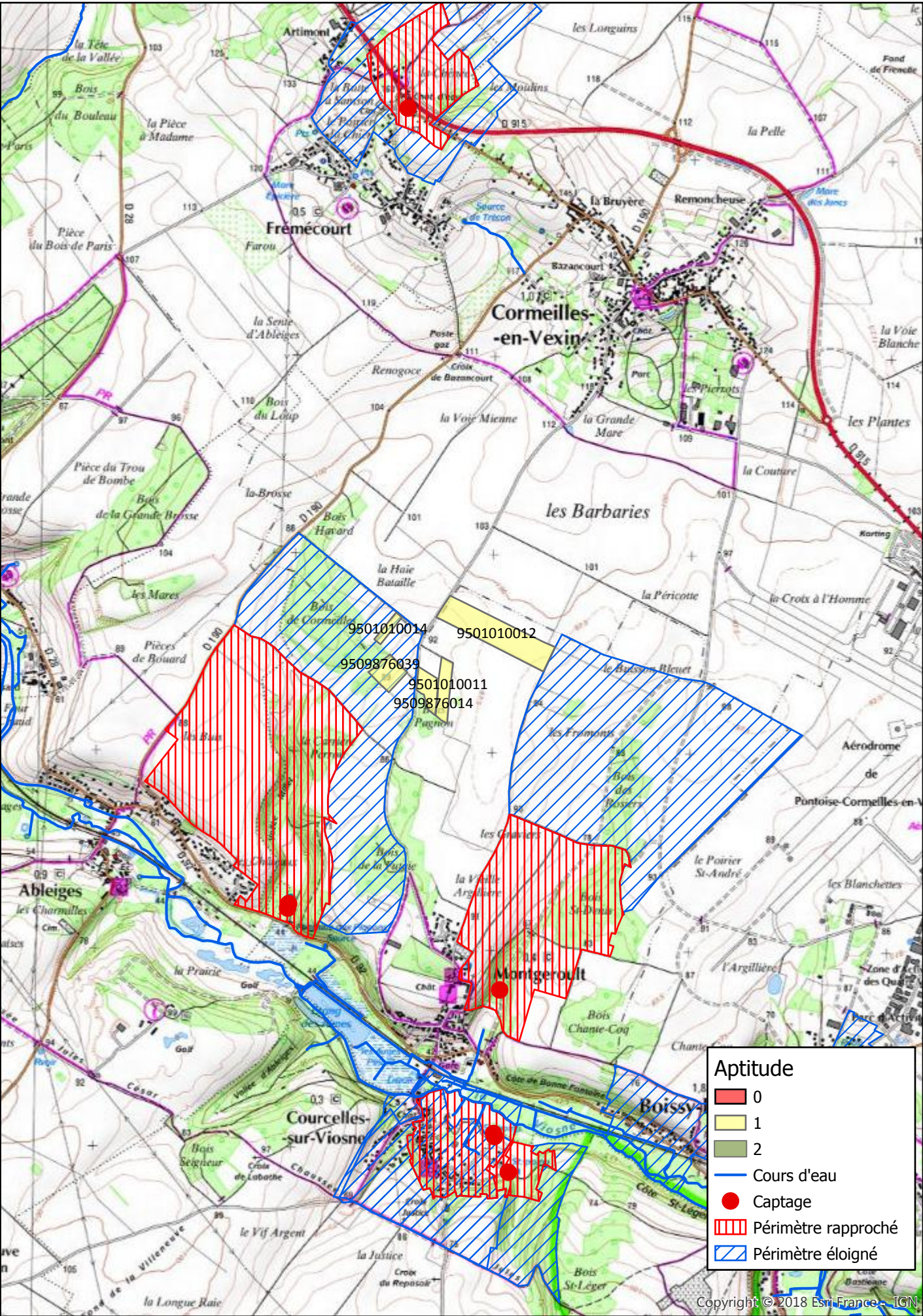




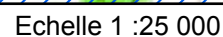


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

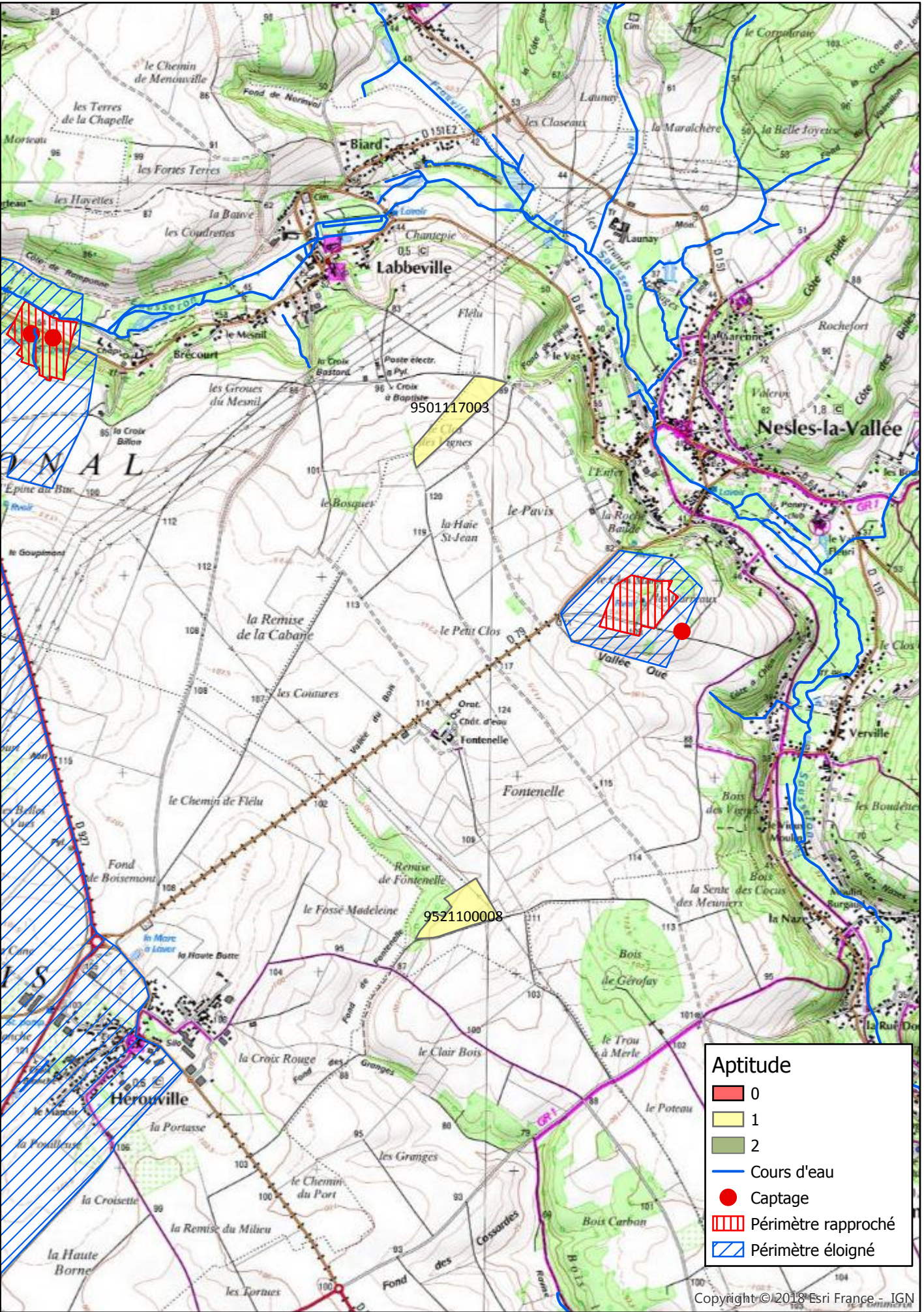




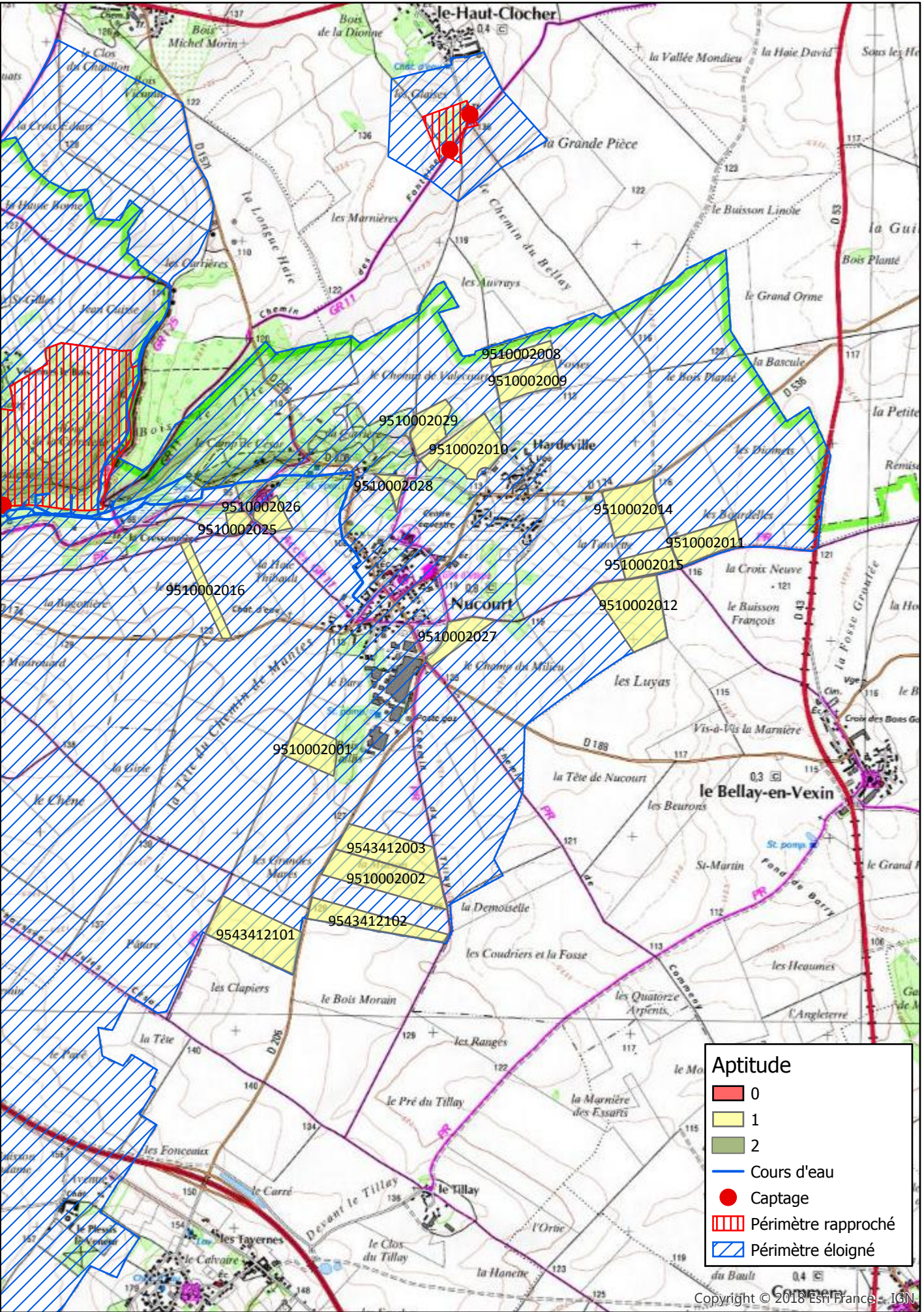




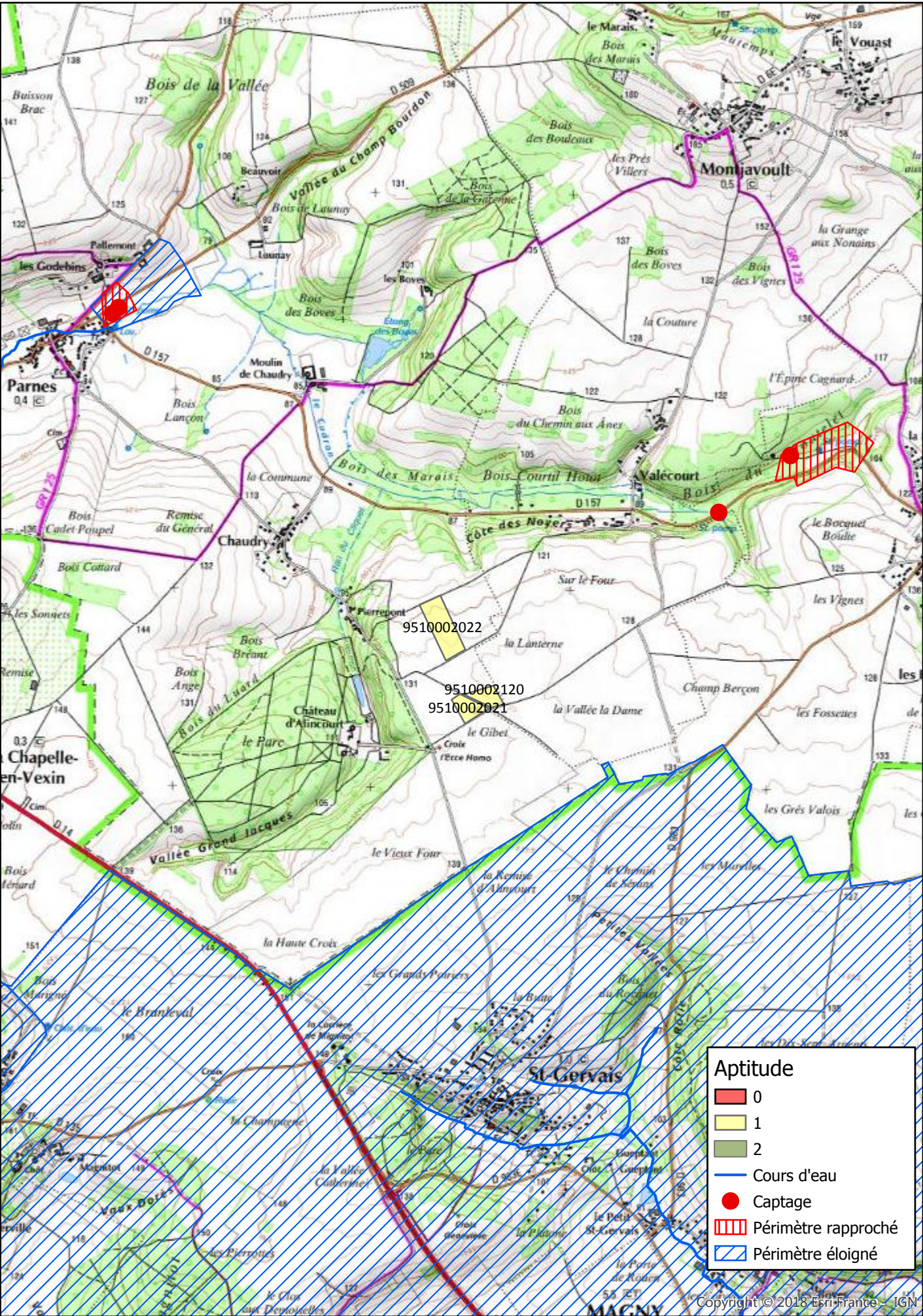




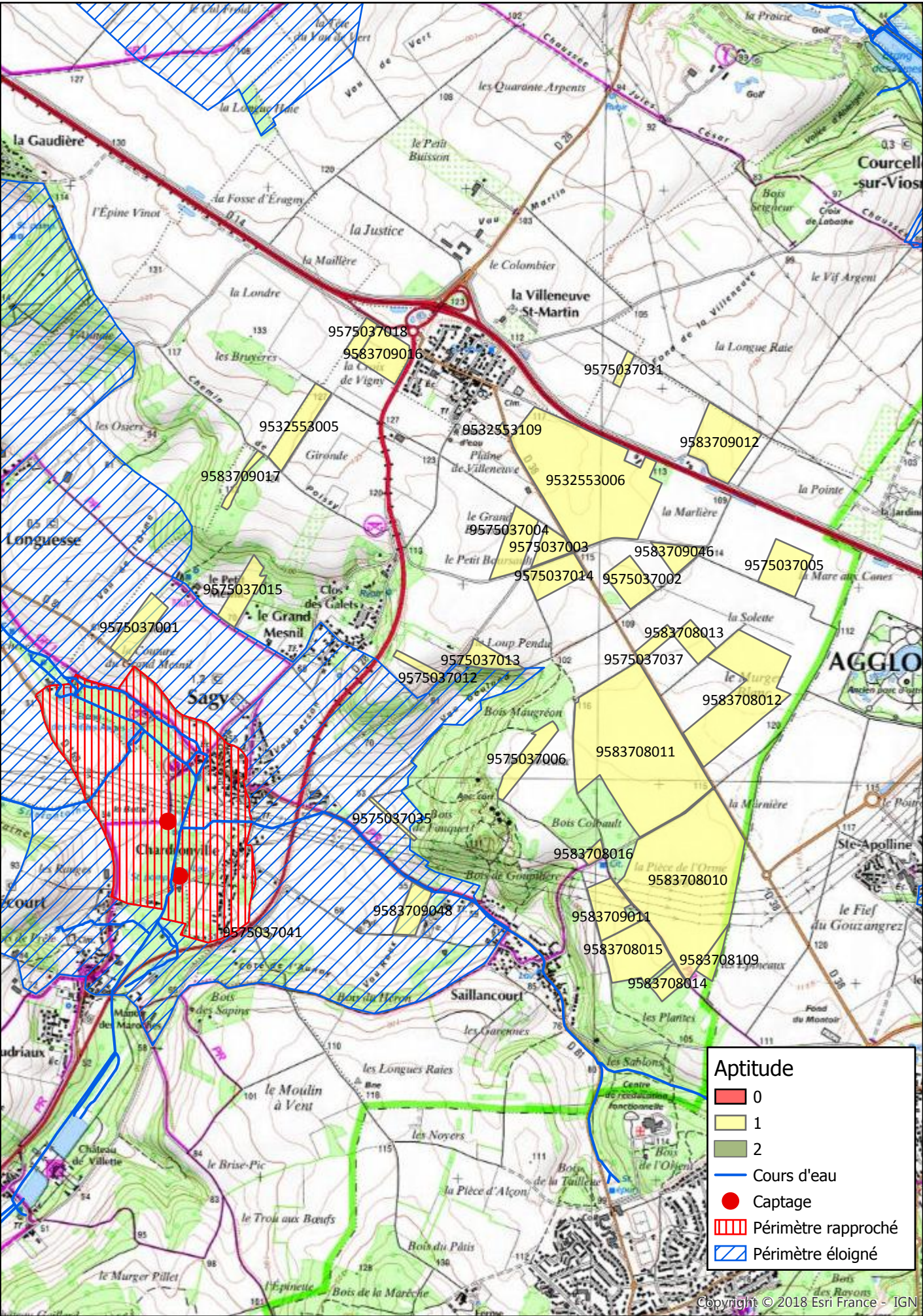




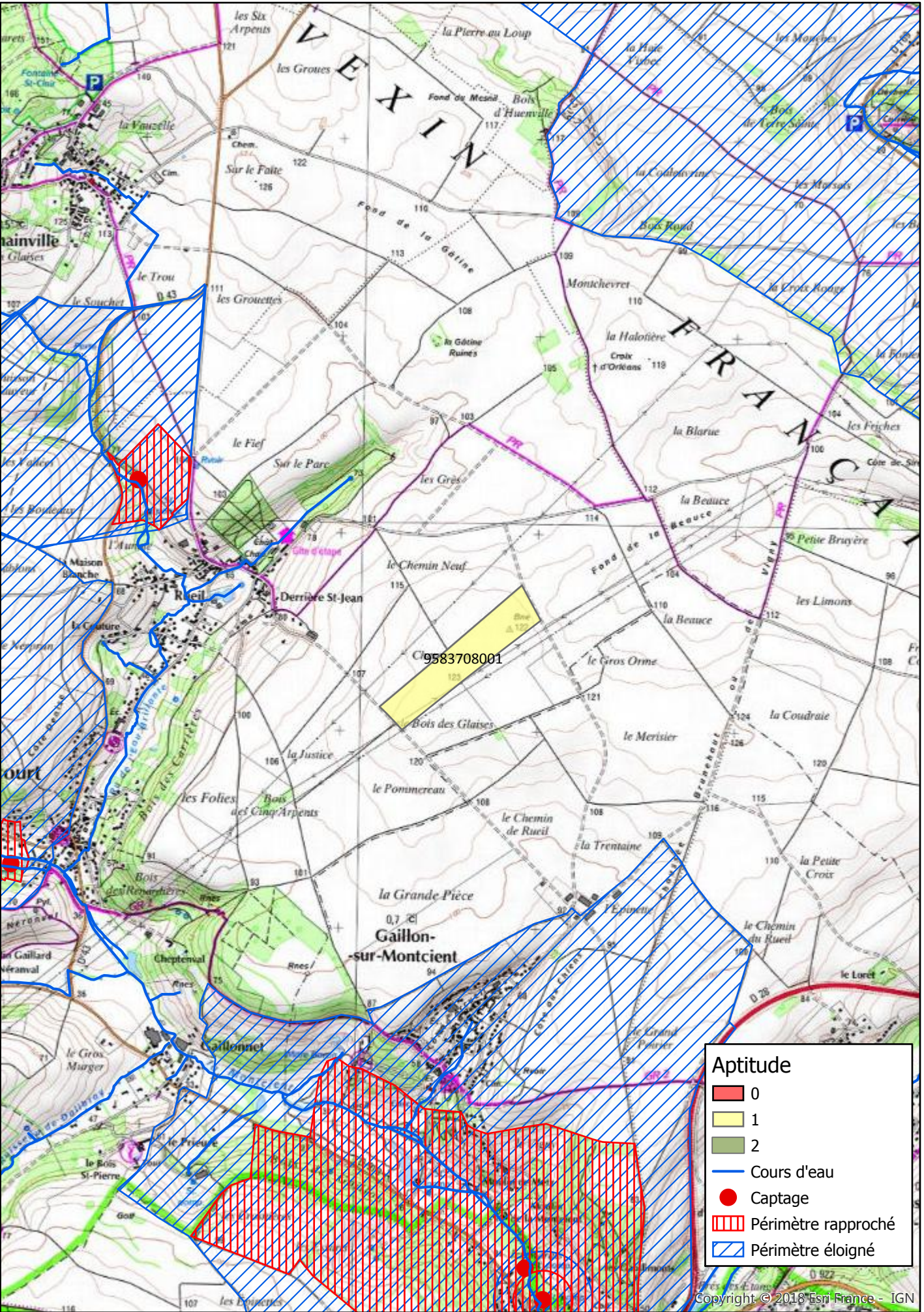




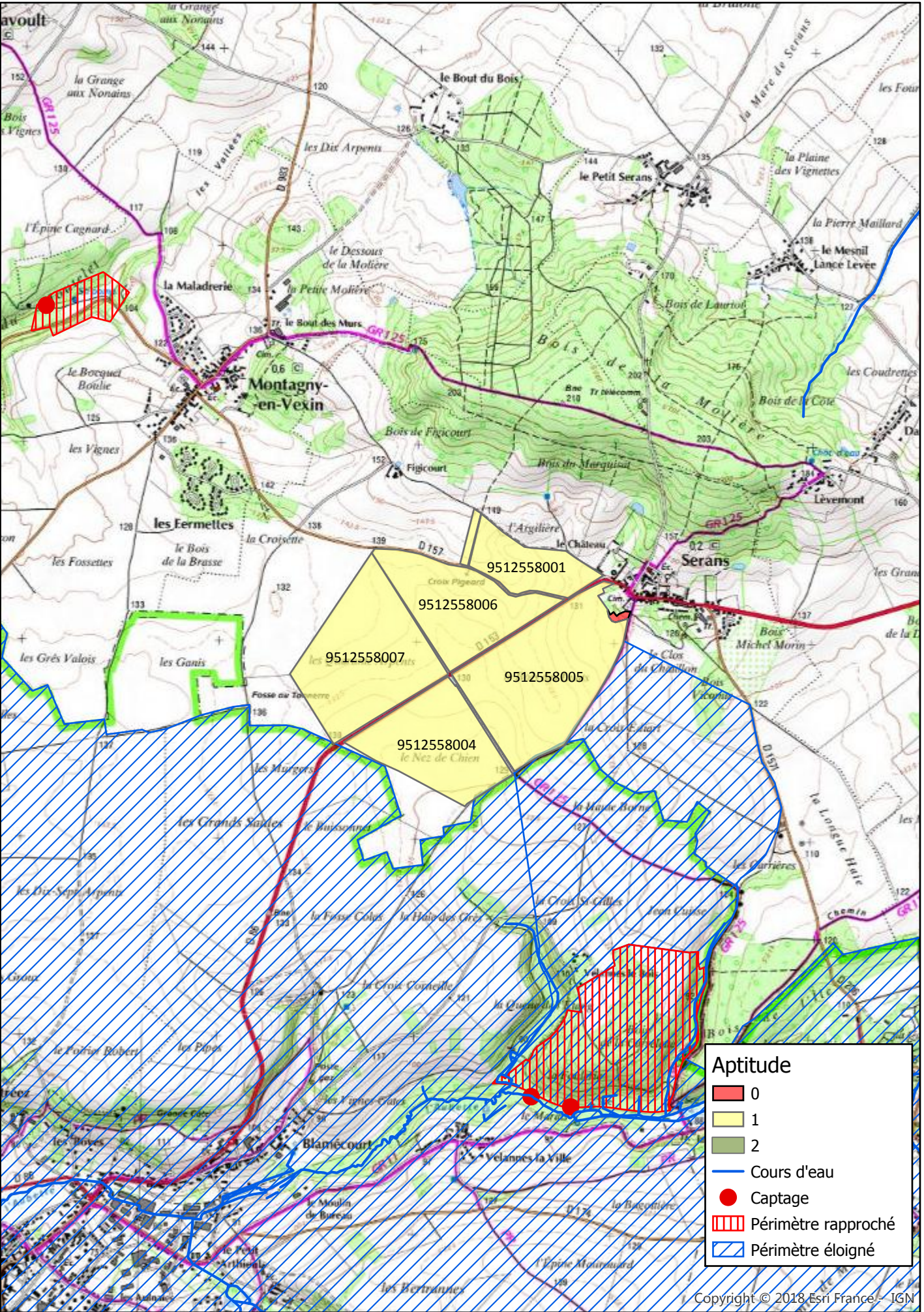






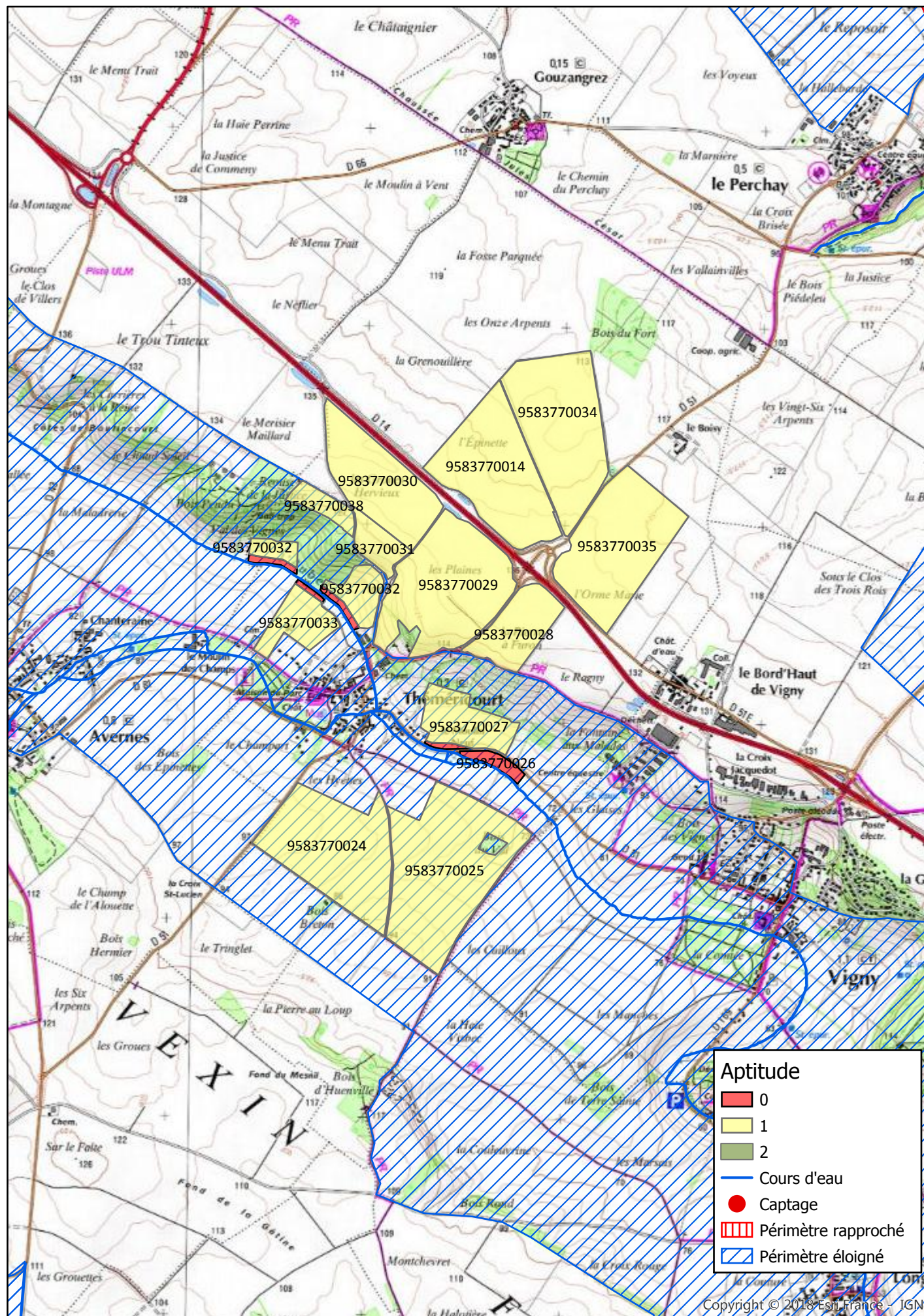




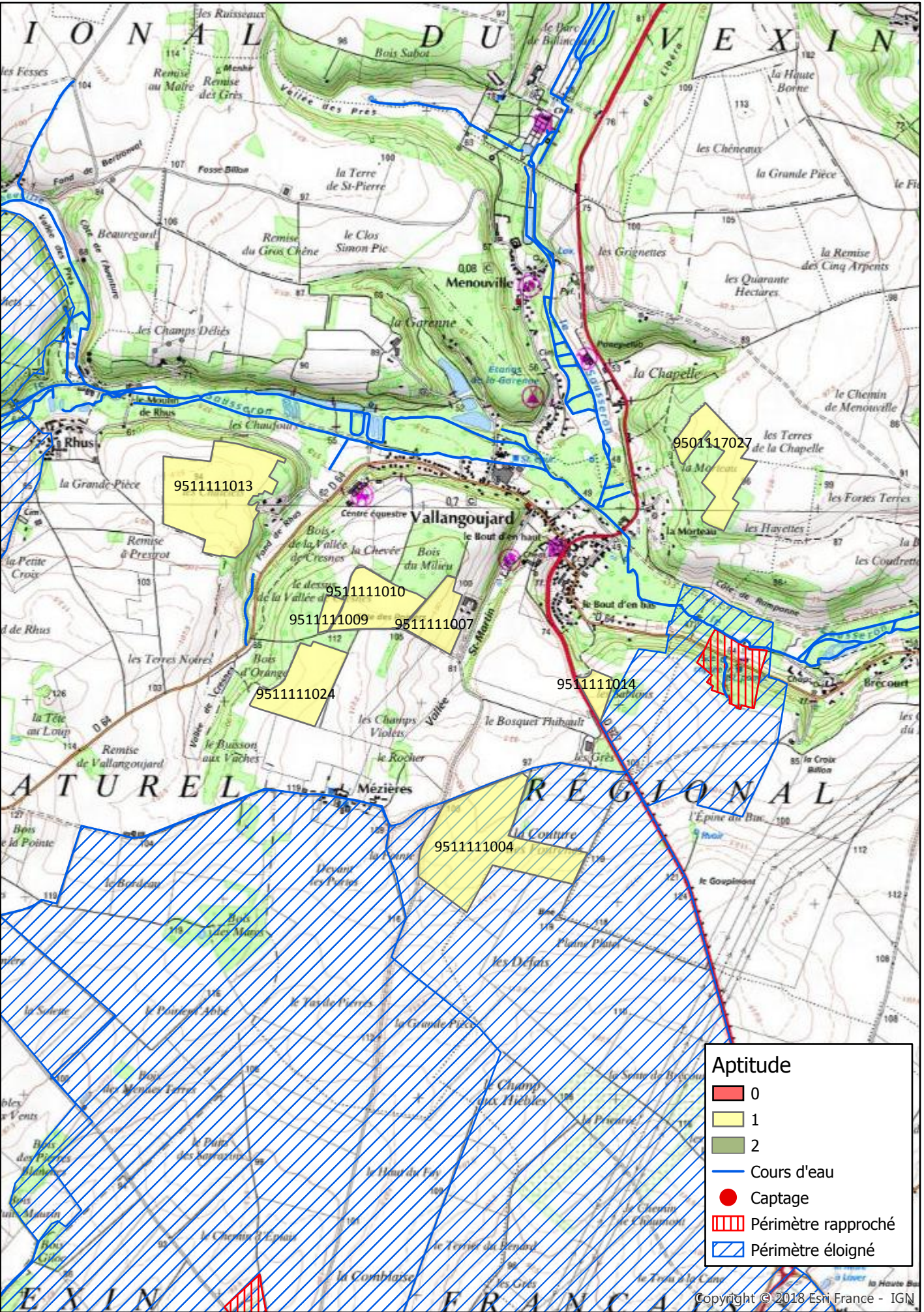


Cergy/LK/EP017/octobre 2018

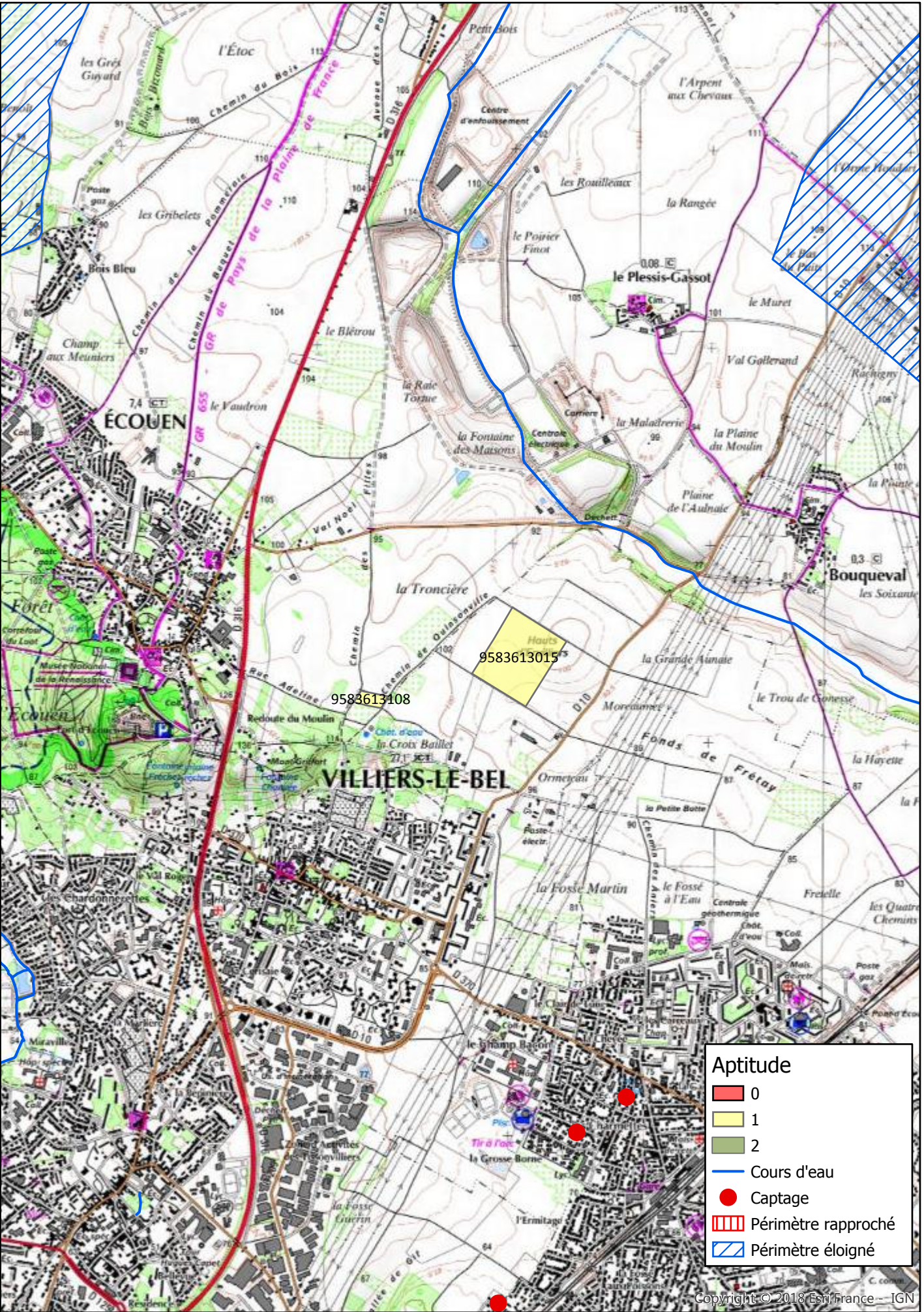












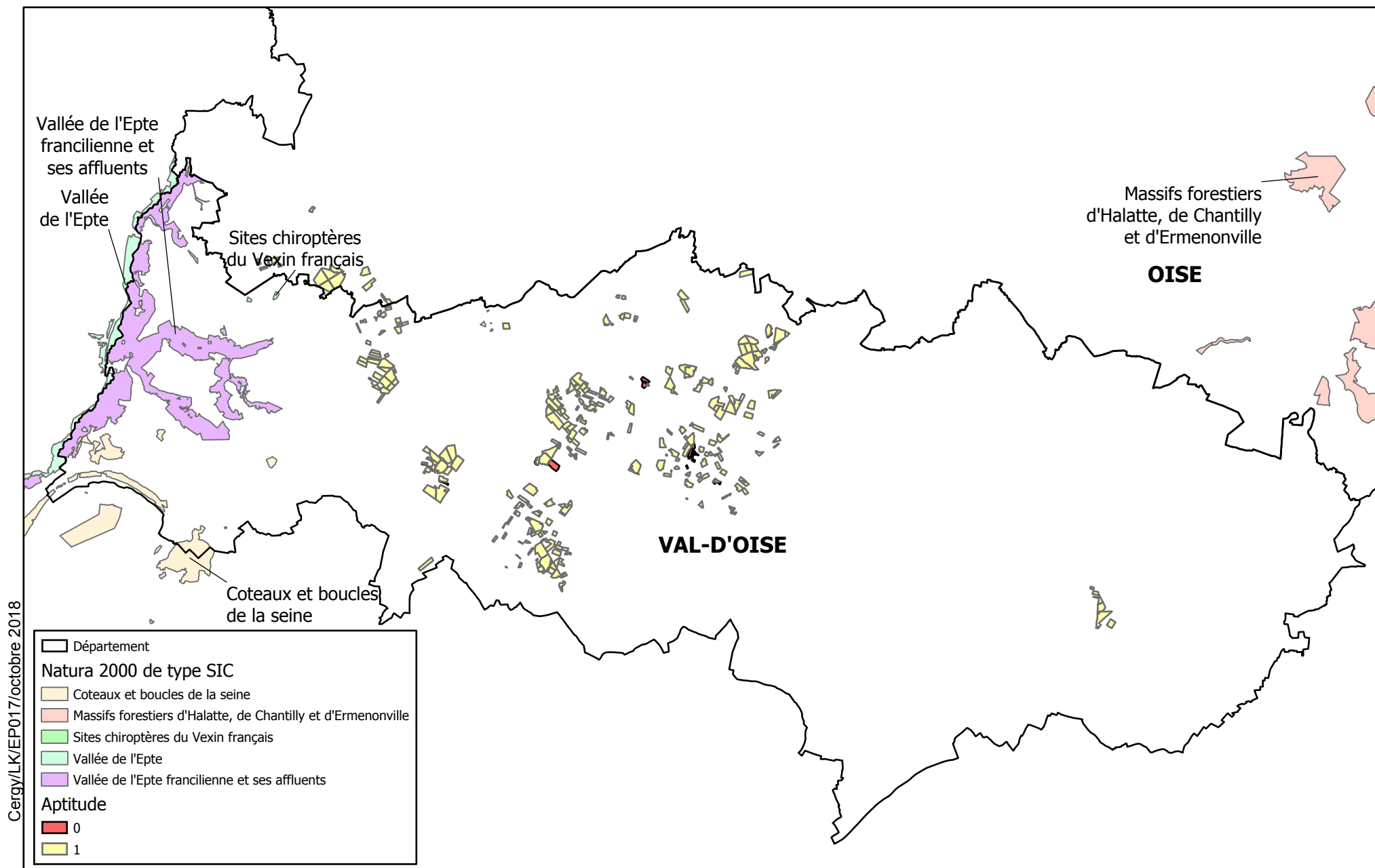


## **ANNEXE OBLIGATOIRE 6**

Plans de situation du projet par rapport aux sites  
Natura 2000

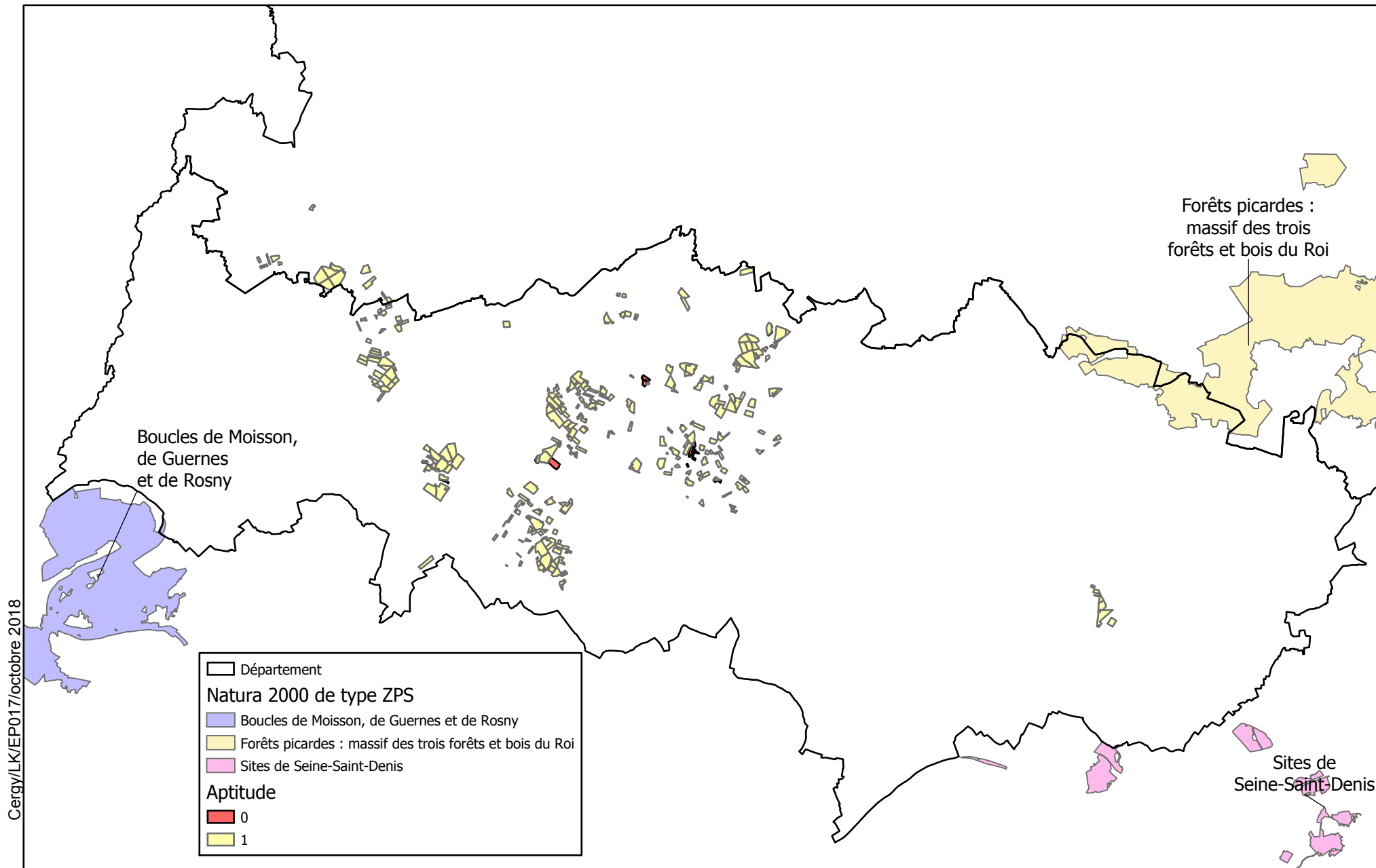


# Natura 2000 de type SIC sur le périmètre d'épandage des terres de décantation de Méry-sur-Oise





# Natura 2000 de type ZPS sur le périmètre d'épandage des terres de Mery-sur-Oise





## Phase 2

### LISTE DES ANNEXES « VOLONTAIRES »

- **ANNEXE 1** : Présentation générale du projet
- **ANNEXE 2** : Liste des communes concernées par le projet
- **ANNEXE 3** : Liste des ZNIEFF concernées par le projet et parcelles rattachées
- **ANNEXE 4** : Liste des PNR concernées par le projet et parcelles rattachées
- **ANNEXE 5** : Liste des monuments historiques concernés par le projet et parcelles rattachées
- **ANNEXE 6** : Liste des PPRN se trouvant sur les communes du projet
- **ANNEXE 7** : Liste des périmètres de protection rapprochée de captage concernés par le projet
- **ANNEXE 8** : Liste des sites inscrits concernés par le projet
- **ANNEXE 9** : Liste des sites Natura 2000 concernés par le projet et parcelles rattachées
- **ANNEXE 10** : Liste des sites classés concernés par le projet et parcelles rattachées
- **ANNEXE 11** : Evaluation des risques sanitaires des terres de Mery-sur-Oise
- **ANNEXE 12** : Tableau de synthèse des effets des incidences notables du projet
- **ANNEXE 13** : Tableau de synthèse des mesures compensatoires sur les incidences notables du projet



## **ANNEXE VOLONTAIRE 1**

### **Présentation générale du projet**



## 1 PRESENTATION

VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE exploite une unité de production d'eau potable à MERY-SUR-OISE. L'eau est pompée dans l'Oise et subit différents traitements pour la rendre potable. La capacité de l'usine (environ 340 000 m<sup>3</sup> par jour) permet de desservir 800 000 habitants de la banlieue Nord-Ouest de Paris. L'une des premières étapes du traitement consiste à récupérer les particules sédimentaires (limon, argile) que contient l'eau de l'Oise. Ces terres sont chaulées puis déshydratées par filtre-presse.

La société VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE a obtenu le 5 avril 2011 l'autorisation de valorisation des terres de décantation (8 100 tonnes de matière brute) par l'arrêté inter-préfectoral n° 11/10141 pour une durée de 10 ans.

Le schéma suivant reprend le circuit de la filière des terres de décantation.

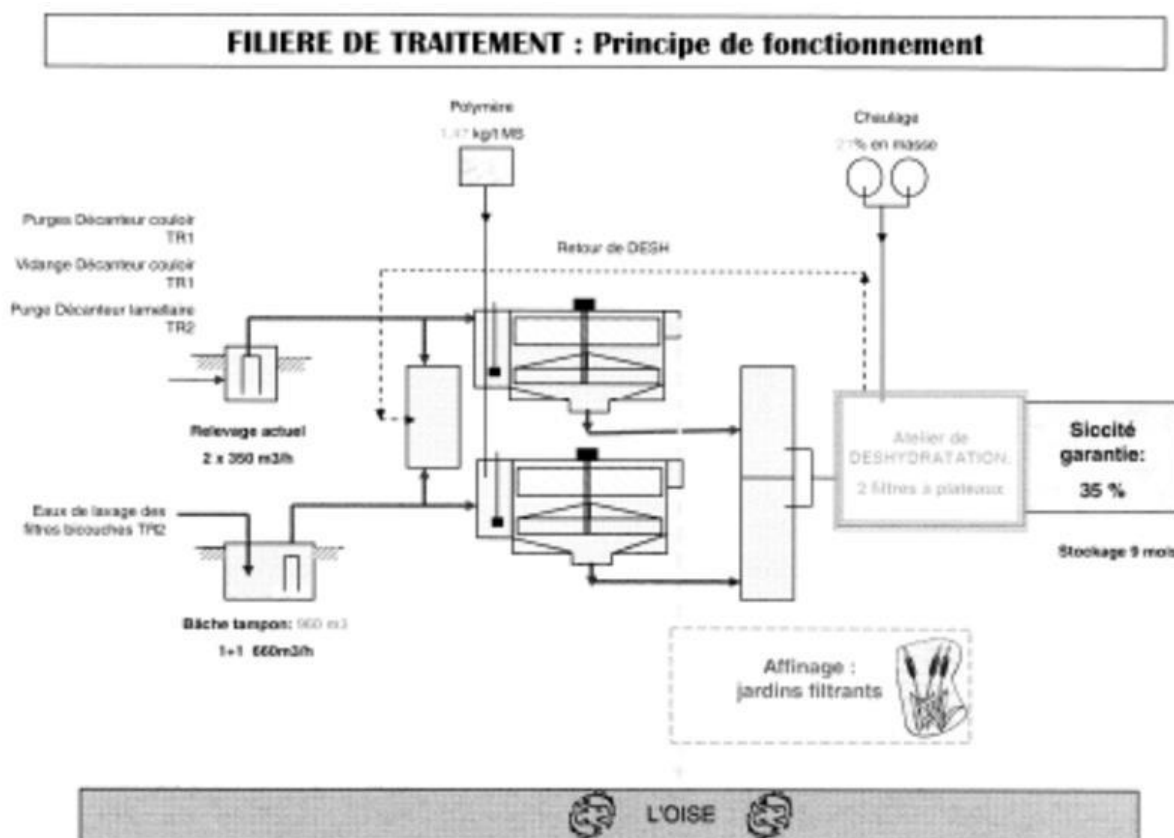


Figure 1 : Schéma de fonctionnement de la filière de traitement des terres de décantation



## 2 LES TERRES DE DECANTATION DE MERY-SUR-OISE

### 2.1 QU'EST-CE-QUE LES TERRRES DE DECANTATION ?

Les terres de décantation sont constituées d'eau et de matière solides.

Elles sont produites lors des premières étapes de traitement de potabilisation de l'Oise.

L'usine de production d'eau potable produit en moyenne 5 800 tonnes brutes de terres de décantation. La totalité des terres de décantation sont valorisées en agriculture dans les départements du Val d'Oise et de l'Oise par épandage direct.

### 2.2 L'INTERET AGRONOMIQUE DES TERRES DE DECANTATION

Les terres de décantation contiennent des éléments fertilisants (azote, phosphore, magnésium) et amendants (matière organique, calcium), comme le montre le tableau ci-dessous :

Détermination	Unité	Moyenne des analyses de terres de 2017 à 2018	Arrêté du 08/01/98 Valeurs limites	Teneurs (kg/tMB)	Coefficient de disponibilité	Teneurs en éléments disponibles (kg/tMB)
Matière sèche	%	45	Sans objet			
pH	-	10,6				
C/N	-	18,4				
VALEUR AGRONOMIQUE						
Matière organique (MO)	% de MS	17,2	Sans objet	90	1	90
Azote total (NTK)		0,48		2,51	0,2	0,50
Azote ammonical (N-NH <sub>4</sub> )		0,01		0,05	-	-
Phosphore (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )		0,61		3,2	0,8	2,6
Potassium (K <sub>2</sub> O)		0,37		1,99	1	1,99
Magnésium (MgO)		0,79		4,18	1	4,18
Calcium (CaO)		22,8		120,0	1	120,0

Tableau 1 : Moyenne des résultats d'analyses des terres de décantation de Méry-sur-Oise de 2017 à 2018

L'apport de terres, à une dose raisonnée, participe donc à la nutrition des cultures et améliore les propriétés physiques et chimiques du sol. Leur épandage présente un intérêt agronomique, qui justifie leur valorisation sur les parcelles agricoles.

Les terres sont utilisés par les agriculteurs en tant que substituant des engrais minéraux et d'amendements. Leur valorisation agricole, au-delà de favoriser le retour au sol et ainsi de limiter l'enfouissement des déchets, s'inscrit dans le cadre d'une filière respectueuse de l'environnement.



## 2.3 L'INNOCUITE DES TERRES DE DECANTATION

### 2.3.1 Les éléments-traces-métalliques

Certains oligo-éléments et éléments-traces métalliques (ETM) sont considérés comme utiles à la production végétale, jusqu'à un certain seuil (zinc, cuivre). D'autres ne sont pas utiles et peuvent, au-delà d'un certain seuil, présenter un risque de contamination des sols et des végétaux. Les teneurs en éléments-traces des terres de décantation de Méry-sur-Oise ont été comparées aux valeurs limites de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Eléments-traces	Teneurs moyennes (mg/kg MS)	Valeurs limites Arrêté du 08/01/98	A	B	% (A/B)
			Flux cumulés par 2 apports de terres de décantaion à 8,9* tMS/ha	Flux cumulés maximum autorisés en 10 ans	
Cadmium	0,30	10	0,0005	0,015	4%
Chrome	34,1	1000	0,0607	1,5	4%
Cuivre	28	1000	0,0491	1,5	3%
Mercure	0,12	10	0,0002	0,015	1%
Nickel	20,9	200	0,0373	0,3	12%
Plomb	21,1	800	0,0376	1,5	2,5%
Zinc	130	3000	0,2317	4,5	5%
Chrome+cuivre+nickel+zinc	213	4000	0,3790	6	6%

Tableau 2 : Teneurs en éléments-traces métalliques des terres de décantation

\* : Dose d'épandage de 20 tMB/ha, soit 8,9 tMS/ha, avec 2 épandages tous les 10 ans (retour tous les 5 ans)

**Les teneurs en éléments-traces métalliques mesurées et les flux cumulés apportés en 10 ans par les terres sont inférieurs aux valeurs limites.**

### 2.3.2 Les composés-traces organiques

Les composés-traces organiques (CTO) analysés appartiennent à deux grandes familles : les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) et les PolyChloroBiphényles (PCB).

Les teneurs des terres de décantation en composés-traces organiques ont été comparées aux valeurs limites de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Composés-traces organiques	Teneurs moyennes (en mg/kg MS)	Valeurs limites Arrêté du 08/01/98	A	B	% (A/B)
			Flux cumulés par 2 apports de terres de décantation à 8,9* tMS/ha	Flux cumulés maximum autorisés en 10 ans	
Somme des 7 PCB	0,04	0,8	0,06	1,2	5%
Fluoranthène	0,14	5	0,25	7,5	3%
Benzo (b) fluoranthène	0,11	2,5	0,19	4	5%
Benzo (a) pyrène	0,07	2	0,13	3	4%

Tableau 3 : Teneurs en composés-traces organiques des terres de décantation

\* : Dose d'épandage de 20 tMB/ha, soit 8,9 tMS/ha, avec 2 épandages tous les 10 ans (retour tous les 5 ans)



***Les teneurs en composés-traces organiques mesurées et les flux cumulés apportés en 10 ans par les terres de décantation sont inférieurs aux valeurs limites.***

## **2.4 LA TRACABILITE DES TERRES DE DECANTATION : UNE GESTION PAR LOTS**

La traçabilité des terres de décantation débute dès leur production.

La traçabilité est assurée par l'analyse des terres de décantation en sortie de filtres presse sur les paramètres agronomiques, les ETM et les CTO. Les terres de décantation sont constituées en 6 lots minimum. En routine, Le 1<sup>er</sup> lot correspond à la production des terres de fin août à fin décembre. Les 5 autres lots sont constitués de janvier à juillet. Des analyses supplémentaires sont réalisées sur les lots de terres stockées en bout de champs afin de respecter la fréquence analytique fixée par la réglementation.

L'usine de production d'eau potable de Méry-sur-Oise dispose d'un hangar de stockage couvert pour le stockage des terres de décantation par lot.

**Aucune terre de décantation ne sort du site de l'usine sans avoir été au préalable analysée.**

Selon les résultats de ces analyses, les terres peuvent être envoyées :

- Soit en tête de parcelle agricole dans le cas terres conformes à partir du 15 mars ;
- Soit vers une filière alternative dans le cas de terres non-conformes (ici vers une ISDND).



### 3 LA FILIERE DE VALORISATION AGRICOLE

#### 3.1. UNE FILIERE ENCADREE PAR LA REGLEMENTATION NATIONALE ET REGIONALE

Comme l'ensemble des terres de décantation ou boues d'épuration, les terres de décantation de Méry-sur-Oise ont, au regard l'article R.211-27 du Code de l'Environnement, un statut de « déchet ». Aussi, leur utilisation en agriculture est encadrée par de nombreux textes réglementaires, dont principalement :

- l'arrêté du 08/01/1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles (les terres de décantation sont rattachées à la réglementation « boue »),
- l'arrêté du 19/12/2011, modifié le 23/10/2013 et le 11/10/2016, relatif au Programme d'Actions National (PAN) mis en œuvre dans le cadre de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- l'arrêté préfectoral du 02/06/2014, établissant le programme d'Action Régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Ile-de-France.

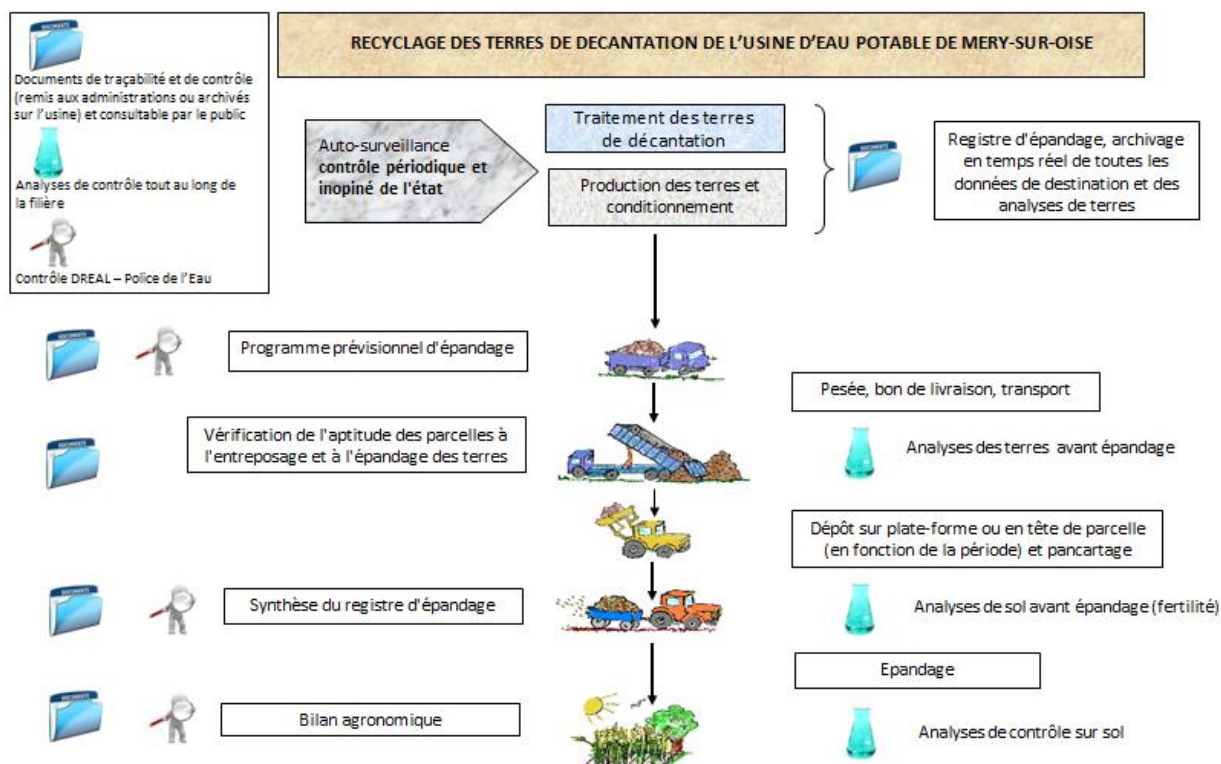
En sa qualité de producteur, VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE est légalement responsable de la gestion des terres de décantation de l'usine de Méry-sur-Oise et doit veiller au respect de la réglementation, qui impose, entre autres :

- Les principes d'intérêt agronomique et d'innocuité des épandages, en fixant notamment des valeurs limites de teneurs en éléments-traces (Éléments-Traces métalliques : ETM et Composés-Traces Organiques : CTO) dans les terres et les sols. Ces teneurs sont contrôlées via des analyses réalisées par des laboratoires accrédités COFRAC.
- Le suivi et l'auto-surveillance des épandages afin d'avoir un contrôle et une traçabilité de l'ensemble de la filière de valorisation. Dans ce cadre, des documents de suivi sont remis à l'Administration chaque année. Il s'agit du Plan Prévisionnel d'Épandage (PPE), du registre d'épandage et du bilan agronomique.



### 3.2. SUIVI ET AUTOSURVEILLANCE DES EPANDAGES

La réalisation des épandages est organisée de la manière suivante :



VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE a confié la gestion et l'animation de la filière à une société spécialisée dans la valorisation agricole (actuellement SEDE Environnement).

Le prestataire, assure d'une part, la mise en œuvre de la filière : de l'évacuation à l'épandage des terres, en respectant les principes imposés par la réglementation et les exigences du producteur de terre, et d'autre part le suivi et l'auto-surveillance des épandages.

- Contact des agriculteurs pour la prise de commande

L'agriculteur et le technicien du prestataire de VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE définissent ensemble, au moment de la commande, la ou les parcelles appartenant au périmètre autorisé à épandre, en fonction des pratiques de l'exploitation (fertilisation, rotation, assolement) et des contraintes (aptitude à l'épandage et accessibilité des parcelles...).

- Gestion du transport et des livraisons

Les terres de décantation sont transportées du hangar de stockage de l'usine vers les parcelles agricoles au moyen de semi-remorques de type céréalière, équipées obligatoirement d'un système de bâchage.



Chaque camion quitte l'usine de production d'eau potable avec un bon de livraison (tonnage transporté, numéro de lot de terre, contraintes de livraison) et la localisation du dépôt et/ou de la plateforme de stockage. Ces données sont saisies dans le logiciel de gestion des filières de valorisation, développé par le prestataire de VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE afin d'assurer la traçabilité de chaque livraison et de chaque lot de terre. Les modalités de livraison sont en adéquation avec les prescriptions réglementaires.

Les lieux de livraison optimum sur les parcelles sont retenus (éloignement par rapport aux habitations, distance limitée entre le dépôt et le lieu d'épandage...). Les périodes de livraison dépendent directement des conditions climatiques (accessibilité des parcelles).

De plus, une pancarte est implantée sur chaque dépôt livré, de manière à informer les riverains. Cette pancarte précise l'origine et les caractéristiques des terres et les coordonnées de l'usine.

- Réalisation des épandages, suivi et auto-surveillance

Les principales périodes d'épandage des terres de décantation se situent de début juillet à fin septembre sur chaumes de céréales, avant labour et semis d'automne. L'agriculteur s'engage à respecter les périodes d'interdiction préconisées par la réglementation.

L'administration est informée au préalable des épandages prévus pour la campagne à venir, via le Programme Prévisionnel d'Épandage (PPE).

Les épandages sont assurés par des Entreprises de Travaux Agricoles (ETA) locales et agréées par le prestataire de VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE. Pendant la campagne d'épandage, le technicien encadre les ETA, réalise le contrôle des épandages et valide la prestation. Il assure le suivi et l'organisation au quotidien de la campagne d'épandage en concertation avec les agriculteurs et les ETA et en fonction des conditions climatiques (pluies, vent, chaleur).

L'enfouissement des terres est réalisé sous 48 h à moins de 100 m des habitations, dans les plus brefs délais en dehors. L'exploitant agricole s'y engage par l'intermédiaire de la convention signée au titre de l'éco-conditionnalité PAC qui précise les termes du contrat entre VEOLIA EAU D'ILE DE FRANCE et l'agriculteur.

L'ensemble des informations de la campagne d'épandage (parcelle, dose, date d'épandage...) est reporté dans le registre d'épandage et le bilan agronomique, documents réglementaires remis à l'Administration.



## ANNEXE VOLONTAIRE 2

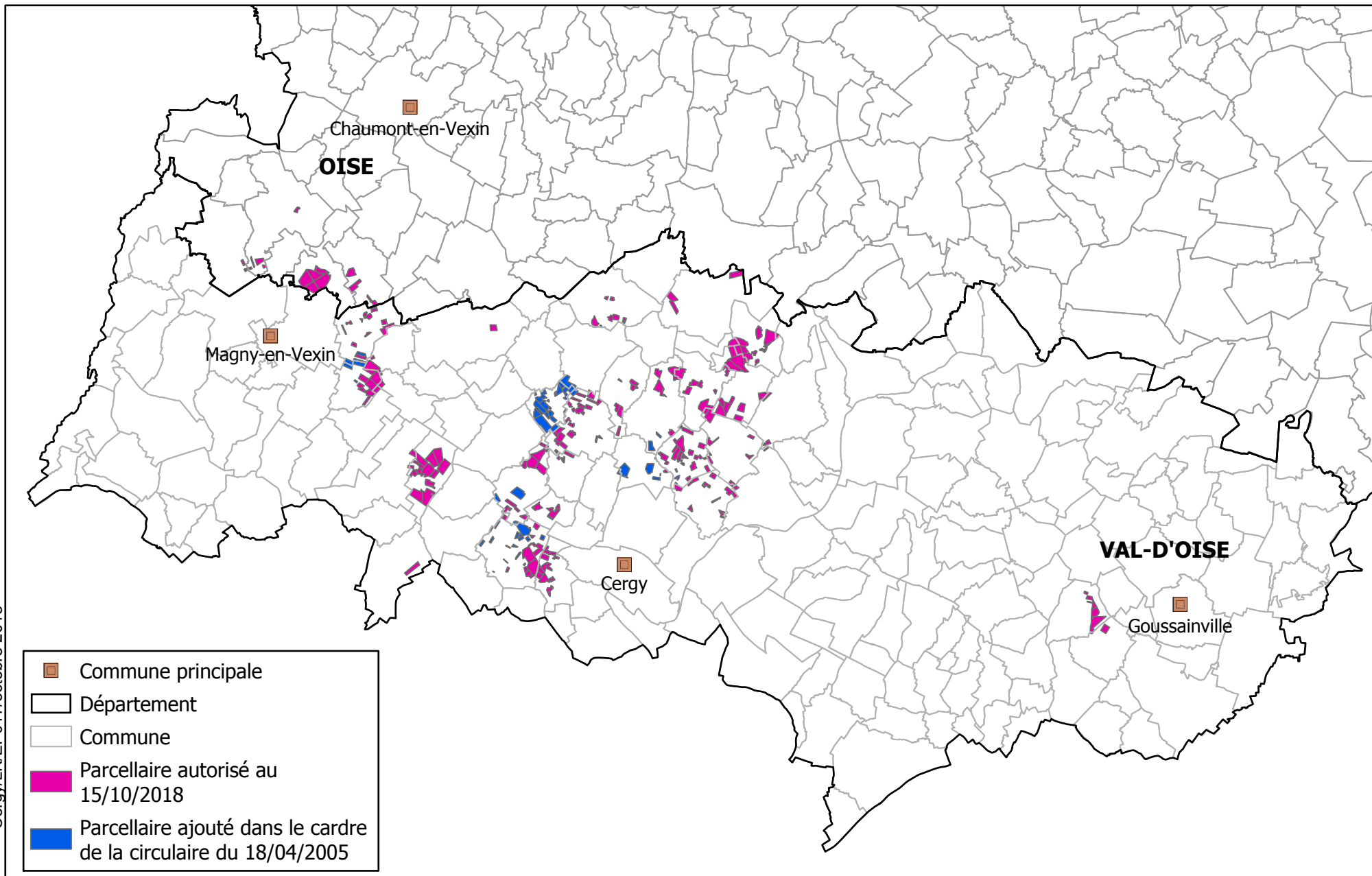
Liste des communes concernées par le projet



Commune	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
ABLEIGES	154,65	22,51	132,14
ARRONVILLE	47,16		47,16
AUVERS-SUR-OISE	5,97		5,97
AVERNES	9,04	0,26	8,78
BOISSY-L'AILLERIE	3,75		3,75
BRÉANÇON	28,62		28,62
CHARS	10,5		10,5
CLÉRY-EN-VEXIN	128,76		128,76
COMMENY	9,54		9,54
CORMEILLES-EN-VEXIN	135,03	0,39	134,64
COURCELLES-SUR-VIOSNE	38,14		38,14
COURDIMANCHE	92,21		92,21
ÉCOUEN	62,32		62,32
ENNERY	63,48	2,47	61,01
ÉPIAIS-RHUS	76,68		76,68
FRÉMÉCOURT	182,58	0,26	182,32
FROUVILLE	123,28	1,37	121,91
GÉNICOURT	53,55		53,55
GRISY-LES-PLÂTRES	43,72	14,09	29,63
GUIRY-EN-VEXIN	9,71		9,71
HADANCOURT-LE-HAUT-CLOCHER (60)	42,39		42,39
HARAVILLIERS	36,5		36,5
HÉDOUVILLE	4,25		4,25
HÉROUVILLE	62		62
LABBEVILLE	184,9		184,9
LE BELLAY-EN-VEXIN	33,65		33,65
LIVILLIERS	130,01	20,96	109,05
MENOUVILLE	16,73		16,73
MONTGEROULT	13,86		13,86
MONTJAVOULT (60)	21,94		21,94
NESLES-LA-VALLÉE	12,08		12,08
NUCOURT	84,58		84,58
PARNES (60)	6,09		6,09
SAGY	201,06		201,06
SERAINCOURT	16,31		16,31
SERANS (60)	153,49	0,4	153,09
THÉMÉRICOURT	264,42	4,5	259,92
VALLANGOUJARD	92,32		92,32
VILLIERS-LE-BEL	13,43		13,43
<b>TOTAL</b>	<b>2668,7</b>	<b>67,21</b>	<b>2601,49</b>



Parcellaire de la demande de renouvellement de l'autorisation d'épandage  
des terres de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise





## **ANNEXE VOLONTAIRE 3**

Liste des ZNIEFF concernées par le projet et  
parcelles rattachées



Les inventaires ZNIEFF reposent sur une démarche scientifique. Ils ne confèrent aucune restriction réglementaire par rapport à l'activité agricole dont la valorisation agricole des terres de décantation fait partie. Ces inventaires sont destinés à alerter les responsables gestionnaires du territoire sur des richesses naturelles dont la conservation est souhaitable.

On distingue des ZNIEFF de type I et des ZNIEFF de type II.

**La ZNIEFF de type I** est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes<sup>1</sup>. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.

**La ZNIEFF de type II** réunit des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles<sup>2</sup> possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible. Les ZNIEFF de type II sont donc des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

Les ZNIEFF de type I sont des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ils correspondent a priori à un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

***Le périmètre d'épandage des terres de décantation est concerné par :***

***⇒ 6 ZNIEFF de type I***

***⇒ 2 ZNIEFF de type II***

L'ensemble de ces ZNIEFF est répertorié dans le tableau suivant. Celui-ci présente :

- ✓ le nom, l'identifiant et le type de ZNIEFF concernée ;
- ✓ la description des caractéristiques principale du site ;
- ✓ les mesures de protection prises pour la préservation du site ou son classement ;
- ✓ les facteurs ou activités susceptibles d'induire une évolution du site et en rapport avec l'activité d'épandage (une sélection a été réalisée dans la liste d'activités définie pour chaque site) ;
- ✓ les parcelles concernées par le site.

Dans le tableau présentant les ZNIEFF répertoriées à proximité du périmètre d'épandage, les codes présentés ci-dessous et définis dans le Guide méthodologique pour la modernisation de l'Inventaire des ZNIEFF ont été utilisés.

<sup>1</sup> Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison constante de caractères physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales ou animales caractéristiques.

<sup>2</sup> Chaque ensemble constitutif de la zone est un assemblage d'unités écologiques, homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement.



## **PATRIMONIAL**

### **10 - ECOLOGIQUE (intérêt patrimonial lié à la nature ou à l'agencement des habitats)**

#### **20 – FAUNISTIQUE**

- 21 - invertébrés (sauf insectes)
- 22 - insectes
- 23 - poissons
- 24 - amphibiens
- 25 - reptiles
- 26 - oiseaux
- 27 – mammifères

#### **30 - FLORISTIQUE**

- 31 - algues
- 32 - champignons
- 33 - lichens
- 34 - bryophytes
- 35 - ptéridophytes
- 36 – phanérogames

## **FONCTIONNEL**

### **40 - FONCTIONS DE REGULATION HYDRAULIQUE**

- 41 - expansion naturelle des crues
- 42 - ralentissement du ruissellement
- 43 - soutien naturel d'étiage
- 44 - auto-épuration des eaux

### **50 - FONCTIONS DE PROTECTION DU MILIEU PHYSIQUE**

- 51 - rôle naturel de protection contre l'érosion des sols

### **60 - FONCTION D'HABITAT POUR LES POPULATIONS ANIMALES OU VEGETALES**

- 61 - corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges
- 62 - étapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs
- 63 - zone particulière d'alimentation
- 64 - zone particulière liée à la reproduction

### **70 - AUTRE INTERET FONCTIONNEL D'ORDRE ECOLOGIQUE**

## **COMPLEMENTAIRES :**

- 81 - paysager (paysage esthétique, issu de pratiques culturelles ancestrales)
- 82 - géomorphologique (géomorphologie caractéristique)
- 83 - géologique (présence de types géologiques)
- 84 - paléontologique
- 85 - archéologique
- 86 - historique
- 87 - palynologique (site de référence palynologique)
- 88 - scientifique (recherche...)
- 89 - artistique
- 90 - pédagogique.

Figure 1 : nomenclature des critères d'intérêts



**PROTECTIONS FONCIERES :**

- 11 Terrain acquis par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres
- 12 Périmètre d'acquisition approuvé par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres
- 13 Terrain acquis par un département grâce à la Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles
- 14 Zone de préemption d'un département
- 15 Terrain acquis par une fondation, une association, un conservatoire des sites
- 16 Terrain acquis par un syndicat mixte de Parc Naturel Régional
- 17 Zone ND du POS
- 18 Espace Boisé Classé
- 19 Zone de préemption du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres
- 21 Forêt domaniale
- 22 Forêt non domaniale bénéficiant du régime forestier
- 23 Réserve Biologique Domaniale dirigée
- 24 Réserve Biologique Domaniale intégrale
- 25 Réserve Biologique Forestière dirigée
- 26 Réserve Biologique Forestière intégrale

**PROTECTIONS REGLEMENTAIRES NATIONALES :**

- 31 Site inscrit selon la loi de 1930
- 32 Site classé selon la loi de 1930
- 33 Parc national, zone centrale
- 34 Parc national, zone périphérique
- 35 Réserve intégrale de Parc National
- 36 Réserve naturelle<sup>1</sup>
- 37 Réserve naturelle volontaire<sup>2</sup>
- 38 Arrêté Préfectoral de Biotopie
- 40 Zone protégée au titre de la Loi montagne
- 41 Zone protégée au titre de la Loi littoral
- 42 Réserve naturelle conventionnelle
- 39 Forêt de protection
- 50 Réserve de chasse et de faune sauvage
- 51 Réserve nationale de chasse et de faune sauvage
- 52 Réserve de chasse et de faune sauvage d'ACCA
- 53 Réserve de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial
- 54 Réserve de chasse et de faune sauvage du domaine public maritime
- 55 Réserve de pêche

<sup>1</sup> Devenue avec la loi de démocratie de proximité : « réserve naturelle nationale »

<sup>2</sup> Devenue avec la loi de démocratie de proximité : « réserve naturelle régionale » ou pour la Corse « réserve naturelle de la collectivité territoriale de Corse »

**DESIGNATIONS INTERNATIONALES**

- 61 Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux)
- 62 Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)
- 63 Réserve de Biosphère, zone centrale
- 64 Réserve de Biosphère, zone tampon
- 65 Réserve de Biosphère, zone de transition
- 66 Réserve Biogénétique du Conseil de l'Europe, zone centrale
- 67 Réserve Biogénétique du Conseil de l'Europe, zone tampon

**CONVENTIONS INTERNATIONALES :**

- 71 Zone de la Convention du Patrimoine Mondial
- 72 Zone de la Convention de RAMSAR (zones humides)
- 73 Zone de la Convention de Barcelone (Méditerranée)
- 74 Zone de la Convention de Carthage (Caraïbes)
- 75 Zone de la Convention Alpine

**PROTECTIONS CONTRACTUELLES ET DIVERSES :**

- 80 Parc Naturel Régional
- 81 Zone sous convention de gestion
- 82 Zone bénéficiant d'OGAF-Environnement (Article 19)
- 83 Zone bénéficiant d'autres mesures agri-environnementales
- 84 Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain
- 85 Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager
- 86 Zone de Protection (loi de 1930)
- 87 Abord de monument historique
- 88 Secteur sauvegardé
- 89 Refuge - réserve libre

Figure 2 : nomenclature des mesures de protection



**10.0- IMPLANTATION, MODIFICATION OU FONCTIONNEMENT  
D'INFRASTRUCTURES ET AMENAGEMENTS LOURDS.**

- 11.0- habitat humain, zone urbanisée.
- 12.0- zone industrielle ou commerciale.
- 13.0- infrastructure linéaire, réseaux de communication.
- 13.1- route
- 13.2- autoroute
- 13.3- voie ferrée, TGV
- 13.4- aéroport, aérodrome, héliport
- 13.5- transport d'énergie
- 14.0- extraction de matériaux.
- 15.0- dépôt de matériaux, décharge.
- 16.0- équipement sportif et de loisirs.
- 17.0- infrastructure et équipement agricole.

**20.0- POLLUTIONS ET NUISANCES.**

- 21.0- rejets de substances polluantes dans les eaux.
- 22.0- rejets de substances polluantes dans les sols.
- 23.0- rejets de substances polluantes dans l'atmosphère.
- 24.0- nuisances sonores.
- 25.0- nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement.
- 26.0- vandalisme.

**30.0- PRATIQUES LIEES A LA GESTION DES EAUX.**

- 31.0- comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides.
- 32.0- mise en eau, submersion, création de plan d'eau.
- 33.0- modification des fonds, des courants.
- 34.0- création ou modification des berges et des digues, îles et îlots artificiels, remblais et déblais, fossés.
- 35.0- entretien des rivières, canaux, fossés, plans d'eau.
- 36.0- modification du fonctionnement hydraulique.
- 37.0- action sur la végétation immergée, flottante ou amphibie, y compris faucardage et démottage.
- 38.0- aménagement liés à la pisciculture ou à l'aquaculture.
- 39.0- pêche professionnelle.

**40.0- PRATIQUES AGRICOLES ET PASTORALES.**

- 41.0- mise en culture, travaux du sol.
- 42.0- débroussaillage, suppression des haies et des bosquets, remembrement et travaux connexes.
- 43.0- jachère, abandon provisoire.
- 44.0- traitement de fertilisation et pesticides.
- 45.0- pâturage.
- 46.0- suppression ou entretien de la végétation, fauchage et fenaison.
- 46.1- écobuage
- 46.2- étrépage
- 46.3- fauchage
- 47.0- abandon de systèmes culturels et pastoraux, apparition de friches.
- 48.0- plantation de haies et de bosquets

**50.0- PRATIQUES ET TRAVAUX FORESTIERS.**

- 51.0- coupes, abattages, arrachages et déboisements.
- 52.0- taille, élagage.
- 53.0- plantation, semis et travaux connexes.
- 54.0- entretien liés à la sylviculture, nettoyage, épandage.
- 55.0- autre aménagement forestier, accueil du public, création de pistes.

**60.0- PRATIQUES LIEES AUX LOISIRS.**

- 61.0- sport et loisirs de plein-air.
- 62.0- chasse.
- 63.0- pêche.
- 64.0- cueillette et ramassage.

**70.0- PRATIQUES DE GESTION OU D'EXPLOITATION DES ESPECES ET  
HABITATS.**

- 71.0- prélèvement organisé sur la faune ou la flore.
- 72.0- introduction, gestion ou limitation des populations.
- 72.1- introduction
- 72.2- réintroduction
- 72.3- renforcements de population
- 72.4- limitation, tirs sélectif
- 73.0- gestion des habitats pour l'accueil et l'information du public.

**80.0- PROCESSUS NATURELS ABIOTIQUES.**

- 81.0- érosion.
- 82.0- atterrissement, ensablement, assèchement.
- 83.0- submersion.
- 84.0- mouvement de terrain.
- 85.0- incendie.
- 86.0- catastrophe naturelle.

**90.0- PROCESSUS NATURELS BIOLOGIQUES.**

- 91.0- évolution écologique, eutrophisation, acidification, envahissement d'une espèce ou d'un groupe, appauvrissement, enrichissement.
- 91.1- atterrissement
- 91.2- eutrophisation
- 91.3- acidification
- 91.4- envahissement d'une espèce
- 91.5- fermeture du milieu
- 92.0- relations interspécifiques avec impact sur la faune.
- 92.1- compétition
- 92.2- prédation
- 92.3- antagonisme / espèce introduite
- 92.4- antagonisme / espèce domestique
- 93.0- relations interspécifiques avec impact sur la flore.
- 93.1- compétition
- 93.2- impact d'herbivores
- 93.3- antagonisme / espèce introduite

**Figure 3 : nomenclature des facteurs influençant la zone**



## **ANNEXE VOLONTAIRE 4**

Liste des PNR concernées par le projet et  
parcelles rattachées



Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé PNR, un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile.

Un PNR s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

***Le périmètre d'épandage des terres de décantation est concerné par le PNR du Vexin Français (FR800003020080801).***

Le tableau ci-dessous présente les parcelles et les surfaces du périmètre d'épandage concernées par le PNR du Vexin Français.

Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
EARL BOUILLIANT	9532236002	FRÉMÉCOURT	11,02	0	11,02
	9532236003	FRÉMÉCOURT	40,45	0	40,45
	9532236004	FRÉMÉCOURT	5,07	0,14	4,93
	9532236005	FRÉMÉCOURT	12,17	0	12,17
	9532236006	FRÉMÉCOURT	20,02	0	20,02
	9532236007	FRÉMÉCOURT	17,99	0	17,99
	9532236015	BRÉANÇON	26,76	0	26,76
	9532236115	FRÉMÉCOURT	24,91	0	24,91
EARL DE LA BRUYERE	9509876001	CORMEILLES-EN-VEXIN	5,69	0	5,69
	9509876002	GRISY-LES-PLÂTRES	13,26	0	13,26
	9509876003	GRISY-LES-PLÂTRES	7,78	0	7,78
	9509876004	COURCELLES-SUR-VIOSNE	0,74	0	0,74
	9509876005	COURCELLES-SUR-VIOSNE	3,61	0	3,61
	9509876006	COURCELLES-SUR-VIOSNE	4,15	0	4,15
	9509876007	COURCELLES-SUR-VIOSNE	2,56	0	2,56
	9509876008	CORMEILLES-EN-VEXIN	6,03	0	6,03
	9509876009	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,77	0	4,77
	9509876010	CORMEILLES-EN-VEXIN	10,01	0	10,01
	9509876011	CORMEILLES-EN-VEXIN	1,54	0,02	1,52
	9509876012	CORMEILLES-EN-VEXIN	8,63	0	8,63
	9509876013	CORMEILLES-EN-VEXIN	2,52	0	2,52
	9509876014	MONTGEROULT	1,61	0	1,61
	9509876015	CORMEILLES-EN-VEXIN	1,8	0	1,8
	9509876016	CORMEILLES-EN-VEXIN	8,01	0	8,01
	9509876017	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,58	0	4,58
	9509876018	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,12	0,37	3,75
	9509876019	CORMEILLES-EN-VEXIN	1,81	0	1,81



Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
	9509876020	CORMEILLES-EN-VEXIN	5,58	0	5,58
	9509876021	CORMEILLES-EN-VEXIN	5,23	0	5,23
	9509876022	CORMEILLES-EN-VEXIN	10,34	0	10,34
	9509876023	FRÉMÉCOURT	1,93	0	1,93
	9509876024	GRISY-LES-PLÂTRES	1,17	0	1,17
	9509876025	GRISY-LES-PLÂTRES	8,06	8,06	0
	9509876026	GRISY-LES-PLÂTRES	6,03	6,03	0
	9509876027	GRISY-LES-PLÂTRES	1,34	0	1,34
	9509876030	CORMEILLES-EN-VEXIN	9,85	0	9,85
	9509876031	ABLEIGES	1,21	0	1,21
	9509876032	GRISY-LES-PLÂTRES	6,08	0	6,08
	9509876033	BRÉANÇON	1,43	0	1,43
	9509876034	ABLEIGES	1,95	0	1,95
	9509876035	ABLEIGES	5,85	0	5,85
	9509876036	COURCELLES-SUR-VIOSNE	11,73	0	11,73
	9509876037	CORMEILLES-EN-VEXIN	2,3	0	2,3
	9509876039	MONTGEROULT	1,85	0	1,85
EARL DE LA FRETTE	9543412001	CLÉRY-EN-VEXIN	9,91	0	9,91
	9543412002	CLÉRY-EN-VEXIN	14,09	0	14,09
	9543412003	NUCOURT	7,08	0	7,08
	9543412101	NUCOURT	9,87	0	9,87
	9543412102	NUCOURT	5,46	0	5,46
EARL DE LA MARGERIE	9583708001	SERAINCOURT	16,31	0	16,31
	9583708002	COURCELLES-SUR-VIOSNE	15,24	0	15,24
	9583708009	COURDIMANCHE	9,63	0	9,63
	9583708010	SAGY	35,06	0	35,06
	9583708011	SAGY	36,57	0	36,57
	9583708012	SAGY	16,81	0	16,81
	9583708013	SAGY	2,32	0	2,32
	9583708014	SAGY	1,72	0	1,72
	9583708015	SAGY	7,52	0	7,52
	9583708016	SAGY	0,79	0	0,79
	9583708109	SAGY	1,51	0	1,51
	9583708110	COURDIMANCHE	2,6	0	2,6
EARL DES LUATS	9512558004	SERANS	27,98	0	27,98
	9512558007	SERANS	39,31	0	39,31
EARL DES SABLONS	9540180001	ÉPIAIS-RHUS	2,99	0	2,99
	9540180002	ÉPIAIS-RHUS	11,94	0	11,94
	9540180003	GÉNICOURT	0,43	0	0,43
	9540180004	GÉNICOURT	18,18	0	18,18
	9540180005	GÉNICOURT	25,34	0	25,34



Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
	9540180006	GÉNICOURT	0,66	0	0,66
	9540180015	ENNERY	0,3	0	0,3
	9540180017	LIVILLIERS	3,11	0	3,11
	9540180018	GÉNICOURT	5,39	0	5,39
	9540180019	GÉNICOURT	0,31	0	0,31
	9540180041	FRÉMÉCOURT	0,97	0	0,97
	9540180043	FRÉMÉCOURT	4,93	0	4,93
	9540180044	FRÉMÉCOURT	0,9	0	0,9
	9540180045	FRÉMÉCOURT	1,23	0	1,23
	9540180046	FRÉMÉCOURT	6,81	0,07	6,74
	9540180047	FRÉMÉCOURT	6,2	0	6,2
	9540180048	FRÉMÉCOURT	12,26	0	12,26
	9540180049	CORMEILLES-EN-VEXIN	6,46	0	6,46
	9540180105	BOISSY-L'AILLERIE	3,75	0	3,75
EARL DU CUL FROID	9575037001	SAGY	3,87	0	3,87
	9575037002	SAGY	3,6	0	3,6
	9575037003	SAGY	2,13	0	2,13
	9575037004	SAGY	4,7	0	4,7
	9575037005	SAGY	4,77	0	4,77
	9575037006	SAGY	3,33	0	3,33
	9575037012	SAGY	1	0	1
	9575037013	SAGY	2,54	0	2,54
	9575037014	SAGY	4,03	0	4,03
	9575037015	SAGY	3,51	0	3,51
	9575037018	SAGY	1,38	0	1,38
	9575037031	SAGY	0,75	0	0,75
	9575037035	SAGY	0,55	0	0,55
	9575037037	SAGY	1,3	0	1,3
	9575037041	SAGY	0,24	0	0,24
EARL DU MOULIN	9521100006	LABBEVILLE	11,31	0	11,31
	9521100007	AUVERS-SUR-OISE	1,66	0	1,66
	9521100008	NESLES-LA-VALLÉE	5,78	0	5,78
	9521100009	HÉROUVILLE	4,34	0	4,34
	9521100010	HÉROUVILLE	4,72	0	4,72
EARL FERME MORIN	9583710001	ÉPIAIS-RHUS	7,7	0	7,7
	9583710002	LIVILLIERS	22,36	4,4	17,96
	9583710003	LIVILLIERS	14,84	1,01	13,83
	9583710004	LIVILLIERS	7,76	7,76	0
	9583710008	LIVILLIERS	2,57	0	2,57
	9583710009	LIVILLIERS	8,77	0	8,77
	9583710010	LIVILLIERS	6,18	0	6,18
	9583710011	HÉROUVILLE	1,84	0	1,84



Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
	9583710012	HÉROUVILLE	0,5	0	0,5
	9583710013	HÉROUVILLE	9,31	0	9,31
	9583710014	LIVILLIERS	0,83	0	0,83
EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	9510002001	NUCOURT	4,52	0	4,52
	9510002002	NUCOURT	8,64	0	8,64
	9510002003	LE BELLAY-EN-VEXIN	2,71	0	2,71
	9510002008	NUCOURT	1,34	0	1,34
	9510002009	NUCOURT	4,27	0	4,27
	9510002010	NUCOURT	6,93	0	6,93
	9510002011	NUCOURT	4,7	0	4,7
	9510002012	NUCOURT	9,04	0	9,04
	9510002014	NUCOURT	6,32	0	6,32
	9510002015	NUCOURT	3	0	3
	9510002016	NUCOURT	2,5	0	2,5
	9510002025	NUCOURT	1,13	0	1,13
	9510002026	NUCOURT	2,07	0	2,07
	9510002027	NUCOURT	3,1	0	3,1
	9510002028	NUCOURT	1,11	0	1,11
	9510002029	NUCOURT	3,5	0	3,5
EARL MORIN FILS	9583709001	LIVILLIERS	1,16	1,16	0
	9583709002	LIVILLIERS	2,57	0	2,57
	9583709004	LIVILLIERS	2,06	2,06	0
	9583709005	LIVILLIERS	1,77	1,77	0
	9583709006	LIVILLIERS	1,81	1,81	0
	9583709011	SAGY	4,71	0	4,71
	9583709012	SAGY	8,19	0	8,19
	9583709015	GÉNICOURT	3,24	0	3,24
	9583709016	SAGY	4,53	0	4,53
	9583709017	SAGY	0,96	0	0,96
	9583709022	ABLEIGES	8,76	0	8,76
	9583709024	ABLEIGES	6,05	0	6,05
	9583709025	ABLEIGES	2,1	0	2,1
	9583709026	ABLEIGES	3,34	0	3,34
	9583709046	SAGY	2,21	0	2,21
	9583709048	SAGY	2,79	0	2,79
	9583709055	LIVILLIERS	0,99	0,99	0
	9583709209	COURDIMANCHE	8,3	0	8,3
	9583709302	LIVILLIERS	10,49	0	10,49
	9583709303	LIVILLIERS	1,21	0	1,21
EARL PIEDELEU	9502188002	LIVILLIERS	3,86	0	3,86
	9502188003	LIVILLIERS	9,49	0	9,49
	9502188005	LIVILLIERS	3,81	0	3,81



Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
	9502188006	LIVILLIERS	6	0	6
	9502188008	LIVILLIERS	11,72	0	11,72
	9502188010	LIVILLIERS	5,15	0	5,15
	9502188013	HÉROUVILLE	6,04	0	6,04
	9502188014	AUVERS-SUR-OISE	4,03	0	4,03
	9502188016	ENNERY	2,97	0	2,97
	9502188017	AUVERS-SUR-OISE	0,28	0	0,28
	9502188019	ENNERY	10,33	0	10,33
	9502188020	ENNERY	3,62	0	3,62
	9502188021	ENNERY	1,52	1,52	0
	9502188022	ENNERY	0,95	0,95	0
	9502188023	ENNERY	9,62	0	9,62
	9502188024	ENNERY	6,02	0	6,02
	9502188025	ENNERY	4,4	0	4,4
	9502188026	ENNERY	3,34	0	3,34
	9502188027	ENNERY	6,53	0	6,53
	9502188029	ENNERY	5,16	0	5,16
	9502188030	ENNERY	6,57	0	6,57
	9502188033	LIVILLIERS	1,5	0	1,5
	9502188034	ENNERY	2,15	0	2,15
	9502188044	HÉROUVILLE	5,17	0	5,17
EARL PONTFORT	9511111001	LABBEVILLE	22,6	0	22,6
	9511111002	LABBEVILLE	8,8	0	8,8
	9511111003	LABBEVILLE	15,6	0	15,6
	9511111004	VALLANGOUJARD	27,71	0	27,71
	9511111006	HÉROUVILLE	23,59	0	23,59
	9511111007	VALLANGOUJARD	6,15	0	6,15
	9511111009	VALLANGOUJARD	1,49	0	1,49
	9511111010	VALLANGOUJARD	9,15	0	9,15
	9511111012	HÉROUVILLE	6,49	0	6,49
	9511111013	VALLANGOUJARD	23,57	0	23,57
	9511111014	VALLANGOUJARD	2,45	0	2,45
	9511111015	ÉPIAIS-RHUS	11,55	0	11,55
	9511111017	ÉPIAIS-RHUS	23,48	0	23,48
	9511111023	ÉPIAIS-RHUS	19,02	0	19,02
	9511111024	VALLANGOUJARD	10,9	0	10,9
EARL SAINT MARTIN	9532553005	SAGY	4,36	0	4,36
	9532553006	SAGY	31,74	0	31,74
	9532553007	ABLEIGES	7,98	0	7,98
	9532553008	ABLEIGES	27,08	0	27,08
	9532553009	ABLEIGES	1,57	0	1,57
	9532553106	ABLEIGES	2,05	0	2,05



Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
	9532553109	SAGY	1,57	0	1,57
INDIVISION SUCCESSION MALLET	9501010001	CHARS	10,5	0	10,5
	9501010002	HARAVILLIERS	5,85	0	5,85
	9501010003	HARAVILLIERS	2,25	0	2,25
	9501010004	CORMEILLES-EN-VEXIN	1,68	0	1,68
	9501010005	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,24	0	4,24
	9501010006	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,86	0	4,86
	9501010007	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,8	0	4,8
	9501010008	CORMEILLES-EN-VEXIN	4,09	0	4,09
	9501010009	CORMEILLES-EN-VEXIN	14,92	0	14,92
	9501010010	ABLEIGES	5,52	0	5,52
	9501010011	MONTGEROULT	1,85	0	1,85
	9501010012	MONTGEROULT	7,86	0	7,86
	9501010014	MONTGEROULT	0,69	0	0,69
	9501010017	HARAVILLIERS	1,48	0	1,48
	9501010110	CORMEILLES-EN-VEXIN	1,14	0	1,14
LEGRAND GILLES	9583700001	ARRONVILLE	15,92	0	15,92
	9583700002	ARRONVILLE	11,9	0	11,9
	9583700003	ARRONVILLE	19,34	0	19,34
	9583700007	HARAVILLIERS	3,38	0	3,38
	9583700010	HARAVILLIERS	2,19	0	2,19
	9583700012	HARAVILLIERS	8,23	0	8,23
	9583700025	HARAVILLIERS	0,74	0	0,74
	9583700026	HARAVILLIERS	12,38	0	12,38
	9583700027	BRÉANÇON	0,43	0	0,43
LEGRAND MICHEL	9583003019	FRÉMÉCOURT	2,04	0	2,04
	9583003021	FRÉMÉCOURT	13,68	0,05	13,63
SCEA DE JAUCOURT	9583770010	ABLEIGES	24,98	0	24,98
	9583770014	THÉMÉRICOURT	29,75	0	29,75
	9583770024	THÉMÉRICOURT	30,68	0	30,68
	9583770025	THÉMÉRICOURT	39,99	0	39,99
	9583770026	THÉMÉRICOURT	1,97	1,97	0
	9583770027	THÉMÉRICOURT	11,03	0,48	10,55
	9583770028	THÉMÉRICOURT	11,4	0	11,4
	9583770029	THÉMÉRICOURT	32,48	0	32,48
	9583770030	THÉMÉRICOURT	21,02	0	21,02
	9583770031	THÉMÉRICOURT	4,95	0	4,95
	9583770032	THÉMÉRICOURT	9,28	1,64	7,64
	9583770033	THÉMÉRICOURT	8,1	0,41	7,69
	9583770034	THÉMÉRICOURT	30	0	30
	9583770035	THÉMÉRICOURT	30,02	0	30,02
	9583770036	AVERNES	8,31	0	8,31



Exploitation agricoles concernées	Parcelles situées dans le PNR	Communes concernées	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
	9583770038	THÉMÉRICOURT	3,75	0	3,75
	9583770039	ABLEIGES	21	21	0
	9583770040	ABLEIGES	27,72	0	27,72
	9583770041	ABLEIGES	7,49	1,51	5,98
	9583770132	AVERNES	0,73	0,26	0,47
SCEA DE LA BAUVE	9501117001	LABBEVILLE	43,88	0	43,88
	9501117003	NESLES-LA-VALLÉE	6,3	0	6,3
	9501117004	LABBEVILLE	6,04	0	6,04
	9501117007	LABBEVILLE	26,93	0	26,93
	9501117017	LABBEVILLE	13,92	0	13,92
	9501117023	LABBEVILLE	13,78	0	13,78
	9501117027	VALLANGOUJARD	10,9	0	10,9
SCEA DES CEDRES	9500735001	FROUVILLE	34,16	0	34,16
	9500735002	FROUVILLE	16,17	1,23	14,94
	9500735003	FROUVILLE	4,05	0	4,05
	9500735004	FROUVILLE	14,26	0	14,26
	9500735005	MENOUVILLE	16,73	0	16,73
	9500735006	FROUVILLE	15,81	0	15,81
	9500735007	FROUVILLE	16,99	0	16,99
	9500735008	FROUVILLE	11,68	0	11,68
	9500735009	FROUVILLE	3,64	0,14	3,5
	9500735010	FROUVILLE	6,52	0	6,52
	9500735012	HÉDOUVILLE	4,25	0	4,25
	9500735013	LABBEVILLE	4,11	0	4,11
	9500735014	LABBEVILLE	17,93	0	17,93
SCEA DES ESSARTS	9500200006	CLÉRY-EN-VEXIN	26,81	0	26,81
	9500200009	LE BELLAY-EN-VEXIN	28,56	0	28,56
	9500200020	CLÉRY-EN-VEXIN	5,66	0	5,66
	9500200022	CLÉRY-EN-VEXIN	6,5	0	6,5
	9500200023	CLÉRY-EN-VEXIN	22,84	0	22,84
	9500200037	CLÉRY-EN-VEXIN	12,4	0	12,4
	9500200049	CLÉRY-EN-VEXIN	12,91	0	12,91
	9500200050	CLÉRY-EN-VEXIN	1,32	0	1,32
	9500200051	CLÉRY-EN-VEXIN	6,29	0	6,29
	9500200060	CLÉRY-EN-VEXIN	10,03	0	10,03
	9500200061	GUIRY-EN-VEXIN	9,71	0	9,71
	9500200062	COMMENY	7,87	0	7,87
	9500200063	COMMENY	1,67	0	1,67
	9500200064	LE BELLAY-EN-VEXIN	2,38	0	2,38
	<b>TOTAL</b>		<b>2364,51</b>	<b>66,81</b>	<b>2297,7</b>

**Tableau 1 : parcelles du projet situées dans le PNR du Vexin Français**



## ANNEXE VOLONTAIRE 5

Liste des monuments historiques concernés  
par le projet et parcelles rattachées



Un monument historique est un monument qui a été classé ou inscrit comme tel afin de le protéger, du fait de son histoire ou de son architecture remarquable.

Le classement, l'inscription et la gestion des monuments historiques relèvent de la compétence du Ministère de la culture et de ses services déconcentrés (Direction régionale des affaires culturelles et Service départemental de l'architecture et du patrimoine).

Protéger la relation entre un édifice et son environnement consiste, selon les cas, à veiller à la qualité des interventions (façades, toitures, matériaux), à prendre soin du traitement des sols, du mobilier urbain et de l'éclairage, voire à prohiber toute construction nouvelle aux abords du monument. La servitude de protection des abords intervient automatiquement dès qu'un édifice est classé ou inscrit. Toutes les modifications de l'aspect extérieur des immeubles, les constructions neuves, mais aussi, les interventions sur les espaces extérieurs doivent recevoir l'autorisation de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). La publicité et les enseignes sont également sous son contrôle.

Est réputé être situé en abords de monument historique, tout immeuble situé dans le champ de co-visibilité de celui-ci (qu'il soit classé ou inscrit).

La co-visibilité signifie que la construction est visible du monument, ou que d'un point de vue, les deux édifices sont visibles conjointement, ce, dans un rayon de 500 mètres, à compter de la base de l'élément protégé (source : code du patrimoine, articles L621-31 et L621-32). Depuis la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), le périmètre de protection du monument peut être modifié (élargi ou rétréci), sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, avec l'accord du conseil municipal. C'est ainsi que tout paysage ou édifice situé dans ce champ est soumis à des réglementations spécifiques en cas de modification. Toute construction, restauration, destruction projetée dans ce champ de visibilité doit obtenir l'accord préalable de l'architecte des bâtiments de France (avis conforme, c'est-à-dire que le Maire est lié à l'avis de l'architecte des bâtiments de France), ou d'un avis simple s'il n'y a pas de co-visibilité (l'autorisation du Maire n'est pas liée à celle de l'architecte des bâtiments de France).

Les parcelles du projet de plan d'épandage des terres de décantation situées dans un rayon de 500 m autour des monuments historiques sont présentées ci-après :



Commune du monument historique (n° département)	Monument historique	Protection (type et date)	Exploitations concernées	Commune des parcelles	Parcelles du périmètre concernées	Surface totale concernée (ha)
Ableiges (95)	Eglise Notre-Dame-de-l'Assomption de La Villeneuve-Saint-Martin	Inscrit-1931	EARL DE LA BRUYERE	ABLEIGES	9509876035	0,24
			EARL MORIN FILS	SAGY	9583709016	2,09
			EARL SAINT MARTIN	ABLEIGES	9532553009	1,57
					9532553106	2,08
				SAGY	9532553006	6,40
					9532553109	0,15
Cormeilles-en-Vexin (95)	Eglise Saint-Martin de Cormeilles-en-Vexin	Classé - 1911	EARL DE LA BRUYERE	CORMEILLES-EN-VEXIN	9509876019	0,33
			INDIVISION SUCCESSION MALLET	CORMEILLES-EN-VEXIN	9501010007	0,51
	Monument Ecce Homo	Classé - 1942	EARL DE LA BRUYERE	CORMEILLES-EN-VEXIN	9509876019	1,82
					9509876020	10,77
					9509876021	4,46
					9509876022	10,24
Courcelles-sur-Viosne (95)	Eglise Saint-Lucien de Courcelles-sur-Viosne	Classé - 1908	EARL DE LA BRUYERE	COURCELLES-SUR-VIOSNE	9509876004	0,69
					9509876005	3,57
			EARL DE LA MARGERIE	COURCELLES-SUR-VIOSNE	9583708002	2,48
	Puits gallo-romain de Courcelles-sur-Viosne	Inscrit - 1942	EARL DE LA BRUYERE	COURCELLES-SUR-VIOSNE	9509876006	0,80
					9509876036	10,62
Courdimanche (95)	Eglise Saint-Martin de Courdimanche	Inscrit - 1987	EARL DE LA MARGERIE	COURDIMANCHE	9583708003	4,78
					9583708005	0,69
Ennery (95)	Château d'Ennery	Classé - 1942	EARL PIEDELEU	ENNERY	9502188025	1,90
	Croix de cimetière d'Ennery	Classé - 1977	EARL PIEDELEU	ENNERY	9502188025	0,69
	Eglise Saint-Aubin d'Ennery	Classé - 1911	EARL PIEDELEU	ENNERY	9502188025	0,43
Epias-Rhus (95)	Vestiges gallo-romains de Vallangoujard	Inscrit - 1983	EARL PONTFORT	EPIAIS-RHUS	9511111023	2,94
				VALLANGOUJARD	9511111013	1,16
					9511111024	3,51
Frémécourt (95)	Eglise Notre-Dame-de-l'Assomption de Frémécourt	Inscrit - 1974	EARL DE LA BRUYERE	CORMEILLES-EN-VEXIN	9509876018	2,22
				FREMECOURT	9509876023	1,91
			EARL DES SABLONS	FREMECOURT	9540180046	1,22
					9540180047	2,65
Frouville (95)	Eglise Saint-Martin de Frouville	Inscrit - 1925	SCEA DES CEDRES	FROUVILLE	9500735003	3,70
					9500735009	1,50
					9500735010	3,31
Génicourt (95)	Eglise Saint-Pierre de Génicourt	Classé - 1944	EARL DES SABLONS	GENICOURT	9540180004	4,48
					9540180018	4,59
Grisy-les-Plâtres (95)	Eglise Saint-Caprais de Grisy-les-Plâtres	Classé - 1914	EARL DE LA BRUYERE	GRISY-LES-PLATRES	9509876025	0,87
					9509876026	5,97
					9509876027	0,37
Guiry-en-Vexin (95)	Croix pattée de Guiry-en-Vexin	Inscrit - 1950	SCEA DES ESSARTS	CLERY-EN-VEXIN	9500200022	2,29



Commune du monument historique (n° département)	Monument historique	Protection (type et date)	Exploitations concernées	Commune des parcelles	Parcelles du périmètre concernées	Surface totale concernée (ha)
Hadancourt-le-Haut-Clocher (60)	Eglise á Hadancourt-le-Haut-Clocher	Classé - 1922	EARL DES LUATS	HADANCOURT-LE-HAUT-CLOCHER	9512558009	1,34
Hérouville-en-Vexin (95)	Eglise Saint-Clair d'Hérouville	Classé - 1915	EARL DU MOULIN	HEROUVILLE	9521100010	0,01
Livilliers ((95)	Eglise Saint-Fiacre-et-Notre-Dame-de-la-Nativité de Livilliers	Classé - 1936	EARL MORIN FILS	LIVILLIERS	9583709004	0,06
					9583709005	0,66
					9583709006	1,76
					9583709055	0,78
			EARL PIEDELEU	LIVILLIERS	9502188003	9,25
Nucourt (95)	Croix de cimetière de Nucourt	Classé - 1963	EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	NUCOURT	9510002016	1,92
					9510002025	1,13
					9510002026	2,07
	Eglise Saint-Quentin de Nucourt	Classé - 1915	EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	NUCOURT	9510002016	0,60
					9510002025	1,13
					9510002026	2,07
	Tombe de Jacques comte de Monthiers	Classé - 1938	EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	NUCOURT	9510002016	0,85
					9510002025	1,13
					9510002026	2,07
Serans (60)	Château et ferme à Serans	inscrit - 1997	EARL DES LUATS	SERANS	9512558001	8,47
					9512558005	12,97
					9512558006	2,05
	Eglise à Serans	Classé - 1908	EARL DES LUATS	SERANS	9512558001	1,72
					9512558005	5,75
Théméricourt (95)	Croix de l'Ormeteau-Marie	Classé - 1938	SCEA DE JAUCOURT	THEMERICOURT	9583770024	0,45
					9583770029	1,02
					9583770032	1,65
					9583770033	7,16
	Eglise Notre-Dame de Théméricourt	Classé - 1929	SCEA DE JAUCOURT	THEMERICOURT	9583770024	0,40
					9583770029	1,30
					9583770032	1,88
					9583770033	7,07
Vallangoujard (95)	Vestiges gallo-romains de Vallangoujard	Classé - 1967	EARL PONTFORT	EPIAIS-RHUS	9511111023	1,94
				VALLANGOUJARD	9511111009	1,19
					9511111010	0,17
					9511111013	2,28
					9511111024	8,18
					Total	202,47

Tableau 1 : Identification des monuments historiques situés à moins de 500m du projet

**202,47 ha du projet de plan d'épandage des terres de décantation sont localisés à moins de 500m d'un monument historique.**



## **ANNEXE VOLONTAIRE 6**

Liste des PPRN se trouvant sur les communes  
du projet



Les Plans de Prévention des Risques (PPR) constituent un des outils d'intervention privilégiée de l'État parmi l'ensemble des mesures de prévention des risques. Ils sont élaborés sous l'autorité des préfets en associant les collectivités locales et autres acteurs dans une démarche de concertation.

Le tableau suivant liste l'ensemble des PPR présents sur les communes du projet de plan d'épandage des terres de décantation.

Commune	Mouvement de terrain	Inondation
ABLEIGES	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
ARRONVILLE	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
AUVERS-SUR-OISE	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	95PREF19960019 - PPRI Vallée de l'Oise approuvé le 05/07/2007
AVERNES	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
BOISSY-L'AILLERIE	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
CHARS	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
CORMELLES-EN-VEXIN	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
ÉCOUEN	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
ENNERY	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
ÉPIAIS-RHUS	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987 et 95DDT20130016 - PPR Epiais-Rhus approuvé le 09/01/2017	
FRÉMÉCOURT	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
GUIRY-EN-VEXIN	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
HARAVILLIERS	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
MONTGEROULT	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
NESLES-LA-VALLÉE	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
NUCOURT	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	95PREF20010176 - PPRI Aubette et ruissellement approuvé le 24/08/2005
SAGY	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
SERAINCOURT	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
VALLANGOUJARD	95PREF19840106 - R111.3 approuvé le 08/04/1987	
VILLIERS-LE-BEL	95PREF19880019 - R111.3 approuvé le 09/10/1989	

Tableau 1 : Liste des PPR concernés par le projet de plan d'épandage

***Le projet de plan d'épandage des terres de décantation, objet de la présente étude, est concerné par 2 PPR « Inondations », 3 PPR « mouvement de terrain ».***



## **ANNEXE VOLONTAIRE 7**

Liste des périmètres de protection  
rapprochée de captage concernés par le  
projet



Les périmètres de protection de captage sont établis autour des sites de captages d'eau destinée à la consommation humaine, en vue d'assurer la préservation de la ressource. L'objectif est donc de réduire les risques de pollutions ponctuelles et accidentelles de la ressource sur ces points précis.

Les périmètres de protection de captage sont définis dans le code de la santé publique (article L-1321-2). Ils ont été rendus obligatoires pour tous les ouvrages de prélèvement d'eau d'alimentation depuis la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Des guides techniques d'aide à la définition de ces périmètres ont été réalisés, notamment par le BRGM.

Cette protection comporte trois niveaux établis à partir d'études réalisées par des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique :

- ✓ Le périmètre de protection immédiat : site de captage clôturé (sauf dérogation) appartenant à une collectivité publique, dans la majorité des cas. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage.
- ✓ Le périmètre de protection rapproché : secteur plus large (en général quelques hectares) pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets ...). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage.
- ✓ Le périmètre de protection éloigné : facultatif, ce périmètre est créé au cas où certaines activités seraient susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes. Ce secteur correspond généralement à la zone d'alimentation du point de captage, voire à l'ensemble du bassin versant.

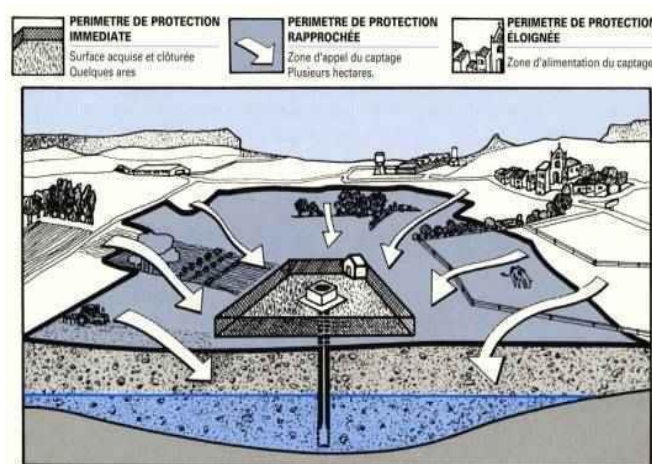


Figure 1 : Périmètres de protection de captage

L'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement et d'institution des périmètres de protection fixe les servitudes de protection opposables au tiers par Déclaration d'Utilité Publique (DUP).



Dans le cadre de notre étude, la localisation des captages et la définition de leurs périmètres de protection ont été actualisées, en relation avec la Direction Départementale des Territoires (DDT) et l'Agence Régionale de Santé (ARS), au cours du mois de septembre 2018.

Les parcelles situées en périmètre de protection rapprochée de captage d'eau potable sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Captage	Exploitation concernée	Parcelle concernée	Surface concernée en ha (inapte à l'épandage)
ENNERY	EARL PIEDELEU	9502188021	1,52
		9502188022	0,95
EPIAIS-RHUS	EARL DE LA BRUYERE	9509876025	8,06
		9509876026	6,03
LIVILLIERS	EARL FERME MORIN	9583710002	4,4
		9583710003	1,01
		9583710004	7,76
	EARL MORIN FILS	9583709001	1,16
		9583709004	2,06
		9583709005	1,77
		9583709006	1,81
		9583709055	0,99
MONTGEROULT	SCEA DE JAUCOURT	9583770039	19,17
Total			56,69

Tableau 1 : parcelles ou parties de parcelles situées en périmètre de protection rapprochée

***Les 13 parcelles ou parties de parcelle situées en périmètre de protection rapprochée de captage d'eau potable sont inaptes à l'épandage et classées en aptitude 0.***



## **ANNEXE VOLONTAIRE 8**

Liste des sites inscrits concernés par le projet  
et parcelles rattachées



Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d’être conservé.

Le tableau ci-dessous présente les sites inscrits concernés par le projet de plan d’épandage des terres de décantation.

Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
Corne Nord-Est du Vexin Français	12 novembre 1998	EARL DES SABLONS	BOISSY-L'AILLERIE	9540180105	3,75	0	3,75
			ENNERY	9540180015	0,3	0	0,3
			EPIAIS-RHUS	9540180001	2,99	0	2,99
				9540180002	11,94	0	11,94
			GENICOURT	9540180003	0,43	0	0,43
				9540180004	18,18	0	18,18
				9540180005	25,34	0	25,34
				9540180006	0,66	0	0,66
				9540180018	5,39	0	5,39
				9540180019	0,31	0	0,31
			LIVILLIERS	9540180017	3,11	0	3,11
		EARL DU MOULIN	AUVERS-SUR-OISE	9521100007	1,66	0	1,66
			HEROUVILLE	9521100009	4,34	0	4,34
				9521100010	4,72	0	4,72
			LABBEVILLE	9521100006	11,31	0	11,31
			NESLES-LA-VALLEE	9521100008	5,78	0	5,78
		EARL FERME MORIN	EPIAIS-RHUS	9583710001	7,7	0	7,7
			HEROUVILLE	9583710011	1,84	0	1,84
				9583710012	0,5	0	0,5
				9583710013	9,31	0	9,31
			LIVILLIERS	9583710002	22,36	4,4	17,96
				9583710003	14,84	1,01	13,83
				9583710004	7,76	7,76	0
				9583710008	2,57	0	2,57
				9583710009	8,77	0	8,77
				9583710010	6,18	0	6,18
				9583710014	0,83	0	0,83
		EARL MORIN FILS	GENICOURT	9583709015	3,24	0	3,24
			LIVILLIERS	9583709001	1,16	1,16	0
				9583709002	2,57	0	2,57
				9583709004	2,06	2,06	0
				9583709005	1,77	1,77	0
				9583709006	1,81	1,81	0
				9583709055	0,99	0,99	0
				9583709302	10,49	0	10,49
				9583709303	1,21	0	1,21
		EARL PIEDELEU	AUVERS-SUR-OISE	9502188014	4,03	0	4,03
				9502188017	0,28	0	0,28
			ENNERY	9502188016	2,97	0	2,97



Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
				9502188019	10,33	0	10,33
				9502188020	3,62	0	3,62
				9502188021	1,52	1,52	0
				9502188022	0,95	0,95	0
				9502188023	9,62	0	9,62
				9502188024	6,02	0	6,02
				9502188025	4,4	0	4,4
				9502188026	3,34	0	3,34
				9502188027	6,53	0	6,53
				9502188029	5,16	0	5,16
				9502188030	6,57	0	6,57
				9502188034	2,15	0	2,15
			HEROUVILLE	9502188013	6,04	0	6,04
				9502188044	5,17	0	5,17
			LIVILLIERS	9502188002	3,86	0	3,86
				9502188003	9,49	0	9,49
				9502188005	3,81	0	3,81
				9502188006	6	0	6
				9502188008	11,72	0	11,72
				9502188010	5,15	0	5,15
				9502188033	1,5	0	1,5
		EARL PONTFORT	HEROUVILLE	9511111006	23,59	0	23,59
				9511111012	6,49	0	6,49
			LABBEVILLE	9511111001	22,6	0	22,6
				9511111002	8,8	0	8,8
				9511111003	15,6	0	15,6
			VALLANGOUJARD	9511111004	27,71	0	27,71
		SCEA DE LA BAUVE	LABBEVILLE	9501117001	43,88	0	43,88
				9501117004	6,04	0	6,04
				9501117007	26,93	0	26,93
				9501117017	13,92	0	13,92
				9501117023	13,78	0	13,78
			NESLES-LA-VALLEE	9501117003	6,3	0	6,3
		SCEA DES CEDRES	FROUVILLE	9500735001	34,16	0	34,16
				9500735002	16,17	1,23	14,94
				9500735003	4,05	0	4,05
				9500735004	14,26	0	14,26
				9500735006	15,81	0	15,81
				9500735007	16,99	0	16,99
				9500735008	11,68	0	11,68
				9500735009	3,64	0,14	3,5
				9500735010	6,52	0	6,52
			HEDOUVILLE	9500735012	4,25	0	4,25
			LABBEVILLE	9500735013	4,11	0	4,11
				9500735014	17,93	0	17,93



Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
Total Corne Nord-Est du Vexin Français					693,61	24,8	668,81
Plaine de France	24 novembre 1972	EARL CHRISTIAN COURTIER	ECOUEN	9583613008	31,48	0	31,48
				9583613016	6,58	0	6,58
				9583613018	15,58	0	15,58
				9583613019	5,3	0	5,3
				9583613044	1,1	0	1,1
				9583613045	2,28	0	2,28
			VILLIERS-LE-BEL	9583613015	12,51	0	12,51
				9583613108	0,92	0	0,92
Total Plaine de France					75,75	0	75,75
Vexin Français	19 juin 1972	EARL BOUILLIANT	BREANCON	9532236015	26,76	0	26,76
			FREMECOURT	9532236002	11,02	0	11,02
				9532236003	40,45	0	40,45
				9532236004	5,07	0,14	4,93
				9532236005	12,17	0	12,17
				9532236006	20,02	0	20,02
				9532236007	17,99	0	17,99
				9532236115	24,91	0	24,91
		EARL DE LA BRUYERE	ABLEIGES	9509876031	1,21	0	1,21
				9509876034	1,95	0	1,95
				9509876035	5,85	0	5,85
			BREANCON	9509876033	1,43	0	1,43
			CORMEILLES-EN-VEXIN	9509876001	5,69	0	5,69
				9509876008	6,03	0	6,03
				9509876009	4,77	0	4,77
				9509876010	10,01	0	10,01
				9509876011	1,54	0,02	1,52
				9509876012	8,63	0	8,63
				9509876013	2,52	0	2,52
				9509876015	1,8	0	1,8
				9509876016	8,01	0	8,01
				9509876017	4,58	0	4,58
				9509876018	4,12	0,37	3,75
				9509876019	1,81	0	1,81
				9509876020	5,58	0	5,58
				9509876021	5,23	0	5,23
				9509876022	10,34	0	10,34
				9509876030	9,85	0	9,85
				9509876037	2,3	0	2,3
			COURCELLES-SUR-VIOSNE	9509876004	0,74	0	0,74
				9509876005	3,61	0	3,61
				9509876006	4,15	0	4,15
				9509876007	2,56	0	2,56
				9509876036	11,73	0	11,73
			FREMECOURT	9509876023	1,93	0	1,93



Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
			GRISY-LES-PLATRES	9509876002	13,26	0	13,26
				9509876003	7,78	0	7,78
				9509876024	1,17	0	1,17
				9509876025	8,06	8,06	0
				9509876026	6,03	6,03	0
				9509876027	1,34	0	1,34
				9509876032	6,08	0	6,08
			MONTGEROULT	9509876014	1,61	0	1,61
				9509876039	1,85	0	1,85
		EARL DE LA FRETTE	CLERY-EN-VEXIN	9543412001	9,91	0	9,91
				9543412002	14,09	0	14,09
			NUCOURT	9543412003	7,08	0	7,08
				9543412101	9,87	0	9,87
				9543412102	5,46	0	5,46
		EARL DE LA MARGERIE	COURCELLES-SUR-VIOSNE	9583708002	15,24	0	15,24
			COURDIMANCHE	9583708009	9,63	0	9,63
				9583708110	2,6	0	2,6
			SAGY	9583708010	35,06	0	35,06
				9583708011	36,57	0	36,57
				9583708012	16,81	0	16,81
				9583708013	2,32	0	2,32
				9583708014	1,72	0	1,72
				9583708015	7,52	0	7,52
				9583708016	0,79	0	0,79
				9583708109	1,51	0	1,51
			SERAINCOURT	9583708001	16,31	0	16,31
		EARL DES LUATS	SERANS	9512558004	27,98	0	27,98
		EARL DES SABLONS	CORMEILLES-EN-VEXIN	9540180049	6,46	0	6,46
			FREMECOURT	9540180041	0,97	0	0,97
				9540180043	4,93	0	4,93
				9540180045	1,23	0	1,23
				9540180046	6,81	0,07	6,74
				9540180047	6,2	0	6,2
				9540180048	12,26	0	12,26
		EARL DU CUL FROID	SAGY	9575037001	3,87	0	3,87
				9575037002	3,6	0	3,6
				9575037003	2,13	0	2,13
				9575037004	4,7	0	4,7
				9575037005	4,77	0	4,77
				9575037006	3,33	0	3,33
				9575037012	1	0	1
				9575037013	2,54	0	2,54
				9575037014	4,03	0	4,03
				9575037015	3,51	0	3,51

Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
				9575037018	1,38	0	1,38
				9575037031	0,75	0	0,75
				9575037035	0,55	0	0,55
				9575037037	1,3	0	1,3
				9575037041	0,24	0	0,24
		EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	LE BELLAY-EN-VEXIN	9510002003	2,71	0	2,71
			NUCOURT	9510002001	4,52	0	4,52
				9510002002	8,64	0	8,64
				9510002008	1,34	0	1,34
				9510002009	4,27	0	4,27
				9510002010	6,93	0	6,93
				9510002011	4,7	0	4,7
				9510002012	9,04	0	9,04
				9510002014	6,32	0	6,32
				9510002015	3	0	3
				9510002016	2,5	0	2,5
				9510002025	1,13	0	1,13
				9510002026	2,07	0	2,07
				9510002027	3,1	0	3,1
				9510002028	1,11	0	1,11
				9510002029	3,5	0	3,5
		EARL MORIN FILS	ABLEIGES	9583709022	8,76	0	8,76
				9583709024	6,05	0	6,05
				9583709025	2,1	0	2,1
				9583709026	3,34	0	3,34
			COURCELLES-SUR-VIOSNE	9583709125	0,11	0	0,11
			COURDIMANCHE	9583709078	3,12	0	3,12
			SAGY	9583709011	4,71	0	4,71
				9583709012	8,19	0	8,19
				9583709016	4,53	0	4,53
				9583709017	0,96	0	0,96
				9583709046	2,21	0	2,21
				9583709048	2,79	0	2,79
		EARL PONTFORT	EPIAIS-RHUS	9511111015	11,55	0	11,55
				9511111017	23,48	0	23,48
				9511111023	19,02	0	19,02
			VALLANGOUJARD	9511111007	6,15	0	6,15
				9511111009	1,49	0	1,49
				9511111010	9,15	0	9,15
				9511111013	23,57	0	23,57
				9511111014	2,45	0	2,45
				9511111024	10,9	0	10,9
		EARL SAINT MARTIN	ABLEIGES	9532553007	7,98	0	7,98
				9532553008	27,08	0	27,08
				9532553009	1,57	0	1,57



Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
			SAGY	9532553106	2,05	0	2,05
				9532553005	4,36	0	4,36
				9532553006	31,74	0	31,74
				9532553109	1,57	0	1,57
		INDIVISION SUCCESSION MALLET	ABLEIGES	9501010010	5,52	0	5,52
			CHARS	9501010001	10,5	0	10,5
			CORMEILLES-EN-VEXIN	9501010004	1,68	0	1,68
				9501010005	4,24	0	4,24
				9501010006	4,86	0	4,86
				9501010007	4,8	0	4,8
				9501010008	4,09	0	4,09
				9501010009	14,92	0	14,92
				9501010110	1,14	0	1,14
			HARAVILLIERS	9501010002	5,85	0	5,85
				9501010003	2,25	0	2,25
				9501010017	1,48	0	1,48
			MONTGEROULT	9501010011	1,85	0	1,85
				9501010012	7,86	0	7,86
				9501010014	0,69	0	0,69
		LEGRAND GILLES	ARRONVILLE	9583700001	15,92	0	15,92
				9583700002	11,9	0	11,9
				9583700003	19,34	0	19,34
			BREANCON	9583700027	0,43	0	0,43
			HARAVILLIERS	9583700007	3,38	0	3,38
				9583700010	2,19	0	2,19
				9583700012	8,23	0	8,23
				9583700025	0,74	0	0,74
				9583700026	12,38	0	12,38
		LEGRAND MICHEL	FREMECOURT	9583003019	2,04	0	2,04
				9583003021	13,68	0,05	13,63
		SCEA DE JAUCOURT	ABLEIGES	9583770010	24,98	0	24,98
				9583770039	21	21	0
				9583770040	27,72	0	27,72
				9583770041	7,49	1,51	5,98
			AVERNES	9583770036	8,31	0	8,31
				9583770132	0,73	0,26	0,47
			THEMERICOURT	9583770014	29,75	0	29,75
				9583770024	30,68	0	30,68
				9583770025	39,99	0	39,99
				9583770026	1,97	1,97	0
				9583770027	11,03	0,48	10,55
				9583770028	11,4	0	11,4
				9583770029	32,48	0	32,48
				9583770030	21,02	0	21,02
				9583770031	4,95	0	4,95

Nom du site inscrit	Arrêté	Exploitation concernée	Commune concernée	Parcelle concernée	Surface totale (en ha)	Surface inapte (en ha)	Surface apte (en ha)
				9583770032	9,28	1,64	7,64
				9583770033	8,1	0,41	7,69
				9583770034	30	0	30
				9583770035	30,02	0	30,02
				9583770038	3,75	0	3,75
		SCEA DE LA BAUVE	LABBEVILLE	9501117001	43,88	0	43,88
				9501117007	26,93	0	26,93
			VALLANGOUJARD	9501117027	10,9	0	10,9
		SCEA DES CEDRES	FROUVILLE	9500735004	14,26	0	14,26
				9500735006	15,81	0	15,81
			LABBEVILLE	9500735014	17,93	0	17,93
			MENOUVILLE	9500735005	16,73	0	16,73
		SCEA DES ESSARTS	CLERY-EN-VEXIN	9500200006	26,81	0	26,81
				9500200020	5,66	0	5,66
				9500200022	6,5	0	6,5
				9500200023	22,84	0	22,84
				9500200037	12,4	0	12,4
				9500200049	12,91	0	12,91
				9500200050	1,32	0	1,32
				9500200051	6,29	0	6,29
				9500200060	10,03	0	10,03
			COMMENY	9500200062	7,87	0	7,87
				9500200063	1,67	0	1,67
			GUIRY-EN-VEXIN	9500200061	9,71	0	9,71
			LE BELLAY-EN-VEXIN	9500200009	28,56	0	28,56
				9500200064	2,38	0	2,38
Total Vexin Français					1744,43	42,01	1702,42
Village, plateau au Nord et vallées de Bois-le-Roi et de Cléry	25 mai 1970	EARL PIEDELEU	AUVERS-SUR-OISE	9502188014	4,03	0	4,03
				9502188017	0,28	0	0,28
			ENNERY	9502188024	6,02	0	6,02
Total Village, plateau au Nord et vallées de Bois-le-Roi et de Cléry					10,33	0	10,33

**4 sites inscrits sont concernés par le plan d'épandage des terres de décantation de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise**



## **ANNEXE VOLONTAIRE 9**

Liste des sites Natura 2000 concernés par le  
projet et parcelles rattachées

La Circulaire du 26/12/2011 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000 précise que l'activité d'épandage de boues ou d'effluents soumis à autorisation doit faire l'objet d'une évaluation des incidences sur les zones Natura 2000.

Constitué au niveau européen, le réseau NATURA 2000 est un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.

Pour donner aux États membres de l'Union Européenne un cadre commun d'intervention en faveur de la préservation des espèces et des milieux naturels, le réseau Natura 2000 est composé de sites désignés spécialement par chacun des États membres en application des directives européennes "Oiseaux" de 1979 et "Habitats" de 1992. Certaines de ces zones peuvent faire l'objet d'une ACNat (Action Communautaire pour la Nature) ou même être éligibles au titre de l'article 21-24 du règlement CEE du 15/06/87 (mesures agri-environnementales).

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 : les ZPS<sup>1</sup> et les ZSC<sup>2</sup>.

La directive Oiseaux de 1979 demandait aux États membres de l'Union européenne de mettre en place des ZPS sur les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie afin d'assurer un bon état de conservation des espèces d'oiseaux menacées, vulnérables ou rares. Ces ZPS sont directement issues des ZICO mises en place par BirdLife International. Ce sont des zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union, que ce soit pour leur reproduction, leur alimentation ou simplement leur migration.

Dans le cadre de la directive Habitats en 1992, un site "proposé" sera successivement une proposition de Site d'Importance communautaire (pSIC), puis un SIC après désignation par la commission européenne, enfin une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) après arrêté du ministre chargé de l'Environnement. Ces zones ont pour objectif la conservation de sites écologiques présentant soit :

- ✓ des habitats naturels ou semi-naturels d'intérêt communautaire, de par leur rareté, ou le rôle écologique primordial qu'ils jouent (dont la liste est établie par l'annexe I de la directive Habitats),
- ✓ des espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, là aussi pour leur rareté, leur valeur symbolique, le rôle essentiel qu'ils tiennent dans l'écosystème (et dont la liste est établie en annexe II de la directive Habitats).

***Les parcelles du projet de plan d'épandage des terres de décantation sont :  
⇒ à moins de 10 km de 3 sites Natura 2000 (2 SIC/ZSC et 1 ZPS).***

---

<sup>1</sup> ZPS : Zone de Protection Spéciale – Directive Oiseaux

<sup>2</sup> ZSC : Zone Spéciale de Conservation, ancien SIC (Site d'Importance Communautaire) : – Directive Habitat



Les surfaces concernées par le projet de plan d'épandage pour les parcelles situées dans un rayon de 10 km des sites Natura 2000 sont présentées dans le tableau suivant.

Type	Code	Nom du site	Surface totale (ha)		
			dans le site	Moins de 100m	Moins de 10 km
SIC	FR1100797	Coteaux et boucles de la seine	0	0	657,17
SIC	FR1102015	Sites chiroptères du Vexin français	0	0	813,08
ZPS	FR1112013	Sites de Seine-Saint-Denis	0	0	75,75

Tableau 1 : Surfaces du projet de plan d'épandage à proximité de sites Natura 2000

***Le projet de plan d'épandage des terres de décantation concerne directement aucun site (absence de parcelle dans le site et à moins de 100m) et indirectement 3 sites Natura 2000 (parcelles situées dans un rayon de 100 m à 10 km).***

Pour ces 3 Natura 2000, 5 formes d'habitats sont considérés comme prioritaires au sens de la directive "Habitats, faune, flore" et méritent, à ce titre, une attention toute particulière. Les tableaux suivants présentent les 7 formes d'habitat prioritaire identifiés, ainsi que les surfaces concernées pour chacun des sites Natura 2000, situé à moins de 10 km des parcelles du projet de plan d'épandage des terres de décantation.

Forme d'habitat prioritaire	
<b>6110</b>	Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi
<b>6120</b>	Pelouses calcaires de sables xériques
<b>6230</b>	Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)
<b>7220</b>	Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)
<b>8160</b>	Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéen à montagnard
<b>91EO</b>	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior
<b>9180</b>	Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion

Tableau 2 : Forme d'habitat prioritaire

			Forme prioritaire d'habitat (surface en %)						
Type	Code	Nom du site	6110	6120	6230	7220	8160	91EO	9180
SIC	FR1100797	Coteaux et boucles de la seine	0,02	0,63	0,39	0,02	< 0	0,14	2,15
SIC	FR1102015	Sites chiroptères du Vexin français	Absence de donnée						
ZPS	FR1112013	Sites de Seine-Saint-Denis	Absence de donnée						

Tableau 3 : Part de la surface du site Natura 2000 concerné par un habitat prioritaire

## **ANNEXE VOLONTAIRE 10**

Liste des sites classés concernés par le projet  
et parcelles rattachées



Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave.

Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un "paysage", considéré comme remarquable ou exceptionnel.

Le tableau ci-dessous présente les surfaces situées dans et à moins de 1 km des sites classés.

Nom du site	Date	Surface totale (ha)	
		dans le site	Moins de 1 km
Buttes d'Epiais, hameau de Rhus	Décret du 2 août 2002	77,98	289,83
Buttes de Rosne, de Marines et d'Epiais	Décret du 20 janvier 1993	278,38	239,56
Château et son parc	Arrêté du 25 février 1974		52,66
Parc et château	Décret du 27 avril 1988		41,96

***Le projet de plan d'épandage des terres de décantation de Méry-sur-Oise concerne directement 2 sites (parcelles dans le site) et indirectement 4 sites classés (parcelles situées dans un rayon de 1 km).***

## **ANNEXE VOLONTAIRE 11**

### **Evaluation des risques sanitaires des terres de décantation de Méry-sur-Oise**



Le but de l'Evaluation des Risques Sanitaires (ERS) est d'estimer l'impact potentiel d'une activité sur la santé humaine.

En France, entre 95% et 99% des matières organiques épandues sur les sols agricoles sont des produits issus de déjections animales (lisiers, fumiers...). Dans une moindre mesure, les terres de décantation sont également utilisées pour amender les sols.

Du fait de la présence de substances chimiques (éléments-traces métalliques, composés-traces organiques...) et éventuellement d'organismes pathogènes dans les terres de décantation, les précautions prises vis-à-vis des pratiques d'épandage, pour garantir la sécurité alimentaire et le maintien des fonctions environnementales des sols, sont encadrées réglementairement par les lois n°92-3 du 3 janvier 1992 dite loi sur l'eau et n°76-663 du 19 juillet 1976 relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, et par la directive européenne du Conseil n°86-278 du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture (l'épandage des terres de décantation est rattachée à la réglementation des boues de stations d'épuration).

Ainsi, en application de ces lois, sont soumises à autorisation les filières d'épandage de terres de décantation plus de 800 tonnes de matières sèches épandues par an. Le dossier d'autorisation comporte un volet relatif à l'impact sur la santé humaine de ces filières de valorisation.

Dans ce contexte législatif, le SYPREA a souhaité que soit mise en place une méthodologie générale d'évaluation des risques sanitaires potentiellement engendrés par l'épandage des boues urbaines et industrielles. Dans le cadre d'une convention entre l'ADEME, le SYPREA, la FP2E et l'INERIS, ce dernier a été sollicité pour :

- ➔ élaborer une méthodologie d'évaluation des risques sanitaires liés à la présence de substances chimiques et d'organismes pathogènes ;
- ➔ vérifier l'applicabilité ou la faisabilité de cette méthodologie sur un cas concret pour les substances chimiques.

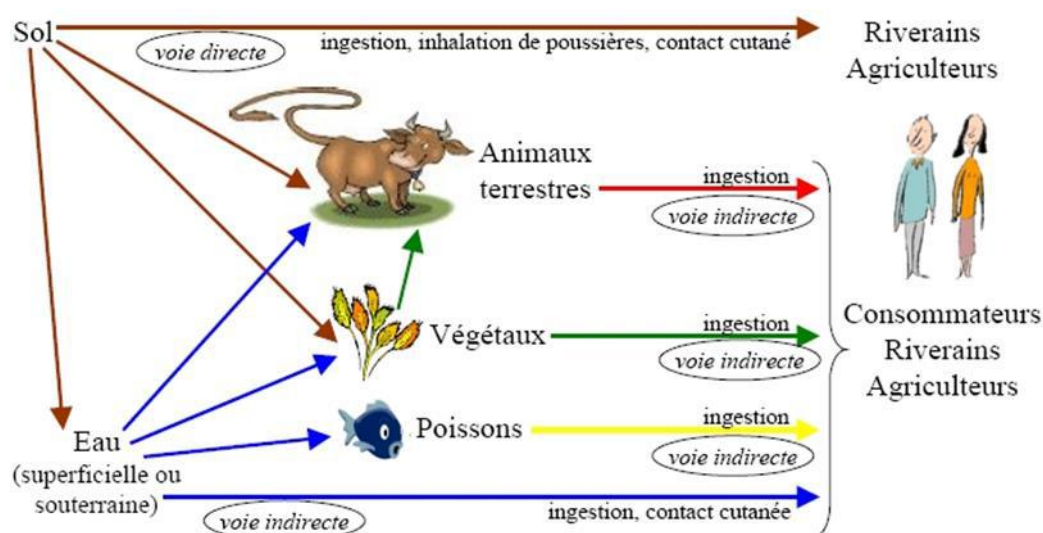
La méthodologie mise au point a été développée en conformité avec les prescriptions réglementaires françaises.

**Les principes de transparence, de prudence scientifique, de proportionnalité et de spécificité s'appliquent à la démarche d'évaluation des risques sanitaires.**

L'évaluation quantitative des risques liés aux substances chimiques pour la santé se décompose en quatre étapes :

- l'identification du potentiel dangereux passe par la détermination des effets indésirables que les substances chimiques sont intrinsèquement capables de provoquer chez l'homme ;
- l'évaluation des relations dose-effet permet l'estimation du rapport entre le niveau d'exposition, ou la dose, et l'incidence et la gravité des effets ;
- l'évaluation de l'exposition consiste à quantifier l'exposition (les concentrations ou les doses) des populations sur la base du schéma conceptuel d'exposition établi ;
- la caractérisation du risque est la synthèse de l'évaluation des risques et quantifie le risque lié aux substances chimiques, en présentant les résultats sous une forme exploitable et accompagnés d'une évaluation de l'influence des incertitudes relevées tout au long de l'étude.

Le schéma conceptuel d'exposition suivant récapitule l'ensemble des voies possibles de transfert et d'exposition pour les populations cibles d'un plan d'épandage spécifique.



**Figure 1 : Schéma conceptuel global d'exposition**

(Source : Évaluation des risques sanitaires des filières d'épandage des boues de stations d'épuration – application de la méthodologie relative aux substances chimiques à une filière de boues issues d'une STEP urbaine, 2007)

La démarche d'évaluation quantitative des risques sanitaires des filières d'épandage des terres de décantation se place bien évidemment dans le cadre des bonnes pratiques d'épandage.

Les points essentiels des bonnes pratiques d'épandage sont repris ci-après, certains éléments présentés étant d'ordre réglementaire :

- éviter le contact direct avec les terres ; s'équiper de vêtement de travail appropriés ;



- respecter les délais (3 semaines pour les terres hygiénisées ; 6 semaines dans les autres cas) avant de remettre à l'herbe des animaux ou de récolter des cultures fourragères ;
- enfouir rapidement les terres de décantation après épandage ; par temps sec, éviter de générer des particules et travailler de préférence avec un tracteur muni d'une cabine ;
- maintenir des zones enherbées entre les parcelles épandues et les cours d'eau.

L'évaluation des risques doit tenir compte également :

- des concentrations de références dans les sols et dans les aliments pour chaque substance concernée,
- de la durée de l'épandage,
- de la fréquence d'épandage sur un même lot.

### **Application de la méthodologie relative aux substances chimiques au projet de plan d'épandage des boues des terres de décantation dans les départements du Val d'Oise et de l'Oise.**

Une méthodologie d'évaluation des risques sanitaires liés l'exposition aux substances chimiques lors d'épandage des boues de station d'épuration sur les sols agricoles a été mise en place par l'INERIS (2007)<sup>1</sup>.

L'Evaluation des Risques Sanitaires (ERS) vise à prévenir et à gérer, sur le long terme, le risque potentiel encouru par une population vivant à proximité d'une source de pollution.

Cette démarche comporte 4 étapes :

1. l'identification des dangers,
2. la définition des relations dose/réponse (choix des Valeurs Toxicologiques de Référence VTR),
3. l'évaluation de l'exposition des populations,
4. la caractérisation et quantification des risques sanitaires.

#### **IDENTIFICATION DES DANGERS**

Les critères utilisés pour choisir les agents à étudier sont : la fréquence des émissions, la nocivité, la persistance dans l'environnement, la bio-accumulation dans la chaîne alimentaire, etc., le tout, par rapport à l'environnement et la santé humaine.

<sup>1</sup> INERIS, 2007. Méthodologie d'évaluation quantitative des risques sanitaires relatifs aux substances chimiques

Dans le cadre du projet de plan d'épandage des terres de décantation, les sources de dangers sont :

- ➔ le bruit et les odeurs : toutefois, étant donné le faible temps d'exposition de la population locale, il ne s'agit pas d'un effet notable : ce critère n'est pas retenu pour l'évaluation des risques sanitaires.
- ➔ les micro-organismes pathogènes : l'homme peut être affecté par ces agents en consommant des plantes contaminées ou de la viande d'animaux ayant ingéré des plantes ou du sol contaminés. Ceci suppose que les agents pathogènes résistent, et se transmettent à la plante lors de la récolte, résistent aux conditions de stockage et particulièrement résistent aux process agro-alimentaires ou de préparation des aliments.

Ce mode de contamination concerne donc seulement les aliments destinés à être consommés crus ou à peine cuits. Or, les épandages de boues d'épuration ne sont pas réalisés sur des parcelles utilisées pour cultiver des produits agricoles destinés à la consommation humaine à l'état cru. Par ailleurs, le règlement sanitaire concernant la viande et les délais à respecter avant remise à l'herbe après épandage sur pâture rendent ce mode de contamination peu vraisemblable.

Par ailleurs, l'absence de corrélation entre événement pathologique et épandage après trente années de pratique de l'épandage des boues, ainsi que le faible nombre d'accidents constatés, révèlent l'absence d'un risque dans ce domaine dès lors que les prescriptions techniques réglementaires sont respectées (source : cellule nationale de veille sanitaire vétérinaire des épandages de boues<sup>2</sup>).

De plus, les risques consécutifs à la présence de ces éléments sont maîtrisés par le caractère hygiénisé des terres de décantation de l'usine de Méry-sur-Oise.

Les risques pathogènes sont nuls pour ces terres de décantation, car elles sont hygiénisées.

Il ne s'agit pas d'un effet notable : ce critère n'est pas retenu pour l'évaluation des risques sanitaires.

- ➔ Les composés-traces organiques : le CSHPF a sélectionné les substances les plus nocives et qui constituaient des traceurs de risques.

Un des critères de choix a également été la persistance des molécules dans l'environnement (en effet beaucoup de CTO se décomposent assez rapidement dans

---

<sup>2</sup> Cellule de veille sanitaire vétérinaire : mise en place depuis 1997 dans le cadre d'un partenariat des écoles nationales vétérinaires et de l'ADEME, elle s'appuie sur le réseau des centres anti-poisons vétérinaires des Écoles Nationales Vétérinaires afin de recevoir des déclarations de cas de pathologies animales potentiellement reliés à un épandage de boues. Chaque année, le comité de pilotage de la cellule, réunissant les écoles vétérinaires, l'ADEME et des institutions publiques et privées (ministère de l'environnement, syndicat des professionnels du recyclage en agriculture, missions déchets, DDASS et DSV) dresse le bilan des cas. Les résultats sont diffusés sous forme d'un bilan annuel d'activité. Depuis 1997, sept bilans ont été diffusés. A ce jour, sur 37 appels, l'épandage de boues n'a jamais été incriminé comme élément causal de maladies déclarées sur des troupeaux.



les sols). Pour ces éléments dégradables dans l'environnement, la réglementation a fixé des valeurs seuils pour les terres destinées à l'épandage et des flux maximums sur 10 ans (arrêté du 8 janvier 1998).

Les teneurs en composés-traces organiques des terres de Méry-sur-Oise sont inférieures aux limites réglementaires fixées dans l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les risques liés aux CTO sont faibles en soi. L'effet des terres de décantation (pour ces agents) sur la santé humaine est considéré comme faible.

Il ne s'agit pas d'un effet notable : ce critère n'est pas retenu pour l'évaluation des risques sanitaires.

- ➔ Les éléments-traces métalliques : comme pour les CTO, le CSHPF a sélectionné les éléments les plus à risque d'une part et les plus fréquents dans les boues urbaines et industrielles d'autre part. Ces éléments ne sont pas dégradables.

Des valeurs limites dans les sols au-delà desquelles les épandages sont proscrits ont donc été fixées ; des flux maximum à ne pas dépasser sur 10 ans ont également été établis de façon à ce que l'enrichissement des sols soit contenu, et enfin, des teneurs limites dans les boues urbaines destinées à l'épandage ont été fixées.

Les teneurs des terres de décantation de l'usine d'eau potable de Méry-sur-Oise en éléments-traces sont inférieures aux valeurs limites fixées par la réglementation.

Agents	Risque	Critère retenu pour l'évaluation de l'impact
Bruit	Faible	Non
Odeurs	Faible	Non
Micro-organismes pathogènes	Nul à Faible	Non
Composés-traces organiques	Faible	Non
Eléments-traces métalliques	Faible	Oui

Tableau 1 : Agents chimique, physiques et biologiques présents lors des épandages de terres de décantation

***Pour l'évaluation des risques sanitaires, le cuivre sera étudié comme paramètre majorant (sécuritaire).***

### **Identification du potentiel « danger » : cas du cuivre**

Le cuivre est naturellement présent dans l'écorce terrestre, sous forme de sulfure.

*Source : « Qualité des boues d'épuration urbaines recyclées sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse, Situation 2000-2010 »<sup>3</sup>*

**Caractéristiques** : Métal de couleur rougeâtre ou rouge, le cuivre possède une exceptionnelle conductivité thermique et électrique. Le métal très pur est très résistant à la corrosion, mais aussi très malléable. L'ion cuivrique  $\text{Cu}^{2+}$  est soluble dans l'eau, et à faible concentration, il a un effet bactériostatique et fongicide. Il est par ailleurs un oligo-élément vital pour toutes les plantes supérieures et les animaux.

Les émissions anthropiques du cuivre dans l'environnement résultent de :

- sources minières et industrielles : le cuivre a des propriétés de conductivité électrique et thermique. Il est utilisé dans de nombreux domaines tels que l'électronique, la construction, l'architecture, les transports. le cuivre est également utilisé dans l'industrie (traitement de surface, blanchisserie, sidérurgie, traitement du bois...) et donc susceptible d'être présent dans les effluents industriels raccordés au réseau d'assainissement.
- l'agriculture : le cuivre est un composant de produits phytosanitaires couramment utilisés en viticulture et arboriculture (bouillie bordelaise...). Les effluents phytosanitaires : eaux de rinçage du matériel de pulvérisation et fonds de cuve sont parfois déversés directement dans le réseau d'eaux usées.

**Données toxicologiques - Études chez l'homme** : L'absorption de cuivre est possible par toutes les voies mais elle s'effectue de manière prépondérante par voie orale et absorption gastro-intestinale. L'absorption pulmonaire de cuivre sous forme de particules ou de fumées est possible mais le taux d'absorption par cette voie chez l'homme n'est pas déterminé [RIVM, (2001)].

La principale voie d'élimination du cuivre est la bile (80 % du cuivre hépatique) d'où une excrétion majoritairement (72 %) par voie fécale [Bush et al., (1955)]. L'excrétion urinaire de cuivre est très faible (0,5-3 %) soit environ 30-60 ug par jour chez l'adulte [Harris, (1991)].

---

<sup>3</sup> Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, 2011. Qualité des boues d'épuration urbaines recyclées sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse, Situation 2000-2010



## DEFINITION DES RELATIONS DOSE/REPONSE

Source : [www.ineris.fr/substances/fr/substance/683](http://www.ineris.fr/substances/fr/substance/683)

Les valeurs toxicologiques de référence du cuivre sont présentées dans le tableau suivant (source : INERIS).

Substance chimique	Source	Voie d'exposition	Facteur d'incertitude	Valeur de référence	Année de révision
Cuivre	RIVM <sup>4</sup>	Inhalation	600	TCA <sup>5</sup> – 1 ug/m <sup>3</sup>	2001
		Orale	30	TDI <sup>6</sup> – 140 ug/kg/j	2001

Tableau 2 : Valeurs toxicologiques de référence pour des effets avec seuil

D'après l'INERIS, une exposition au cuivre au-delà de ces valeurs peut entraîner des conséquences sur la santé.

### 1.1.1. ÉVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS

Difficulté d'évaluation : l'épandage est une activité qui s'exerce de façon diffuse sur un vaste territoire. La réglementation et les guides méthodologiques encadrent des activités concentrées, et les méthodes d'évaluation sont moins ou peu pertinentes dans le cas d'un projet comme celui du plan d'épandage des boues de Meaux.

Voies de contamination : Les cheminements possibles de ces substances jusqu'à l'homme ont été étudiés.

Les principales voies identifiées sont les suivantes :

#### ➡ Ingestion

- Voie 1 : Boues → Sols → Hommes - Ingestion directe de terre ou de particules
- Voie 2 : Boues → Sols → Plantes → Hommes - Alimentation végétale
- Voie 3 : Boues → Sols → Plantes → Animaux → Hommes - Alimentation carnée
- Voie 4 : Boues → Sols → Eaux souterraines → Hommes - Eaux de boisson

#### ➡ Inhalation

- Voie 5 : Boues → Hommes
- Voie 6 : Boues → Sols → Hommes

<sup>4</sup> RIVM : Rijksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu (Institut National Hollandais de la Santé publique et de l'Environnement)

<sup>5</sup> TCA : Concentration maximale tolérable dans l'air

<sup>6</sup> TDI : Dose journalière admissible

Les voies 1 et 5 sont considérées comme les plus critiques quand on se réfère aux éléments-traces métalliques car elles comportent le moins d'intermédiaires, et donc il n'y a pas d'effet de dilution des concentrations au fur et à mesure de la chaîne.

Identification des populations les plus exposées : Dans le cas présent, trois sources sont possibles :

- particules ingérées pendant les chantiers d'épandages de boues, avant enfouissement,
- particules inhalées lors de l'épandage,
- particules transportées sur les vêtements et chaussures et qui se transfèrent dans l'habitat où elles sont potentiellement ingérées.

Le risque s'applique essentiellement sur les personnes intervenant dans le cadre du recyclage agricole (prestataires et agriculteurs), mais également au riverains des parcelles épandues.

### 1.1.2. CARACTERISATION DES RISQUES SANITAIRES

#### Ingestion des terres de Méry-sur-Oise :

Calculons l'exposition par ingestion directe de particules de terres de Méry-sur-Oise pour différentes cibles (source INERIS [2005], Cuivre et ses dérivés) :

- ✓ riverains enfant de 15 kg ingérant 0,15 g/j de particules de terres de décantation et toute sa vie durant,
- ✓ riverains adultes de 70 kg ingérant 0,05 g/j de terres de décantation et toute sa vie durant,
- ✓ agriculteur de 70 kg ingérant 0,216 g/j de terres de décantation et toute sa vie durant.

Ces hypothèses sont hautement improbables mais maximisent l'exposition.

<b>CUIVRE</b> Teneur max dans les terres de Méry-sur-Oise : 39 mg Cu/kg MS (2017)	<b>Riverain enfant (15 kg)</b> ingérant 0,15 g/j	<b>Riverain adulte (70 kg)</b> ingérant 0,05g/j	<b>Agriculteur (70 kg)</b> ingérant 0,216 g/j
Quantité ingérée	0,0059 mg/j	0,002mg/j	0,008 mg/j
Indice rapporté au poids	0,0004 mg/kg/j	0,00003 mg/kg/j	0,0001 mg/kg/j
IR (Indice de Risque)*	0,0028	0,0002	0,0008

Tableau 3 : Exposition par ingestion directe de particules de terres de décantation

\*La dose de référence retenue est la plus contraignante à savoir la TDI de RIVM 2001 (0,14 mg/kg/j).



Inhalation des terres de décantation de Méry-sur-Oise :

La méthode de calcul des IR d'inhalation des terres de décantation est identique à celle utilisée pour le calcul des IR d'ingestion des terres de décantation.

<b>CUIVRE</b> Teneur max dans les terres de Méry-sur-Oise : 39 mg Cu/kg MS (2017)	<b>Riverain enfant (15 kg)</b>	<b>Riverain adulte (70 kg)</b>	<b>Agriculteur (70 kg)</b>
Proportion de particules dans l'air	0,5	0,5	0,5
Fréquence d'exposition	$2 \times 10^{-2}$	$3 \times 10^{-3}$	$9 \times 10^{-2}$
Concentration en particules (kg/m <sup>3</sup> )	$7 \times 10^{-8}$	$7 \times 10^{-8}$	$2 \times 10^{-5}$
Facteur de rétention	0,75	0,75	0,1
Indice rapporté à la fréquence d'exposition	$2 \times 10^{-7}$	$3 \times 10^{-8}$	$3 \times 10^{-5}$
IR (Indice de Risque)*	0,00011	0,00002	0,01843

Tableau 4 : Indices de risque liés à l'inhalation de terres de décantation

\*La dose de référence retenue est la plus contraignante à savoir la TCA de RIVM 2001 ( $1 \times 10^{-3}$  mg/m<sup>3</sup>).

Conclusion :

**Les indices de risque calculés sont tous inférieurs à 1 ; les risques sont donc considérés comme négligeables.**

## ANNEXE VOLONTAIRE 12

### Tableau de synthèse des effets des incidences notables du projet



[illegible]

## **ANNEXE VOLONTAIRE 13**

### **Tableau de synthèse des mesures compensatoires sur les incidences notables du projet**



	Impacts avant mesures	Mesures d'évitement et de réduction d'impact	Impacts après mesures
1. La population			
Impact visuel	Négatif Direct Temporaire À court terme	Prévention des risques liés à la nature même des terres de décantation : terres hygiénisées et stabilisées Transport des terres : camions bâchés Respect des règles de circulation Intervention en substitution d'épandage d'engrais minéraux Distances d'isolement d'entreposage à appliquer : 100 m des habitations Pas de stockage à proximité des sites remarquables Épandages : enfouissement dans les 48h à moins de 100 m des habitations	Pas d'effet ou minime
Dégagement de particules			
Bruits			
Odeurs			
2. La faune et la flore			
Dégagement de particules	Négatif Direct Temporaire À court terme	Prévention des risques liés à la nature même des terres de décantation : terres hygiénisées et stabilisées	Pas d'effet
Odeurs			
Bruits			
3. Les habitats et espaces naturels			
ZNIEFF	Positif et Négatif Indirect Temporaire À moyen terme	Pas de livraison dans les zones à dominantes humides Epandage en période de déficit hydrique dans les zones à dominantes humides	Positif Indirect Temporaire À moyen terme
Zone à Dominante Humide			
4. Les sites et paysages			
Impact visuel	Négatif Direct Temporaire À court terme	Prévention des risques liés à la nature même des terres de décantation : terres hygiénisées et stabilisées Pas de stockage à proximité des sites remarquables Transport des terres : camions bâchés Épandages : enfouissement dans les 48h à moins de 100 m des habitations	Pas d'effet
Dégagement de particules			
Bruits			
Odeurs			
5. Les biens matériels	Pas d'effet		
6. Les continuités écologiques	Pas d'effet		

	Impacts avant mesures	Mesures d'évitement et de réduction d'impact	Impacts après mesures
7. Les équilibres biologiques	Pas d'effet		
8. Les facteurs climatiques			
Emission de gaz à effet de serre et bilan carbone	Positif Indirect Temporaire A moyen terme	-	Pas d'effet
9. Le patrimoine culturel et archéologique			
Impact visuel	Négatif Direct Temporaire À court terme	Prévention des risques liés à la nature même des terres de décantation : terres hygiénisées et stabilisées Pas de stockage à proximité des sites remarquables Stockages : à plus de 100 m des habitations Épandages : enfouissement dans les 48h à moins de 100 m des habitations	Pas d'effet
Bruit			
Odeurs			
Dégagement de particules			
10. Le sol			
Contribution à la fertilisation du sol	Positif et Négatif Direct Temporaire À moyen terme	Raisonnement de la dose d'épandage Respect de la structure des sols : prise en compte de l'accessibilité des parcelles Respect de la structure des sols : attente du ressuyage des sols	Positif Direct Temporaire À moyen terme
Impact sur la structure du sol			
11. L'eau	Pas d'effet		
12. L'air			
Dégagement de particules	Négatif Direct Temporaire À court terme	Stockages : à plus de 100 m des habitations Épandages : enfouissement dans les 48h à moins de 100 m des habitations	Pas d'effet
13. Les espaces agricoles			
Contribution à la fertilisation du sol	Positif et Négatif Direct Temporaire À moyen terme	Raisonnement de la dose d'épandage Respect de la structure des sols : prise en compte de l'accessibilité des parcelles Respect de la structure des sols : attente du ressuyage des sols	Positif Direct Temporaire À moyen terme
Impact sur la structure du sol			
14. Les espaces forestiers	Pas d'effet		



	Impacts avant mesures	Mesures d'évitement et de réduction d'impact	Impacts après mesures
15. Les espaces de loisirs	Pas d'effet		
16. La consommation énergétique			
Impact sur la consommation d'énergie fossile	Positif Direct Temporaire A moyen terme	-	Positif Direct Temporaire A moyen terme
17. La commodité du voisinage			
Bruit	Négatif Direct Temporaire À moyen terme	Respect des règles de circulation Intervention en substitution d'épandage d'engrais minéraux Distances d'isolement d'entreposage à appliquer : 100 m des habitations Pas de stockage à proximité des sites remarquables	Pas d'effet ou minime
Odeurs			
18. Hygiène, santé, sécurité, salubrité publique	Pas d'effet		

Nature du site	Numéro National	Numéro Régional	Nom du site	Description	Mesure de protection	Facteur en rapport avec l'activité d'épandage, influençant l'évolution de la zone	Exploitations concernées	Parcelles situées à moins de 100m
1	110120032	95355001	Bois de la carrellette	Superficie : 22 ha Intérêt patrimoniaux : P10, 20, 30, 35 et 36	-	-	EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	9510002025
1	220420024	60VFR106	Bois Houtelet à Montjavoult et Montagny-en-Vexin	Superficie : 151 ha Intérêt patrimoniaux : P20, 27, 30 et 36 Intérêts fonctionnel : F60 et 62	81	E43.0, 44.0, 51.0, 53.0, 91.5	EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	9510002019
1	110120006	95258004	Fond de Norinval	Superficie : 10 ha Intérêt patrimoniaux : P10, 30 et 36	31 et 80	-	SCEA DE LA BAUVE	9500735003
							SCEA DES CEDRES	9500735004
								9500735013
								9501117001
1	220013800	60VFR107	Molière de Sérans	Superficie : 374 ha Intérêt patrimoniaux : P12, 14, 41, 42, 45 et 46 Intérêts fonctionnel : F51 et 60	-	E41.0, 42.0, 44.0, 91.5	EARL DES LUATS	9512558001
								9512558005
								9512558010
1	110120034	95610001	Parc du château de Themicourt	Superficie : 4 ha Intérêt patrimoniaux : P10, 20, 30 et 35	31 et 80	-	SCEA DE JAUCOURT	9583770033
1	110020057	95211001	Vallée de Cléry et ravine des Molues	Superficie : 16 ha Intérêt patrimoniaux : P10, 30 et 35	31 et 80	E22.0	EARL PIEDELEU	9502188029
2	110020099	95355021	Bois de la carrellette	Superficie : 164 ha Intérêt patrimoniaux : P10, 20, 30, 35 et 36	31 et 80		EARL LES VERGERS D'HARDEVILLE	9510002010
								9510002025
								9510002026
								9510002028
								9510002029
2	110120009	95110021	Moyenne vallée de la Viosne	Superficie : 721 ha Intérêt patrimoniaux : P10, 20, 22, 26, 30, 36 Intérêts fonctionnel : F40	31, 32 et 80	E21.0, 44.0, 91.5	EARL BOUILLIANT	9532236005
								9532236006
								9532236007

**Tableau 1 : Liste et description des ZNIEFF concernées par le projet de plan d'épandage des terres de décantation**